SERIE GENERALE

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

Anno 140° — Numero 146

GAZZETTA UFFICIALE



DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Giovedì, 24 giugno 1999** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

La **Gazzetta Ufficiale,** *oltre alla* **Serie generale,** *pubblica quattro Serie speciali, ciascuna contraddistinta con autonoma numerazione:*

1ª Serie speciale: *Corte costituzionale* (pubblicata il mercoledì)
2ª Serie speciale: *Comunità europee* (pubblicata il lunedì e il giovedì)
3ª Serie speciale: *Regioni* (pubblicata il sabato)
4ª Serie speciale: *Concorsi ed esami* (pubblicata il martedì e il venerdì)

SOMMARIO

SUPPLEMENTO ORDINARIO N. 120/L

DECRETO LEGISLATIVO 22 maggio 1999, n. **196.**

Attuazione della direttiva 97/12/CE che modifica e aggiorna la direttiva 64/432/CEE relativa ai problemi di polizia sanitaria in materia di scambi intracomunitari di animali delle specie bovina e suina.

99G0272

SUPPLEMENTO ORDINARIO N. 121

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Entrata in vigore degli emendamenti all'allegato II della Convenzione relativa alla conservazione della vita selvatica e dell'ambiente naturale in Europa, Berna 19 settembre 1979.

99A5002

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

LEGGE 27 maggio 1999, n. **193.**

Ratifica ed esecuzione degli emendamenti al protocollo di Atene del 1980, relativo alla protezione del Mar Mediterraneo contro l'inquinamento di origine tellurica, con allegati, adottati a Siracusa il 7 marzo 1996.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare gli emendamenti al protocollo di Atene del 1980, relativo alla protezione del Mar Mediterraneo contro l'inquinamento di origine tellurica, con allegati, adottati a Siracusa il 7 marzo 1996.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data agli emendamenti di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della loro entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 16 del protocollo di riferimento.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 27 maggio 1999

CIAMPI

D'ALEMA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* DILIBERTO

AMENDEMENTS AU PROTOCOLE RELATIF A LA PROTECTION DE LA MER MEDITERRANEE CONTRE LA POLLUTION D'ORIGINE TELLURIQUE

A. TITRE

Le titre du Protocole est modifié comme suit:

PROTOCOLE RELATIF A LA PROTECTION DE LA MER MEDITERRANEE CONTRE LA POLLUTION PROVENANT DE SOURCES ET ACTIVITES SITUEES A TERRE

B. ALINEAS DU PREAMBULE

Le premier alinéa du préambule du Protocole est modifié comme suit:

Etant Parties à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, adoptée à Barcelone le 16 février 1976 et amendée le 10 juin 1995,

Le troisième alinéa du préambule du Protocole est modifié comme suit:

Notant l'accroissement des pressions sur l'environnement résultant des activités humaines dans la zone de la mer Méditerranée, en particulier dans les domaines de l'industrialisation et de l'urbanisation, ainsi que de la croissance saisonnière, liée au tourisme, des populations riveraines,

Le quatrième alinéa du préambule du Protocole est modifié comme suit:

Reconnaissant le danger que fait courir au milieu marin, aux ressources biologiques et à la santé humaine la pollution provenant de sources et activités situées à terre et les problèmes graves qui en résultent dans un grand nombre d'eaux côtières et d'estuaires fluviaux de la Méditerranée, dus essentiellement au rejet de déchets domestiques ou industriels non traités, insuffisamment traités ou évacués de façon inadéquate, contenant des substances toxiques, persistantes et susceptibles de bio-accumulation,

L'alinéa suivant est ajouté et devient le cinquième alinéa du préambule:

Appliquant le principe de précaution et le principe du "pollueur-payeur", entreprenant l'étude d'impact sur l'environnement et utilisant les meilleures techniques disponibles et la meilleure pratique environnementale y compris les technologies de production propres, ainsi qu'il est prévu à l'article 4 de la Convention,

Le sixième alinéa du préambule du Protocole est modifié comme suit:

Résolues à prendre, en étroite coopération, les mesures nécessaires afin de protéger la mer Méditerranée contre la pollution provenant de sources et activités situées à terre,

L'alinéa suivant est ajouté et devient le septième alinéa du préambule:

Prenant en considération le Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres, adopté à Washington, D.C. le 3 novembre 1995,

C. ARTICLE PREMIER

Un titre est inséré et le texte est modifié comme suit:

DISPOSITIONS GENERALES

Les Parties contractantes au présent Protocole (ci-après dénommées les "Parties") prennent toutes mesures appropriées pour prévenir, réduire, combattre et éliminer dans toute la mesure possible la pollution de la zone de la mer Méditerranée due aux déversements par les fleuves, les établissements côtiers ou les émissaires, ou émanant de toute autre source et activité terrestre située sur leur territoire, priorité étant accordée à l'élimination progressive des apports de substances toxiques, persistantes et susceptibles de bio-accumulation.

D. ARTICLE 2

Un titre est inséré. Les textes des alinéas a) et d) sont modifiés comme suit:

DEFINITIONS

a) On entend par "Convention" la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, adoptée à Barcelone le 16 février 1976 et amendée le 10 juin 1995;

d) On entend par "bassin hydrologique" l'ensemble des bassins versants du territoire des Parties contractantes se déversant dans la zone de la mer Méditerranée délimitée à l'article premier de la Convention.

E. ARTICLE 3

Un titre est inséré et un nouvel alinéa ainsi libellé est ajouté:

ZONE DU PROTOCOLE

a*bis*) (Renuméroté b))

b) Le bassin hydrologique de la zone de la mer Méditerranée;

L'alinéa b) est renuméroté c). L'alinéa c) est renuméroté d) et modifié comme suit:

d) Les eaux saumâtres, les eaux salées côtières, y compris les étangs et les lagunes côtiers, et les eaux souterraines communiquant avec la mer Méditerranée.

F. ARTICLE 4

Un titre est inséré et les textes des alinéas a) et b), paragraphe 1, sont modifiés comme suit:

APPLICATION DU PROTOCOLE

1. Le présent Protocole s'applique:

a) aux rejets provenant de sources et activités terrestres ponctuelles et diffuses situées sur le territoire des Parties contractantes qui peuvent affecter directement ou indirectement la zone de la mer Méditerranée. Ces rejets sont notamment ceux qui

atteignent la zone de la Méditerranée définie aux alinéas a), c) et d) de l'article 3 du présent Protocole par dépôts ou déversements effectués sur la côte ou à partir de celle-ci, par l'intermédiaire des fleuves, émissaires, canaux ou autres cours d'eau, y compris les écoulements souterrains, ou du ruissellement, ainsi que par dépôts sous le lit de la mer accessibles à partir de la terre;

b) aux apports de substances polluantes transportées par l'atmosphère dans la zone de la mer Méditerranée à partir de sources ou activités situées sur le territoire des Parties contractantes, dans les conditions définies à l'annexe III au présent Protocole.

Le nouveau paragraphe ci-après est ajouté:

3. Les Parties invitent les Etats qui ne sont pas Parties au Protocole mais dont le territoire englobe partiellement le bassin hydrologique de la zone de la mer Méditerranée à coopérer à l'application du Protocole.

G. ARTICLE 5

Un titre est inséré et les textes des paragraphes 1, 2 et 4 sont modifiés comme suit:

OBLIGATIONS GENERALES

1. Les Parties entreprennent d'éliminer la pollution provenant de sources et activités situées à terre et en particulier d'éliminer progressivement les apports des substances toxiques, persistantes et susceptibles de bio-accumulation énumérées à l'annexe I.

2. A cette fin elles élaborent et mettent en oeuvre, individuellement ou conjointement selon le cas, des plans d'action et des programmes, nationaux et régionaux, contenant des mesures et des calendriers d'application.

Le paragraphe 3 est supprimé.

4. **(Renuméroté 3)**

Les priorités et calendriers d'application des plans d'action, programmes et mesures sont adoptés par les Parties en tenant compte des éléments indiqués à l'annexe I et font l'objet de réexamens périodiques.

Les nouveaux paragraphes ci-après sont ajoutés:

4. Lors de l'adoption de plans d'action, programmes et mesures, les Parties tiennent compte, individuellement ou conjointement, des meilleures techniques disponibles et de la meilleure pratique environnementale, y compris, le cas échéant, les technologies de production propres, en prenant en considération les critères énoncés à l'annexe IV.

5. Les Parties prennent des mesures préventives pour réduire au minimum le risque de pollution causée par des accidents.

H. ARTICLE 6

Un titre est inséré et le texte est remplacé par le texte suivant:

SYSTEME D'AUTORISATION OU DE REGLEMENTATION

1. Les rejets de sources ponctuelles dans la zone du Protocole, et les rejets dans l'eau ou les émissions dans l'atmosphère qui atteignent et peuvent affecter la zone de la Méditerranée, telle que délimitée à l'article 3 a), c) et d) du présent Protocole, sont strictement subordonnés à une autorisation ou réglementation de la part des autorités compétentes des Parties, en tenant dûment compte des dispositions du présent Protocole et de son annexe II, ainsi que des décisions ou recommandations pertinentes des réunion des Parties contractantes.

2. A cette fin, les Parties mettent en place des systèmes d'inspection par leurs autorités compétentes en vue d'évaluer le respect des autorisations et réglementations.

3. Les Parties, à leur demande, pourront être aidées par l'Organisation pour établir de nouvelles structures ou renforcer les structures compétentes existantes chargées de contrôler le respect des autorisations et réglementations. Cette aide inclura la formation spéciale du personnel.

4. Les Parties établissent un régime de sanctions appropriées en cas de non-respect des autorisations et réglementations et assurent son application.

I. ARTICLE 7

Un titre est inséré. Les textes de l'alinéa e) du paragraphe 1 et du paragraphe 3 sont modifiés comme suit:

LIGNES DIRECTRICES, NORMES ET CRITERES COMMUNS

1. ..

e) Les prescriptions particulières visant les quantités rejetées, la concentration dans les effluents et les méthodes de déversement des substances énumérées à l'annexe I.

3. Les plans d'action, programmes et mesures prévus aux articles 5 et 15 du présent Protocole seront adoptés en tenant compte, pour leur mise en application progressive, de la capacité d'adaptation et de reconversion des installations existantes, de la capacité économique des Parties et de leur besoin de développement.

J. ARTICLE 8

Un titre est inséré et le texte est modifié comme suit:

SURVEILLANCE CONTINUE

Dans le cadre des dispositions et des programmes de surveillance continue prévus à l'article 12 de la Convention, et au besoin en collaboration avec les organisations internationales compétentes, les Parties entreprennent le plus tôt possible, en rendant leurs résultats accessibles au public, des activités de surveillance continue ayant pour objet:

a) D'évaluer systématiquement, dans la mesure du possible, les niveaux de pollution le long de leurs côtes, notamment en ce qui concerne les secteurs d'activité et les

catégories de substances énumérées à l'annexe I, et de fournir périodiquement des renseignements à ce sujet;

b) D'évaluer le caractère effectif des plans d'action, programmes et mesures mis en oeuvre en application du présent Protocole pour éliminer, dans toute la mesure possible, la pollution du milieu marin.

K. ARTICLE 9

Un titre est inséré et le texte est modifié comme suit:

COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Conformément à l'article 13 de la Convention, les Parties coopèrent dans les domaines de la science et de la technologie qui sont liés à la pollution provenant de sources et activités situées à terre, particulièrement en ce qui concerne la recherche sur les apports, les voies de transfert et les effets des différents polluants, sur l'élaboration de nouvelles méthodes pour le traitement, la réduction ou l'élimination de ces polluants, ainsi que sur la mise au point à cet effet de nouveaux procédés de production propres. A cette fin, les Parties s'efforcent en particulier:

Le nouveau paragraphe ci-après est ajouté:

c) de promouvoir l'accès à des technologies écologiquement rationnelles, y compris à des technologies de production propres, et d'en faciliter le transfert.

L. ARTICLE 10

Un titre est inséré et le texte est modifié comme suit:

ASSISTANCE TECHNIQUE

1. Les Parties, agissant directement ou avec l'aide des organisations régionales ou d'autres organisations internationales compétentes, par la voie bilatérale ou multilatérale, coopèrent en vue d'élaborer et, dans la mesure du possible, en vue de mettre en oeuvre des programmes d'assistance en faveur des pays en développement, notamment dans les domaines de la science, de l'éducation et de la technologie, afin de prévenir, réduire ou, s'il y a lieu, éliminer progressivement les apports de polluants provenant de sources et activités situées à terre et leurs effets préjudiciables dans le milieu marin.

2. L'assistance technique porterait en particulier sur la formation de personnel scientifique et technique ainsi que sur l'acquisition, l'utilisation et la fabrication par ces pays de matériel approprié et, le cas échéant, de technologies de production propres, à des conditions avantageuses à convenir entre les Parties concernées.

M. ARTICLE 11

Un titre est inséré comme suit:

POLLUTION TRANSFRONTIERE

N. ARTICLE 12

Un titre est inséré et le texte du paragraphe 1 est modifié comme suit:

REGLEMENT DES DIFFERENDS

1. Compte tenu des dispositions du paragraphe 1 de l'article 28 de la Convention, lorsqu'une pollution d'origine tellurique en provenance du territoire d'une Partie est susceptible de mettre en cause directement les intérêts d'une ou de plusieurs autres parties, les Parties concernées, à la demande de l'une ou de plusieurs d'entre elles, s'engagent à entrer en consultation en vue de rechercher une solution satisfaisante.

O. ARTICLE 13

Un titre est inséré. Les textes du paragraphe 1, de la première phrase du paragraphe 2 et de l'alinéa d) du paragraphe 2 sont modifiés comme suit:

RAPPORTS

1. Les Parties soumettent tous les deux ans, à moins qu'une réunion des Parties contractantes n'en décide autrement, aux réunions des Parties contractantes, par l'intermédiaire de l'Organisation, des rapports sur les mesures prises, les résultats obtenus et, le cas échéant, les difficultés rencontrées lors de l'application du présent Protocole. Les modalités de soumission de ces rapports sont déterminées lors des réunions des Parties.

2. De tels rapports devront comprendre, entre autres:

d) Les plans d'action, programmes et mesures mis en oeuvre conformément aux articles 5, 7 et 15 du présent Protocole.

P. ARTICLE 14

Un titre est inséré. Les textes du paragraphe 1 et des alinéas a), c) et f) du paragraphe 2 sont modifiés comme suit:

REUNIONS

1. Les réunions ordinaires des Parties se tiennent lors des réunions ordinaires des Parties contractantes à la Convention organisées en vertu de l'article 18 de ladite Convention. Les Parties peuvent aussi tenir des réunions extraordinaires conformément à l'article 18 de la Convention.

2. ...

a) De veiller à l'application du Protocole et d'examiner l'efficacité des plans d'action, programmes et mesures adoptés;

c) D'élaborer et d'adopter des plans d'action, programmes et mesures conformément aux articles 5, 7 et 15 du présent Protocole;

f) D'examiner les rapports soumis par les Parties en application de l'article 13 du présent Protocole.

Q .ARTICLE 15

Un titre est inséré et le texte du paragraphe 1 est modifié comme suit:

ADOPTION DE PLANS D'ACTION, PROGRAMMES ET MESURES

1. La réunion des Parties adopte à la majorité des deux tiers les plans d'action à court ou moyen terme et programmes régionaux, contenant des mesures et des calendriers d'application, prévus à l'article 5 du présent Protocole.

Le texte du paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

2. Les plans d'action et programmes régionaux évoqués au paragraphe 1 sont formulés par l'Organisation, et examinés et approuvés par l'organe technique compétent des Parties contractantes au plus tard dans un délai d'un an après l'entrée en vigueur des amendements au présent Protocole. Ces plans d'action et programmes régionaux sont inscrits à l'ordre du jour de la réunion suivante des Parties pour adoption. La même procédure s'applique à tous plans d'action et programmes supplémentaires.

Les nouveaux paragraphes ci-après sont ajoutés:

3. Le Secrétariat notifie à toutes les Parties les mesures et les calendriers d'application adoptés conformément au paragraphe 1 du présent article. Le cent quatre-vingtième jour suivant la date à laquelle ils leur ont été notifiés, lesdites mesures et lesdits calendriers d'application deviennent obligatoires pour les Parties qui n'ont pas notifié d'objection au Secrétariat dans les cent soixante-dix-neuf jours suivant la date de notification.

4. Les Parties qui ont notifié une objection conformément au paragraphe précédent informent la réunion des Parties des dispositions qu'elles ont l'intention de prendre, étant entendu qu'elles peuvent à tout moment donner leur assentiment auxdites mesures ou auxdits calendriers d'application.

R. ARTICLE 16

Un titre est inséré et le texte du paragraphe 2 est modifié comme suit:

DISPOSITIONS FINALES

2. A moins que les Parties n'en conviennent autrement, le règlement intérieur et les règles financières adoptés conformément à l'article 24 de la Convention s'appliquent à l'égard du présent Protocole.

Le dernier alinéa est modifié comme suit:

FAIT à Athènes le 17 mai 1980 et amendé à Syracuse le 7 mars 1996 en un seul exemplaire en langues anglaise, arabe, espagnole et française, les quatre textes faisant également foi.

ANNEXE I

L'Annexe I est remplacée par une nouvelle Annexe I ainsi libellée:

ANNEXE I

ELEMENTS A PRENDRE EN COMPTE LORS DE L'ELABORATION DE PLANS D'ACTION, PROGRAMMES ET MESURES POUR L'ELIMINATION DE LA POLLUTION PROVENANT DE SOURCES ET ACTIVITES SITUEES A TERRE

La présente annexe expose les éléments qui sont à prendre en compte lors de l'élaboration de plans d'action, programmes et mesures pour l'élimination de la pollution provenant de sources et activités situées à terre visés aux articles 5, 7 et 15 du présent Protocole.

Ces plans d'action, programmes et mesures portent sur les secteurs d'activité énumérés à la section A et visent également les catégories de substances énumérées à la section C et retenues sur la base des caractéristiques figurant à la section B de la présente annexe.

Les priorités d'action devraient être fixées par les Parties sur la base de l'importance relative de leur incidence sur la santé publique, l'environnement et les conditions socio-économiques et culturelles. Ces programmes devraient couvrir les sources ponctuelles, les sources diffuses et les retombées atmosphériques.

Lors de l'élaboration de ces plans d'action, programmes et mesures, les Parties, en conformité avec le Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres adopté à Washington en 1995, accordent la priorité aux substances toxiques, persistantes et susceptibles de bio-accumulation et en particulier aux polluants organiques persistants, ainsi qu'au traitement et à la gestion des eaux usées.

A. SECTEURS D'ACTIVITE

Les secteurs d'activité ci-après (énumérés sans ordre de priorité) seront envisagés en premier lieu lors de la fixation des priorités pour l'élaboration des plans d'action, programmes et mesures visant l'élimination de la pollution provenant de sources et activités situées à terre:

1. Production d'énergie;
2. Production d'engrais;
3. Formulation et production de biocides;
4. Industrie pharmaceutique;
5. Raffinage de pétrole;
6. Industrie du papier et de la pâte à papier;
7. Production de ciment;
8. Industrie du tannage;
9. Industrie métallurgique;

10. Industries extractives;

11. Industrie de la construction et de la réparation navales;

12. Opérations portuaires;

13. Industrie textile;

14. Industrie de l'électronique;

15. Industrie de recyclage;

16. Autres secteurs de l'industrie chimique organique;

17. Autres secteurs de l'industrie chimique inorganique;

18. Tourisme;

19. Agriculture;

20. Elevage;

21. Industries agro-alimentaires;

22. Aquaculture;

23. Traitement et élimination des déchets dangereux;

24. Traitement et élimination des eaux domestiques usées;

25. Gestion des déchets solides domestiques;

26. Elimination des boues d'égout et de stations d'épuration;

27. Industrie de la gestion des déchets;

28. Incinération des déchets et gestion de ses résidus;

29. Travaux et ouvrages modifiant l'état naturel du rivage;

30. Transports.

B. CARACTERISTIQUES DES SUBSTANCES DANS L'ENVIRONNEMENT

Lors de la préparation des plans d'action, programmes et mesures, les Parties devraient tenir compte des caractéristiques énumérées ci-dessous:

1. Persistance;

2. Toxicité ou autres propriétés nocives (par exemple: pouvoir cancérigène, mutagène, tératogène);

3. Bio-accumulation;

4. Radioactivité;

5. Ratio entre les teneurs observées, d'une part, et les teneurs sans effet observé (NOEC), d'autre part;

6. Risque d'eutrophisation d'origine anthropique;

7. Effets et risques sanitaires;

8. Importance sur le plan transfrontière;

9. Risque de modifications indésirables de l'écosystème marin et irréversibilité ou durabilité des effets;

10. Entrave à l'exploitation durable des ressources vivantes ou à d'autres utilisations légitimes de la mer;

11. Effets sur le goût et/ou l'odeur de produits de la mer destinés à la consommation humaine;

12. Effets sur l'odeur, la couleur, la limpidité ou d'autres caractéristiques de l'eau de mer;

13. Profil de distribution (c'est-à-dire quantités en cause, profil d'utilisation et probabilité d'atteinte du milieu marin).

C. CATEGORIES DE SUBSTANCES

Les catégories de substances et sources de pollution ci-après serviront de guide lors de l'élaboration des plans d'action, programmes et mesures:

1. Composés organohalogénés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu marin. La priorité sera donnée à l'aldrine, au chlordane, au DDT, à la dieldrine, aux dioxines et furanes, à l'endrine, à l'heptachlore, à l'hexachlorobenzène, au mirex, aux PCB et au toxaphène;

2. Composés organophosphorés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu marin;

3. Composés organostanniques et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu marin;

4. Hydrocarbures aromatiques polycycliques;

5. Métaux lourds et leurs composés;

6. Huiles lubrifiantes usées;

7. Substances radioactives, y compris leurs déchets, si leurs rejets ne sont pas conformes aux principes de la radioprotection définis par les organisations internationales compétentes en tenant compte de la protection du milieu marin;

8. Biocides et leurs dérivés;

9. Microorganismes pathogènes;

10. Pétrole brut et hydrocarbures provenant du pétrole.

11. Cyanures et fluorures;

12. Détergents et autres substances tensioactives non biodégradables;

13. Composés de l'azote et du phosphore et autres substances qui peuvent être cause d'eutrophisation;

14. Détritus (toute matière solide persistante, manufacturée ou transformée qui est jetée, évacuée ou abandonnée dans le milieu marin et dans l'environnement littoral);

15. Rejets thermiques;

16. Composés acides ou basiques qui peuvent nuire à la qualité de l'eau;

17. Substances non toxiques qui ont un effet défavorable sur la teneur en oxygène du milieu marin;

18. Substances non toxiques qui peuvent entraver toute utilisation légitime de la mer;

19. Substances non toxiques qui peuvent avoir un effet défavorable sur les caractéristiques physiques ou chimiques de l'eau de mer.

ANNEXE II

L'Annexe II est supprimée

ANNEXE III

L'Annexe III est renumérotée Annexe II. Un titre est ajouté et le paragraphe d'introduction est modifié comme suit:

ANNEXE II

ELEMENTS A PRENDRE EN COMPTE LORS DE LA DELIVRANCE DES AUTORISATIONS DE REJET DE DECHETS

Pour la délivrance des autorisations de rejet de déchets contenant les substances visées à l'article 6 du présent Protocole, il sera tenu particulièrement compte, selon le cas, des facteurs suivants:

Le titre et les paragraphes 1, 2, 3, 6 et 7 de la section A sont modifiés comme suit:

A. CARACTERISTIQUES ET COMPOSITION DES REJETS

1. Type et importance de la source ponctuelle ou diffuse (procédé industriel, par exemple).

2. Type des rejets (origine, composition moyenne, par exemple)

3. Etat des déchets (solide, liquide, boueux, par exemple).

6. Concentrations des constituants pertinents des substances énumérées à l'annexe I et d'autres substances, selon le cas.

7. Propriétés physiques, chimiques et biochimiques des rejets de déchets.

Le titre de la section B est modifié et un nouveau paragraphe est ajouté:

B. CARACTERISTIQUES DES CONSTITUANTS DES REJETS DU POINT DE VUE DE LEUR NOCIVITE

7. Toute autre caractéristique visée à la section B de l'Annexe I.

Le titre et le paragraphe 3 de la section C sont modifiés comme suit:

C. CARACTERISTIQUES DU LIEU DE DEVERSEMENT ET DU MILIEU RECEPTEUR

3. Dilution initiale réalisée au point de décharge dans le milieu récepteur.

ANNEXE IV

L'Annexe IV est renumérotée Annexe III. Un titre et ajouté et les paragraphes 1, 2, 3 et 5 sont modifiés comme suit:

ANNEXE III

CONDITIONS D'APPLICATION A LA POLLUTION TRANSPORTEE PAR L'ATMOSPHERE

1. Le présent Protocole s'applique aux rejets polluants dans l'atmosphère sous les conditions ci-après:

a) la substance rejetée est ou pourrait être, étant donné les conditions météorologiques , transportée jusqu'à la zone de la mer Méditerranée;

b) l'apport de la substance dans la zone de la mer Méditerranée est dangereux pour l'environnement compte tenu des quantités de la même substance qui parviennent dans la zone par d'autres moyens.

2. Le présent Protocole s'applique aussi aux rejets polluants dans l'atmosphère affectant la zone de la mer Méditerranée à partir de sources terrestres situées sur les territoires des Parties et, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 4, à partir de structures artificielles fixes placées en mer.

3. Dans le cas de la pollution de la zone de la mer Méditerranée par la voie atmosphérique à partir de sources terrestres, les dispositions des articles 5 et 6 du présent Protocole s'appliquent progressivement aux substances et sources appropriées énumérées aux annexes I et II au présent Protocole selon des modalités dont conviennent les Parties.

5. Les dispositions de l'annexe II au présent Protocole s'appliquent à la pollution par la voie atmosphérique, chaque fois qu'il y a lieu. La pollution atmosphérique fait l'objet d'une surveillance continue et d'une modélisation sur la base de méthodologies et de facteurs d'émission communs acceptables, lors de l'évaluation des retombées atmosphériques de substances ainsi que de l'établissement d'inventaires des quantités et taux des émissions de polluants dans l'atmosphère en provenance de sources terrestres.

ANNEXE IV

Il est ajouté une nouvelle Annexe IV ainsi libellée:

ANNEXE IV

CRITERES POUR LA DEFINITION DES MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES ET DE LA MEILLEURE PRATIQUE ENVIRONNEMENTALE

A. MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

1. Dans le recours aux meilleures techniques disponibles, l'accent est mis sur l'utilisation de technologies non productrices de déchets, si elles sont disponibles.

2. L'expression "meilleures techniques disponibles" désigne les tout derniers progrès (état de la technique) dans les procédés, les installations ou les méthodes d'exploitation, permettant de savoir si une mesure donnée de limitation des rejets, des émissions et des déchets est appropriée sur un plan pratique. Pour savoir si une série de procédés, d'installations et de méthodes d'exploitation constitue les meilleures techniques disponibles en général ou dans un cas particulier, une attention particulière est accordée:

a) aux procédés, installations ou méthodes d'exploitation comparables, récemment éprouvés et ayant donné de bons résultats;

b) aux progrès techniques et à l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques;

c) à la faisabilité économique de ces techniques;

d) aux dates limites de mise en service aussi bien dans les installations nouvelles que dans les installations existantes;

e) à la nature et au volume des rejets et des émissions en question.

3. Il s'ensuit donc que ce qui constitue "la meilleure technique disponible" dans le cas d'un procédé donné évoluera dans le temps en fonction des progrès techniques, des facteurs économiques et sociaux, ainsi que de l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques.

4. Si la réduction des rejets et des émissions qui résulte de l'application des meilleures techniques disponibles ne conduit pas à des résultats acceptables sur le plan de l'environnement, des mesures complémentaires doivent être mises en oeuvre.

5. Le terme "techniques" désigne aussi bien la technique appliquée que le mode de conception, de construction, d'entretien, d'exploitation et de démontage de l'installation.

B. MEILLEURE PRATIQUE ENVIRONNEMENTALE

6. L'expression "meilleure pratique environnementale" désigne la mise en oeuvre de la combinaison la mieux adaptée de mesures et de stratégies de lutte environnementales. Dans la sélection à opérer dans chacun des cas, l'éventail de mesures progressives énumérées ci-après sera au moins examiné:

a) l'information et l'éducation du grand public et des utilisateurs sur les conséquences pour l'environnement du choix de telle ou telle activité et du choix des produits, de leur utilisation et de leur élimination finale;

b) le développement et l'application de codes de bonne pratique environnementale, couvrant tous les aspects de l'activité pendant le cycle de vie du produit;

c) un étiquetage obligatoire renseignant les utilisateurs sur les risques pour l'environnement provoqués par un produit, par son utilisation et par son élimination finale;

d) l'économie des ressources, notamment les économies d'énergie;

e) la mise à la disposition du grand public de systèmes de collecte et d'élimination;

f) la limitation de l'utilisation des substances ou des produits dangereux, et de la production des déchets dangereux;

g) le recyclage, la récupération et la réutilisation;

h) l'application d'instruments économiques aux activités, aux produits ou aux groupes de produits;

i) la mise en place d'un système d'autorisation comprenant un éventail de contraintes ou une interdiction.

7. Pour déterminer la combinaison de mesures qui constitue la meilleure pratique environnementale en général ou dans des cas particuliers, une attention particulière sera accordée:

a) au risque pour l'environnement causé par le produit et sa fabrication, son utilisation et son élimination finale;

b) au remplacement par des activités ou des substances moins polluantes;

c) à l'ampleur de la consommation;

d) aux avantages ou aux inconvénients potentiels pour l'environnement des matières ou des activités de substitution;

e) aux progrès et à l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques;

f) aux délais de mise en oeuvre;

g) aux conséquences économiques et sociales.

8. Il s'ensuit donc que dans le cas d'une source donnée, la meilleure pratique environnementale évoluera dans le temps en fonction des progrès techniques, des facteurs économiques et sociaux, ainsi que de l'évolution des connaissances et de la compréhension scientifiques.

9. Si la réduction des apports qui résulte du recours à la meilleure pratique environnementale ne conduit pas à des résultats acceptables sur le plan de l'environnement, des mesures complémentaires doivent être appliquées et la meilleure pratique environnementale doit être redéfinie.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

EMENDAMENTI AL PROTOCOLLO RELATIVO ALLA PROTEZIONE DEL MARE MEDITERRANEO CONTRO L'INQUINAMENTO DI ORIGINE TELLURICA.

A. TITOLO

Il titolo del Protocollo é modificato come segue:

PROTOCOLLO RELATIVO ALLA PROTEZIONE DEL MAR MEDITERRANEO DALL'INQUINAMENTO PROVENIENTE DA FONTI ED ATTIVITA TERRESTRI.

B. CAPOVERSI DEL PREAMBOLO

Il primo capoverso del preambolo del Protocollo é modificato come segue:

Essendo Parti alla Convenzione per la protezione del Mar Mediterraneo dall'inquinamento, adottata a Barcellona il 16 febbraio 1976 ed emendata il 10 giugno 1995,

Il terzo capoverso del preambolo del Protocollo é modificato come segue:

Notando la crescente pressione sull'ambiente risultante dalle attività dell'uomo nell'area del Mar Mediterraneo, in particolare nel settore dell'industrializzazione e dell'urbanizzazione, nonché l'aumento stagionale delle popolazioni rivierasche connesso al turismo ,

Il quarto capoverso del preambolo del Protocollo é modificato come segue:

Prendendo atto del pericolo che l'inquinamento proveniente da fonti ed attività terrestri rappresenta per l'ambiente marino, le risorse biologiche e la salute dell'uomo, nonché dei gravi problemi arrecati in un gran numero di acque costiere e di estuari fluviali del Mediterraneo, dagli scarichi di rifiuti domestici o industriali non trattati, insufficientemente trattati o evacuati in maniera inadeguata contenenti sostanze tossiche, persistenti e suscettibili di bio-accumulazione,

E'aggiunto il seguente capoverso il quale diviene il quinto capoverso del preambolo:

Applicando il principio di precauzione ed il principio di "chi inquina paga", intraprendendo uno studio d'impatto sull'ambiente, ed utilizzando le migliori tecnologie disponibili e la migliori pratiche ambientali, comprese le tecnologie di produzione propria, come previsto all'articolo 4 della Convenzione;

Il sesto capoverso del preambolo del Protocollo é modificato come segue:

Determinate ad adottare,in stretta cooperazione tra di loro, le misure necessarie per proteggere il mar Mediterraneo dall'inquinamento causato da fonti ed attività terrestri,

Il seguente capoverso é aggiunto e diviene il settimo capoverso del preambolo:

In considerazione del Programma di azione mondiale per la protezione dell'ambiente marino dall'inquinamento dovuto ad attività terrestri, adottato a Washington, D.C. il 3 novembre 1995,

C. ARTICOLO PRIMO

E' inserito un titolo ed il testo é modificato come segue:

DISPOSIZIONI GENERALI

Le Parti contraenti del presente Protocollo (di seguito denominate "le Parti") adottano ogni misura appropriata per prevenire,ridurre, combattere ed eliminare in tutta la misura del possibile l'inquinamento dall'area del Mar Mediterraneo dovuto a riversamenti provenienti da fiumi, stabilimenti costieri o emissari, oppure emananti da ogni altra fonte ed attività terrestre situata sul loro territorio, dando la priorità all'eliminazione progressiva dei quantitativi di sostanze tossiche, persistenti e suscettibili di bio-accumulazione.

D. ARTICOLO 2

E' inserito un titolo. Il testo dei capoversi a) e d) é modificato come segue:

DEFINIZIONI

a) Per "Convenzione" s'intende la Convenzione per la protezione del Mar Mediterraneo dall'inquinamento, adottata a Barcellona il 16 febbraio 1976 ed emendata il 10 giugno 1995;

d) Per "bacino idrologico" s'intende l'insieme dei bacini versanti del territorio delle Parti contraenti che si riversano nell'area del Mar Mediterraneo delimitata nell'articolo primo della Convenzione.

E. ARTICOLO 3

E' inserito un titolo ed à aggiunto un nuovo capoverso cosi formulato:

AREA DEL PROTOCOLLO

abis) (Rinumerato b).
b) Il bacino idrologico dell'area del Mar Mediterraneo;

Il capoverso b) é rinumerato c). Il capoverso c) é rinumerato d) e modificato come segue:

d) Le acque salmastre, le acque salate costiere, compresi gli stagni e le lagune costiere e le acque sotterranee comunicanti con il Mar Mediterraneo.

F. ARTICOLO 4

E' inserito un titolo ed i testi dei capoversi a) e b), paragrafo 1, sono modificati come segue:

APPLICAZIONE DEL PROTOCOLLO:

1. Il presente Protocollo si applica:

a) agli scarichi provenienti da fonti ed attività terrestri circoscritte e diffuse situate sul territorio delle Parti contraenti tali da poter pregiudicare direttamente o indirettamente la zona del Mar Mediterraneo. Si tratta in particolare degli scarichi suscettibili di danneggiare l'area del Mar Mediterraneo definita ai capoversi a), c) e d) dell'articolo 3 del presente Protocollo per via di depositi o di riversamenti effettuati sulla costa o a partire dalla costa, attraverso fiumi, emissari, canali o altri corsi d' acqua ivi compresi gli scoli sotterranei o lo scorrere di acque, nonché dei depositi sotto il fondo del mare accessibili da terra.

b) ai quantitativi di sostanze inquinanti trasportati dall'atmosfera nella zona del Mar Mediterraneo in provenineza da fonti o attività situate sul territorio delle Parti contraenti nelle condizioni definite all'Annesso III al presente Protocollo.

E'aggiunto il seguente nuovo paragrafo:

3. Le Parti invitano gli Stati che non sono Parti al Protocollo, ma il cui territorio include parzialmente il bacino idrologico dell'area del Mar Mediterraneo, a collaborare all'applicazione del Protocollo

G. ARTICOLO 5

E' inserito un titolo ed i testi dei paragrafi 1, 2 e 4 sono modificati come segue:

OBBLIGHI GENERALI

1. Le Parti intraprendono di eliminare l'inquinamento proveniente da fonti ed attività terrestri ed in particolare di eliminare progressivamente i quantitativi delle sostanze tossiche persistenti e suscettibili di bio-accumulazione enumerate all'annesso I.

2. A tal fine esse elaborano e applicano, individualmente o congiuntamente a seconda dei casi, piani di azione e programmi nazionali e regionali contenenti misure e scadenzari di attuazione.

Il paragrafo 3 é soppresso.

4. (Rinumerato 3)

Le priorità ed i scadenzari di attuazione dei piani d'azione, dei programmi e delle misure sono adottati dalle Parti in considerazione degli elementi indicati all'annesso I e sono oggetto di riesami periodici.

Sono aggiunti i nuovi paragrafi seguenti:

4. Al momento dell'adozione di piani d'azione, di programmi e di misure le Parti tengono conto, individualmente o congiuntamente, delle migliori tecnologie disponibili e della migliore prassi ambientale, ivi comprese, se del caso, le tecnologie di produzione propria, in considerazione dei criteri enumerati all'annesso IV.

5. Le Parti adottano misure preventive per ridurre al minimo i rischi d'inquinamento causati da incidenti.

H. ARTICOLO 6

Un titolo é inserito ed il testo é sostituito dal testo seguente:

SISTEMA DI AUTORIZZAZIONE O DI REGOLAMENTAZIONE

1. Lo scarico da fonti circoscritte nell'area del Protocollo, gli scarichi in acqua o le emissioni nell'atmosfera che raggiungono l'area del Mediterraneo delimitata all'articolo 3 a), c) e d) del presente Protocollo, e che sono suscettibili di danneggiarla, sono rigorosamente subordinati ad una autorizzazione o regolamentazione delle autorità competenti delle Parti, in debita considerazione delle norme del presente Protocollo e del suo Annesso II, nonché delle decisioni o raccomandazioni pertinenti delle riunioni delle Parti contraenti.

2. A questo fine, le Parti istituiscono sistemi d'ispezione a cura delle loro autorità competenti per valutare l'osservanza delle autorizzazioni e delle regolamentazioni.

3. A loro domanda, le Parti potranno essere aiutate dall'Organizzazione per istituire nuove strutture o rafforzare quelle esistenti aventi competenza a controllare l'osservanza delle autorizzazioni e delle regolamentazioni. In questo aiuto, é prevista una formazione specifica del personale.

4. Le Parti istituiscono un regime di sanzioni appropriate in caso di inosservanza delle autorizzazioni e regolamentazioni, e si accertano che sia applicato.

I. ARTICOLO 7

Un titolo é inserito. I testi del capoverso e) del paragrafo 1 e del paragrafo 3 sono modificati come segue:

LINEE DIRETTIVE, NORME E CRITERI COMUNI

1......

e) Particolari disposizioni per le quantità riversate, la concentrazione negli effluenti ed i metodi di riversamento delle sostanze di cui all'annesso I.

3. I Piani d'azione, i programmi e le misure di cui agli articoli 5 e 15 del presente Protocollo saranno adottati tenendo conto, ai fini della loro attuazione progressiva, delle capacità di adattabilità e di riconversione degli impianti esistenti, della capacità economica delle Parti e delle loro esigenze di sviluppo.

J.ARTICOLO 8

Un titolo é inserito ed il testo à modificato come segue:

MONITORAGGIO

Nell'ambito delle disposizioni e dei programmi di monitoraggio previsti all'articolo 12 della Convenzione e se del caso in collaborazione con le organizzazioni internazionali competenti, le Parti intraprendono il prima possibile, rendendo i loro risultati accessibili al pubblico, attività' di monitoraggio aventi per oggetto:

a) la valutazione sistematica, per quanto possibile, dei livelli d'inquinamento lungo le loro coste, in particolare per quanto concerne i settori di attività e le categorie di sostanze enumerate all'annesso I, e la divulgazione periodica di informazioni a tale riguardo;

b) la valutazione del carattere effettivo dei piani d'azione, dei programmi e delle misure attuate ai sensi del presente Protocollo in vista di eliminare, per quanto possibile, l'inquinamento dall'ambiente marino.

K. ARTICOLO 9

Un titolo é inserito ed il testo é modificato come segue:

COOPERAZIONE SCIENTIFICA E TECNICA

In conformità con l'articolo 13 della Convenzione, le Parti cooperano nei settori della scienza e della tecnologia attinenti all'inquinamento proveniente da fonti ed attività terrestri,in particolare per quanto concerne la ricerca relativa ai quantitativi, ai mezzi di trasferimento ed agli effetti dei vari inquinanti, nonché l' elaborazione di nuovi metodi per lo smaltimento , la riduzione o l'eliminazione di tali inquinanti, e l'elaborazione di nuovi procedimenti di produzione propri . Le Parti si sforzano in particolare:

E' aggiunto il nuovo paragrafo di seguito:

c) di promuovere l'accesso a tecnologie ecologicamente razionali, ivi comprese le tecnologie di produzione propria, e di agevolare il loro trasferimento.

L.ARTICOLO 10

Un titolo é inserito-ed il testo é modificato come segue:

ASSISTENZA TECNICA

1. Le Parti, agenti direttamente o con l'aiuto delle organizzazioni regionali o di altre organizzazioni internazionali competenti a livello bilaterale o multilaterale, cooperano in vista di elaborare e di attuare, per quanto possibile, programmi di assistenza a favore dei paesi in via di sviluppo, in particolare nel settore della scienza, dell'istruzione e della

tecnologia al fine di prevenire, ridurre o se del caso eliminare gradualmente i quantitativi di inquinanti provenienti da fonti ed attività tererstri, ed i loro effetti pregiudizievoli per l'ambiente marino.

2. L'assistenza tecnica verterà in particolare sulla formazione del personale scientifico e tecnico nonché sull'acquisizione, l'uso e la fabbricazione, da parte di questi paesi, del materiale idoneo e se del caso di tecnologie di produzione proprie, a condizioni vantaggiose da convenire tra le Parti interessate.

M.ARTICOLO 11

Un titolo é inserito come segue:

INQUINAMENTO TRANSFRONTALIERO

N.ARTICOLO 12

Un titolo é inserito ed il testo del paragrafo 1 é modificato come segue:

SOLUZIONE DELLE CONTROVERSIE

1. In considerazione delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 28 della Convenzione, quando un inquinamento di origine tellurica proveniente dal territorio di una Parte é suscettibile di coinvolgere direttamente gli interessi di una o più parti, le Parti interessate, a richiesta di una o più tra di loro, s'impegnano a consultarsi in vista della ricerca di una soluzione soddisfacente.

O.ARTICOLO 13

Un titolo é inserito. I testi del paragrafo 1, della prima frase del paragrafo 2 e del capoverso d) del paragrafo 2 sono modificati come segue:

RAPPORTI

1. Ogni due anni, a meno che una riunione delle Parti contraenti non decida diversamente, le Parti presentano alle riunioni delle Parti contraenti, per il tramite dell'Organizzazione, dei rapporti sulle misure adottate, sui risultati ottenuti e, se del caso, sulle difficoltà incontrate nell'applicazione del presente Protocollo. Le modalità di presentazione di tali rapporti saranno determinate nelle riunioni delle Parti.

2. Tali rapporti dovranno comprendere, tra l'altro:

d) I piani d'azione, i programmi e le misure attuate secondo gli articoli 5,7,e 15 del presente Protocollo.

P. ARTICOLO 14

Un titolo é inserito. I testi del paragrafo 1 e dei capoversi a), c) e f) del paragrafo 2 sono modificati come segue:

RIUNIONI

1. Le riunioni ordinarie delle Parti hanno luogo durante le riunioni ordinarie delle Parti contraenti della Convenzione organizzate ai sensi dell'articolo 18 di detta Convenzione. Le Parti possono inoltre tenere riunioni straordinarie secondo l'articolo 18 della Convenzione.

2. ....

a) di vigilare sull'applicazione del Protocollo e di esaminare l'efficacia dei piani d'azione, dei programmi e delle misure adottate;

c) di elaborare e di adottare piani d'azione, programmi e misure secondo gli articoli 5,7 e 15 del Protocollo;

f) di esaminare i rapporti presentati dalle Parti in applicazione dell'articolo 13 del presente Protocollo.

Q. ARTICOLO 15

Un titolo é inserito ed il testo del paragrafo 1 é modificato come segue:

ADOZIONE DI PIANI D'AZIONE, DI PROGRAMMI E DI MISURE

1. La riunione delle Parti adotta a maggioranza di due terzi dei piani d'azioni a breve o medio termine e dei programmi regionali contenenti le misure ed i scadenzari di attuazione di cui all'articolo 5 del presente Protocollo.

IL testo del paragrafo 2 é sostituito dal testo seguente:

2. I piani d'azione ed i programmi regionali di cui al paragrafo 1 sono formulati dall'Organizzazione ed esaminati ed approvati dall'organo tecnico competente delle Parti contraenti non oltre il termine di un anno dall'entrata in vigore degli emendamenti al presente Protocollo. Tali piani d'azione e programmi regionali saranno iscritti all'ordine del giorno della successiva riunione delle Parti, in vista della loro adozione. La medesima procedura si applica a tutti i piani d'azione ed ai programmi supplementari.

Sono aggiunti i seguenti nuovi paragrafi:

3. Il Segretariato notifica a tutte le Parti le misure ed gli scadenzari di attuazione adottati secondo il paragrafo 1 del presente Articolo. Il 180° giorno successivo alla data alla quale le Parti hanno ricevuto la notifica, tali misure e scadenzari di attuazione diverranno obbligatori per le Parti che non hanno notificato obiezioni al Segretariato entro 179 giorni dalla data della notifica.

4. Le Parti che hanno notificato un'obiezione secondo il paragrafo precedente informano la riunione delle Parti circa le disposizioni che intendono adottare, con l'intesa che esse potranno, in qualunque momento, dare il loro assenso a tali misure o scadenzari di attuazione.

R.ARTICOLO 16

Un titolo é inserito ed il testo del paragrafo 2 è modificato come segue:

DISPOSIZIONI FINALI

2. A meno che le Parti non abbiano convenuto diversamente, il regolamento interno e le regole finanziarie adottate secondo l'articolo 24 della Convenzione si applicano nei riguardi del presente Protocollo.

L'ultimo capoverso é modificato come segue:

FATTO ad Atene il 17 maggio 1980 ed emendato a Siracusa il 7 marzo 1996 in un unico esemplare in lingua araba, francese, inglese e spagnola, i quattro testi facenti ugualmente fede.

ANNESSO I

L'Annesso I é sostituito da un nuovo Annesso I in tal modo formulato:

ANNESSO I

ELEMENTI DI CUI TENER CONTO NELL'ELABORAZIONE DI PIANI D'AZIONE, PROGRAMMI E MISURE PER L'ELIMINAZIONE DELL'INQUINAMENTO PROVENIENTE DA FONTI ED ATTIVITA TERRESTRI.

Il presente annesso espone gli elementi da prendere in considerazione nell'elaborazione di piani d'azioni, programmi e misure per l'eliminazione dell'inquinamento proveniente dalle fonti ed attività terrestri di cui agli articoli 5, 7 e 15 del presente Protocollo.

Tali piani d'azioni, programmi e misure vertono sui settori di attività enumerati nella sezione A e concernono inoltre le categorie di sostenze enumerate nella sezione C e selezionate in base alle caratteristiche di cui alla sezione B del presente Annesso.

Le priorità di azione dovrebbero essere stabilite dalle Parti in base all'importanza relativa della loro incidenza sulla salute pubblica, sull'ambiente e sulle condizioni socio-economiche e culturali. Tali programmi dovrebbero includere le fonti regolari, le fonti diffuse e le ricadute atmosferiche.

Nell'elaborazione di tali piani d'azione, programmi e misure, le Parti, in conformità con il Programma di azione mondiale per la protezione dell'ambiente marino dall'inquinamento dovuto alle attività terrestri, adottato a Washington nel 1995, concedono la priorità alle sostanze tossiche, persistenti e suscettibili di bio- accumulazione, in particolare agli inquinanti organici persistenti nonché al trattamento ed alla gestione delle acque reflue.

A. SETTORI DI ATTIVITA'

I settori di attività (enumerati senza ordine di priorità) saranno considerati innazitutto nello stabilire le priorità per per l'elaborazione di piani d'azione, programmi e misure per l'eliminazione dell'inquinamento proveniente da fonti ed attività terrestri:

1. Produzione di energia;
2. Produzione di fertilizzanti;
3. Formulazione e produzione di biocidi;
4. Industria farmaceutica;
5. Raffineria di petrolio;3
6. Industria della carta e della pasta da carta;
7. Produzione di cemento;
8. Industria della concia;
9. Industria metallurgica;
10. Industrie estrattive;
11. Industrie di costruzioni e riparazioni navali;
12. Operazioni portuali;
13. Industria tessile
14. Industria elettronica
15. Industria di riciclaggio

16. Altri settori dell'industria chimica organica
17. Altri settori dell'industria chimica inorganica
19. Turismo
19. Agricoltura
20 Allevamento;
21 Industrie agro-alimentari;
22. Acquacultura;
23. Trattamento e smaltimento dei rifiuti pericolosi;
24. Trattamento ed eliminazione delle acque reflue domestiche
25. Gestione dei rifiuti solidi domestici
26. Smaltimento dei fanghi di fognature e delle stazioni di depurazione
27. Industria della gestione dei rifiuti
28 Incenerimento dei rifiuti e gestione dei residui.
29. Lavori ed opere che modificano lo stato naturale della riva;
30. Trasporti.

B. CARATTERISTICHE DELLE SOSTANZE NELL'AMBIENTE

Nella preparazione di piani d'azione, programmi e misure, le Parti dovranno tener conto delle caratteristiche di seguito elencate:

1. Persistenza;
2. Tossicità o altre proprietà nocive (ad esempio effetto cancerogeno, mutageno, teratogeno)
3. Bio -accumulazione
4. Radioattività
4. Ratio tra i tenori constatati, da un lato, ed i tenori senza effetto constatato, d'altro lato (NOEC);
6. Rischio di eutrofizzazione di origine antropica
7. Effetti e rischi sanitari;
8. Importanza a livello transfrontaliero;
9. Rischio di modifiche indesiderabili dell'ecosistema marino e irreversibilità o durevolezza degli effetti:
10. Impedimento allo sfruttamento durevole delle risorse viventi o di altri usi legittimi del mare
11. Effetti sul gusto e/o l'odore di prodotti marini destinati al consumo dell'uomo;
12. Effetti sull'odore, il colore, la limpidità o altre caratteristiche dell'acqua di mare;
13. Profilo di distribuzione (i.e. quantitativi in causa, profilo di utilizzazione e probabilità di danni all'ambiente marino).

C. CATEGORIE DI SOSTANZE

Le seguenti categorie di sostanze e di fonti d'inquinamento potranno fungere da guida nell'elaborazione di piani d'azione, programmi e misure:

1. Composti organoalogenati e le sostanze che possono dar nascita a tali composti nell'ambiente marino, a titolo prioritario: l'aldrina, il clordano, il DDT, la dieldrina, le diossine ed i furanni, l'endrina, l'eptacloro, l'esaclorobenzene, il mirex, il PCB ed il toxafene;
2. Composti organofosforati e le sostanze che possono dar nascita a detti composti nell'ambiente marino;
3. Composti organostannici e le sostanze che possono dar nascita a detti composti nell'ambiente marino;
4. Idrocarburi aromatici policiclici;

5. Metalli pesanti e loro composti;
6. Olii lubrificanti reflui;
7. Sostanze radioattive, compresi i loro rifiuti, se le discariche di tali sostanze non sono conformi ai principi della radio-protezione come definiti dalle organizzazioni internazionali competenti, in considerazione della protezione dell'ambiente marino;
8. Biocidi e loro derivati;
9. Microorganismi patogeni;
10. Petrolio greggio e idrocarburi derivanti dal petrolio.
11. Cianuri e fluoruri
12. Detergenti ed altre sostanze tensioattive non biodegradabili;
13. Composti dell'azoto e del fosforo ed altre sostanze che possono dar luogo ad eutrofizzazione;
14. Detriti (ogni materia solida persistente, manufatta o trasformata, che é gettata, evacuata o abbandonata nell'ambiente marino e nell'ambiente del litorale);
15. Scarichi termici;
16. Composti acidi o basici che possono nuocere alla qualità dell'acqua;
17. Sostanze non tossiche aventi un effetto sfavorevole sul tenore in ossigeno dell'ambiente marino;
18. Sostanze non tossiche che possono ostacolare qualsiasi uso legittimo del mare
19. Sostanze non tossiche che possono avere un effetto sfavorevole sulle caratteristiche fisiche o chimiche dell'acqua di mare.

ANNESSO II

L'Annesso II é soppresso

ANNESSO III

L'Annesso III é rinumerato Annesso II. E' aggiunto un titolo ed il paragrafo introduttivo é modificato come segue:

ANNESSO II

ELEMENTI DA PRENDERE IN CONSIDERAZIONE PER IL RILASCIO DELLE AUTORIZZAZIONI DI SCARICO DI RIFIUTI

Per il rilascio delle autorizzazioni di scarico di rifiuti contenenti le sostanze di cui all'articolo 6 del presente Protocollo, si terrà conto, in modo particolare dei seguenti fattori:

Il titolo ed i paragrafi 1,2,3,6 e 7 della sezione A sono modificati come segue:

A. CARATTERISTICHE E COMPOSIZIONE DEGLI SCARICHI

1. Tipo ed importanza della fonte circoscritta o diffusa (p.es.procedimento industriale).
2. Tipo degli scarichi (p.es.origine, composizione media)
3. Stato dei rifiuti (p.es.solido, liquido, fangoso)
6. Concentrazione dei costituenti pertinenti delle sostanze enumerate nell'annesso I e di altre sostanze, a seconda dei casi.

Proprietà fisiche, chimiche e biochimiche degli scarichi di rifiuti.

Il titolo della sezione B é modificato ed un nuovo paragrafo é aggiunto:

B. CARATTERISTICHE DEI COSTITUENTI DEGLI SCARICHI DAL PUNTO DI VISTA DELLA LORO CARATTERE NOCIVO

7. Ogni altra caratteristica di cui alla sezione B dell'annesso I.

Il titolo e il paragrafo 3 della sezione C sono modificati come segue:

C. CARATTERISTICHE DEL LUOGO DI RIVERSAMENTO E DELL'AMBIENTE RICEVENTE

3. Diluzione iniziale realizzata nel punto della discarica nell'ambiente ricevente.

Annesso IV
L'annesso IV é rinumerato Annesso III. Un titolo é aggiunto ed i paragrafi 1,2,3 e 5 sono modificati come segue:

ANNESSO III
CONDIZIONI DI APPLICAZIONE ALL'INQUINAMENTO TRASPORTATO DALL'ATMOSFERA

1. Il presente Protocollo si applica agli scarichi inquinanti nell'atmosfera in base alle seguenti condizioni:

a) la sostanza scaricata é o potrebbe essere trasportata, date le condizioni meteorologiche, fino all'area del Mar Mediterraneo;

b) il quantitativo della sostanza nell'area del Mar Mediterraneo é pericoloso per l'ambiente in considerazione dei quantitativi della medesima sostanza che pervengono nella zona con altri mezzi.

2. Il presente Protocollo si applica inoltre agli scarichi inquinanti nell'atmosfera che danneggiano l'area del Mar Mediterraneo, provenienti da fonti terresti situate sul territorio delle Parti, e, con riserva delle disposizioni del paragrafo 2, dell'articolo 4, da strutture artificiali fisse collocate in mare.

3. In caso d'inquinamento dell'area del Mar Mediterraneo per via atmosferica in provenienza da fonti terrestri, le disposizioni degli articoli 5 e 6 del presente Protocollo si applicano progressivamente alle sostanze e fonti appropriate enumerate agli annessi I e II del presente Protocollo, secondo modalità da convenirsi tra le Parti.

5. Le disposizioni dell'annesso II del presente Protocollo si applicano all'inquinamento per via atmosferica ogni qualvolta necessario. Quando si valutano le ricadute atmosferiche di sostanze, e nel compilare gli inventari di quantitativi e di tassi di emissioni di inquinanti dell'atmosfera provenienti da fonti terrestri, l'inquinamento atmosferico é oggetto di un monitoraggio continuo e di una modellizzazione sulla base di metodologie e di fattori d'emissione comuni accettabili.

ANNESSO IV
E' aggiunto un nuovo annesso IV formulato come segue:

ANNESSO IV
CRITERI PER LA DEFINIZIONE DI MIGLIORI TECNOLOGIE DISPONIBILI E DI MIGLIORE PRASSI AMBIENTALE

A. MIGLIORI TECNOLOGIE DISPONIBILI

1. Quando si fa ricorso alle migliori tecnologie disponibili, occorre porre l'accento sull'utilizzazione di tecnologie non produttive di rifiuti, qualora esse siano disponibili.

2. L'espressione "migliori tecnologie disponibili" indica i progressi più recenti (stato della tecnica) nei procedimenti, negli impianti o nei metodi di utilizzazione che consentono di sapere se una determinata misura per la limitazione degli scarichi, delle emissioni e dei rifiuti, é appropriata a livello pratico. Per sapere se una serie di procedimenti, di impianti o di metodi di utilizzazione rappresenta la migliore tecnica disponibile in assoluto o in un caso particolare, occorre prestare attenzione:

a) ai procedimenti, impianti o metodi di gestione comparabili, provati di recente e che hanno dato buoni risultati;
b) al progresso tecnico ed all'evoluzione delle conoscenze e della comprensione scientifica;
c) alla fattibilità economica di dette tecnologie;
d) alle date limite di entrata in funzione sia per gli impianti nuovi sia per gli impianti esistenti;
e) alla natura ed al volume degli scarichi e delle emissioni in oggetto.

3. Ne consegue che quanto costituisce la cosiddetta "migliore tecnologia disponibile" nel caso di un determinato processo, avrà nel tempo un'evoluzione in funzione dei progressi tecnici, dei fattori economici e sociali e dell'evoluzione delle conoscenze e della comprensione scientifica.

4. Se la riduzione degli scarichi e delle emissioni a seguito dell'applicazione delle migliori tecnologie disponibili non porta a risultati accettabili a livello dell'ambiente, dovranno essere applicate misure complementari.

5. Il termine "tecnologie" indica sia la tecnologia applicata sia le modalità di progettazione, di costruzione di manutenzione di utilizzazione e di smontaggio dell'impianto.

B. MIGLIORE PRASSI AMBIENTALE

6. L'espressione "migliore prassi ambientale " indica l'attuazione della combinazione più adatta di misure e di strategie di lotta ambientali. Nella selezione da effettuare per ciascun caso, andrà perlomeno esaminata la gamma delle misure progressive di seguito enumerate:

a) l'informazione e l'istruzione del vasto pubblico e degli utenti circa le conseguenze per l'ambiente della scelta di tale o tal'altra attività, nonché della scelta dei prodotti, del loro uso e della loro eliminazione finale;

b) lo sviluppo e l'applicazione di codici per una buona prassi ambientale, inclusivi di tutti gli aspetti dell'attività nel ciclo di vita del prodotto;
c) una etichettatura obbligatoria che informa gli utenti dei rischi per l'ambiente di un prodotto, del suo uso e della sua eliminazione finale;
d) il risparmio di risorse, in particolare i risparmi enrgetici;
e) la messa a disposizione del vasto pubblico, di sistemi di raccolta e di eliminazione;
f) la limitazione dell'uso di sostanze o di prodotti pericolosi e della produzione di rifiuti pericolosi;
g) il riciclaggio, il ricupero e la riutilizzazione;
h) l'applicazione di strumenti economici alle attività, ai prodotti o ai gruppi di prodotti;
i) l'istituzione di un sistema di autorizzazione ivi compresa una gamma di restrizioni o un divieto.

7. Per determinare la combinazione di misure che rappresenta la migliore prassi ambientale in assoluto o in casi particolari, occorrerà prestare attenzione, in particolare:

a) al rischio per l'ambiente causato dal prodotto e dalla sua fabbricazione, utilizzazione ed eliminazione finale;
b) alla sua sostituzione con attività o sostanze meno inquinanti;
c) all'ampiezza del consumo;
d) ai vantaggi o ai potenziali inconvenienti per l'ambiente delle materie o delle attività di sostituzione;
e) ai progressi ed all'evoluzione delle conoscenze e della comprensione scientifica;
f) ai termini di attuazione;
g) alle conseguenze economiche e sociali.

8. Ne consegue che nel caso di una determinata fonte, la migliore prassi ambientale avrà nel tempo un'evoluzione in funzione dei progressi tecnici, dei fattori economici e sociali e dell'evoluzione delle conoscenze e della comprensione scientifica.

9. Se la diminuzione di quantitativi in seguito al ricorso alla migliore prassi ambientale non porta a risultati accettabili a livello dell'ambiente, dovranno essere applicate misure complementari e occorrerà ridefinire la migliore prassi ambientale.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 3256):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI), il 6 maggio 1998.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 2 giugno 1998, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 7ª, 8ª, 9ª, 10ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 29 settembre 1998.

Relazione scritta annunciata il 7 ottobre 1998 (atto n. 3256/*A* - relatore sen. SQUARCIALUPI).

Esaminato in aula e approvato l'8 ottobre 1998.

Camera dei deputati (atto n. 5302):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 ottobre 1998, con pareri delle commissioni I, II, V, VII, VIII, IX, X, XII e XIII.

Esaminato dalla III commissione il 23 febbraio 1999.

Relazione scritta annunciata il 16 marzo 1999 (atto n. 5302/*A* - relatore on. LECCESE).

Esaminato in aula l'11 maggio 1999 e approvato il 19 maggio 1999.

99G0270

DECRETO LEGISLATIVO 22 maggio 1999, n. **194.**

Attuazione della direttiva 96/74/CE relativa alle denominazioni del settore tessile.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti gli articoli 76 e 87 della Costituzione;

Vista la direttiva 96/74/CE, del Parlamento Europeo e del Consiglio, del 16 dicembre 1996, relativa alla denominazione del settore tessile;

Vista la legge 24 aprile 1998, n. 128, ed in particolare, l'articolo 45 e l'allegato *A*;

Vista la legge 26 novembre 1973, n. 883;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri, adottata nella riunione del 21 maggio 1999;

Sulla proposta del Ministro per le politiche comunitarie e del Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato, di concerto con i Ministri degli affari esteri, di grazia e giustizia e del tesoro, del bilancio e della programmazione economica;

EMANA

il seguente decreto legislativo:

Art. 1.

Campo di applicazione

1. Il presente decreto fissa i requisiti e le modalità applicabili ai prodotti tessili per essere immessi sul mercato interno prima di qualsiasi trasformazione oppure durante il ciclo industriale e durante le diverse operazioni inerenti alla loro distribuzione.

Art. 2.

Definizioni

1. Ai sensi del presente decreto, per prodotti tessili s'intendono tutti i prodotti che, allo stato grezzo, di semilavorati, lavorati, semimanufatti, manufatti, semiconfezionati o confezionati, sono esclusivamente composti di fibre tessili, qualunque sia il procedimento di mischia o di unione utilizzato.

2. Ai sensi del presente decreto, per fibre tessili, si intende:

a) un elemento caratterizzato da flessibilità, finezza ed elevato rapporto tra lunghezza e dimensione trasversale massima, che lo rendono atto ad applicazioni tessili;

b) le lamelle flessibili o i tubi di larghezza apparente non superiore a 5 mm, comprese le lamelle tagliate da lamelle più larghe o da film, fabbricati a base di sostanze che servono per ottenere le fibre di cui all'allegato I, numeri da 19 a 41 e atti ad applicazioni tessili; la larghezza apparente è quella della lamella o del tubo in forma piegata, appiattita, schiacciata o torta o, nel caso di larghezza non uniforme, quella media.

3. Sono assimilati ai prodotti tessili e soggetti alle disposizioni del presente decreto:

a) i prodotti contenenti almeno l'80% in peso di fibre tessili;

b) i tessuti, le cui parti tessili costituiscano almeno l'80% in peso, per la copertura di mobili, per ombrelli, ombrelloni e, alla stessa condizione, le parti tessili dei rivestimenti a più strati per pavimenti, dei materassi e degli articoli da campeggio, nonché le fodere coibenti di calzature e guanti;

c) i prodotti tessili incorporati in altri prodotti di cui siano parte integrante, qualora ne venga specificata la composizione.

Art. 3.

Denominazioni

1. Le denominazioni delle fibre di cui all'articolo 2, nonché le rispettive descrizioni, sono riportate nell'allegato I.

2. L'impiego delle denominazioni riportate nella tabella dell'allegato I è riservato alle fibre la cui natura è precisata alla corrispondente voce della tabella.

3. È vietato l'impiego di tali denominazioni per designare qualsiasi altra fibra, sia a titolo principale, sia a titolo di radice, sia in forma d'aggettivo, indipendentemente dalla lingua impiegata.

4. È vietato l'impiego della denominazione «seta» per indicare la forma o la presentazione particolare di fibre tessili in filo continuo.

Art. 4.

Tolleranze

1. Soltanto un prodotto tessile composto interamente da una stessa fibra può essere qualificato con il termine 100% o «puro» o eventualmente «tutto», esclusa qualsiasi espressione equivalente.

2. Una quantità di altre fibre è tollerata fino al 2% sul peso del prodotto tessile, se è giustificata da motivi tecnici e non risulta da un'aggiunta sistematica. Tale tolleranza è portata al 5% per i prodotti ottenuti con il ciclo cardato.

Art. 5.

Denominazioni

1. Un prodotto di lana può essere qualificato:

«lana virgen» o «lana de esquilado»;

«ren, ny uld»;

«schurwolle»;

«παρθένο μαλλί»;

«fleece wool» o «virgin wool»;

«laine vierge» o «laine de tonte»;

«lana vergine» o «lana di tosa»;

«scheerwol»;

«là virgem»;

«uusi villa»;

«ren ull»,

solo quando è composto esclusivamente di una fibra mai precedentemente incorporata in un prodotto finito e che non ha subìto altre operazioni di filatura o di feltratura che quelle richieste per la fabbricazione del prodotto, né trattamento o impiego che abbia danneggiato la fibra stessa.

2. In deroga al comma 1, le denominazioni ivi indicate possono essere usate per qualificare la lana contenuta in una mischia di fibre quando:

a) la totalità della lana contenuta nella mischia risponde alle caratteristiche definite al comma 1;

b) la quantità di tale lana rispetto al peso totale della mischia non è inferiore al 25%;

c) in caso di mischia intima, la lana è mischiata soltanto con un'altra fibra.

3. Nel caso previsto dal precedente comma, l'indicazione della composizione percentuale completa è obbligatoria.

4. La tolleranza giustificata da motivi tecnici inerenti alla fabbricazione è limitata allo 0,3% di impurità fibrose per i prodotti di cui ai commi 1 e 2, anche se ottenuti mediante il ciclo cardato.

Art. 6.

Designazione della composizione

1. Il prodotto tessile composto di due o più fibre, di cui una rappresenti almeno l'85% del peso totale, viene designato mediante denominazione della fibra, seguita dalla relativa percentuale in peso, ovvero mediante denominazione della fibra, seguita dell'indicazione «minimo 85%», ovvero mediante composizione percentuale completa del prodotto.

2. Ogni prodotto tessile composto di due o più fibre, nessuna delle quali raggiunga l'85% del peso totale, deve recare l'indicazione della denominazione e della percentuale in peso di almeno due delle fibre presenti in maggiore percentuale, seguita dalle denominazioni delle altre fibre componenti il prodotto, in ordine decrescente di peso, con o senza indicazione delle loro percentuali in peso. Tuttavia l'insieme delle fibre, ciascuna delle quali costituisca meno del 10% della composizione di un prodotto può essere indicato con l'espressione «altre fibre», seguita da una percentuale globale; mentre qualora venga specificata la denominazione di una fibra che costituisca meno del 10% della composizione di un prodotto, si deve indicare la composizione percentuale completa del prodotto stesso.

3. I prodotti che comportano un ordito di puro cotone ed una trama di puro lino e nei quali la percentuale di lino non è inferiore al 40% del peso totale del tessuto sbozzimato, possono essere designati con la denominazione «misto lino», completata obbligatoriamente dall'indicazione della composizione «Ordito puro cotone e trama puro lino».

4. Per i prodotti tessili destinati al consumatore finale, nelle composizioni percentuali di cui ai commi 1, 2, 3 e 5, è ammessa:

a) una quantità di fibre estranee fino al 2% del peso totale del prodotto tessile, se è giustificata da motivi tecnici e non risulta da un'aggiunta sistematica; questa tolleranza è portata al 5% per i prodotti ottenuti con il ciclo cardato e lascia impregiudicata la tolleranza di cui all'articolo 5, comma 3;

b) una tolleranza di fabbricazione del 3%, riferita al peso totale delle fibre indicate nell'etichetta, tra le percentuali in fibre indicate e quelle risultanti dall'analisi; essa riguarda anche le fibre che, in conformità del comma 2, sono enumerate in ordine decrescente di peso, senza indicazione della loro percentuale. Questa tolleranza si applica anche all'articolo 5, comma 2, lettera *b).*

5. In sede di analisi, queste tolleranze vengono calcolate separatamente; il peso totale da prendere in considerazione agli effetti del calcolo della tolleranza di cui alla lettera *b)* del precedente comma, è quello delle fibre del prodotto finito, dedotto il peso di quelle estranee eventualmente constatate in applicazione della tolleranza di cui alla lettera *a)* del precedente comma. Il cumulo delle tolleranze di cui alle lettere *a)* e *b)* è ammesso soltanto qualora le fibre estranee eventual-

mente constatate in sede di analisi, in applicazione della tolleranza di cui alla lettera *a),* risultino della stessa natura chimica di una o più fibre indicate sull'etichetta.

6. Per prodotti particolari la cui tecnica di fabbricazione richiede tolleranze superiori a quelle indicate nelle lettere *a)* e *b)* del comma precedente, in sede di controlli di conformità dei prodotti previsti all'articolo 13, comma 1, possono essere ammesse delle tolleranze superiori solo in casi eccezionali ed allorquando il fabbricante fornisca adeguate giustificazioni. In tal caso è data immediata comunicazione alla Commissione delle Comunità europee a cura dell'ispettorato tecnico della direzione generale per lo sviluppo produttivo e la competitività del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato.

7. Le espressioni «fibre varie» o «composizione tessile non determinata» possono essere utilizzate per qualsiasi prodotto la cui composizione sia difficile da precisare quando questo viene fabbricato.

Art. 7.

Tolleranze

1. Fatte salve le tolleranze di cui all'articolo 4, comma 2, all'articolo 5, comma 3, e all'articolo 6, comma 4, possono non essere menzionate nelle composizioni percentuali di cui agli articoli 4 e 6, le fibre visibili e isolabili destinati a produrre un effetto meramente decorativo, che non superino il 7% del peso del prodotto finito, nonché le fibre, per esempio metalliche, incorporate per ottenere un effetto antistatico, che non superino il 2% del peso del prodotto finito. Nel caso dei prodotti di cui all'articolo 6, comma 3, tali percentuali devono essere calcolate non sul peso del tessuto, ma separatamente sul peso della trama e quello dell'ordito.

Art. 8.

Etichette e contrassegni

1. I prodotti tessili devono essere etichettati o contrassegnati all'atto di ogni operazione di commercializzazione attinente al ciclo industriale e commerciale; l'etichetta e il contrassegno possono essere sostituiti o completati da documenti commerciali d'accompagnamento, quando questi prodotti non sono offerti in vendita al consumatore finale o quando essi sono consegnati in esecuzione di un'ordinazione dello Stato o di altra persona giuridica di diritto pubblico.

2. La denominazione, i qualificativi e i dati relativi alla composizione in fibre tessili di cui agli articoli 3, 4, 5 e 6 ed all'allegato I, vanno chiaramente indicati sui documenti commerciali. Questo obbligo esclude in particolare l'impiego di abbreviazioni sui contratti, nelle fatture o nelle distinte di vendita; è però ammesso il ricorso ad un codice meccanografico, a condizione che nello stesso documento figuri anche il significato delle abbreviazioni.

3. All'atto dell'offerta in vendita e della vendita ai consumatori, e particolarmente nei cataloghi, nei prospetti, sugli imballaggi, sulle etichette e sui contrassegni, le denominazioni, i qualificativi ed i dati relativi alla composizione in fibre tessili previsti dagli articoli 3, 4, 5 e 6 e all'allegato I, devono essere indicati con gli stessi caratteri tipografici facilmente leggibili e chiaramente visibili. Le indicazioni e le informazioni non previste dal presente decreto devono essere nettamente separate. Tale disposizione non si applica ai marchi di fabbrica o ragioni sociali che possono accompagnare immediatamente le indicazioni previste dal presente decreto.

4. Se tuttavia, all'atto dell'offerta in vendita o della vendita ai consumatori prevista al comma 3, è indicato un marchio di fabbrica o una ragione sociale che comporti, a titolo principale o a titolo di aggettivo o di radice, l'impiego di una denominazione prevista all'allegato I o tale da prestarsi a confusione con essa, il marchio o la ragione sociale deve essere immediatamente accompagnato, in caratteri facilmente leggibili e chiaramente visibili, dalle denominazioni, dai qualificativi e dai dati relativi alla composizione in fibre tessili previsti agli articoli 3, 4, 5 e 6 dell'allegato I.

5. All'atto dell'offerta e della vendita al consumatore finale, le etichette o i contrassegni previsti dal presente articolo devono essere redatti anche in italiano.

6. Per le spagnolette, i rocchetti, le matassine, i piccoli gomitoli e qualsiasi altra piccola unità di fili per cucito, rammendo e ricamo, deve essere in italiano solo l'etichettatura globale sugli imballaggi o sui contenitori di presentazione. Fatti salvi i casi di cui all'allegato IV, punto 18, le singole unità possono essere etichettate in una qualsiasi delle lingue della Comunità.

7. È consentito l'impiego di qualificativi o di menzioni, relativi a caratteristiche dei prodotti, diversi da quelli indicati agli articoli 3, 4 e 5, se essi sono conformi agli usi leali di commercio e ai principi della correttezza professionale.

8. Ai fini di quanto previsto ai commi precedenti le fatture e le documentazioni tecniche ed amministrative debbono essere conservate per due anni a decorrere dalla data delle fatture di vendita emesse dal fabbricante, dall'importatore o dal grossista, con le quali si determina la data dell'immissione del prodotto al consumo finale.

Art. 9.

Etichettatura di prodotti compositi

1. Il prodotto tessile composto di due o più parti con diversa composizione fibrosa va munito di una etichetta indicante la composizione fibrosa di ciascuna delle parti. Tale etichetta non è obbligatoria per le parti che rappresentano meno del 30% del peso totale del prodotto, ad eccezione delle fodere principali.

2. Due o più prodotti tessili, che costituiscono comunemente un insieme inseparabile e che hanno la stessa composizione fibrosa, possono essere muniti di una sola etichetta.

3. Ferme restando le disposizioni dell'articolo 12, la composizione in fibre dei seguenti articoli di corsetteria

è data indicando la composizione dell'intero prodotto oppure, globalmente o separatamente, quella delle parti sotto elencate:

a) per i reggiseni: tessuti esterno e interno delle coppe e della parte posteriore;

b) per le guaine: parti davanti, dietro e laterali;

c) per le guaine intere, quali i modellatori: tessuto esterno ed interno delle coppe, parti davanti, dietro e laterali.

4. La composizione in fibre degli articoli di corsetteria diversi da quelli di cui al comma 3, è data indicando la composizione globale del prodotto, oppure, globalmente o separatamente, la composizione delle varie parti di detti articoli; l'etichettatura non è obbligatoria per le parti che rappresentano meno del 10% del peso totale del prodotto.

5. L'etichettatura separata delle varie parti di detti articoli di corsetteria deve essere data in modo che il consumatore finale possa agevolmente comprendere a quale parte del prodotto si riferiscono le indicazioni che figurano sull'etichetta, in particolare:

a) per i prodotti tessili sottoposti a procedimento di corrosione, la composizione in fibre è data per la totalità del prodotto e può essere indicata precisando separatamente la composizione del tessuto di fondo e quella del tessuto sottoposte a procedimento di corrosione, parti che devono essere designate singolarmente;

b) per i prodotti tessili ricamati, la composizione in fibre è data per la totalità del prodotto e può essere indicata precisando separatamente la composizione del tessuto di fondo e quella dei fili per ricamo, parti che devono essere designate singolarmente; se le parti ricamate sono inferiori al 10% della superficie del prodotto, è sufficiente indicare la composizione del tessuto di fondo;

c) la composizione dei fili costituiti da un'anima e da un rivestimento fabbricati con fibre diverse, presentati ai consumatori in quanto tali, è data per l'insieme del prodotto e può essere indicata precisando separatamente la composizione dell'anima e del rivestimento, parti che devono essere designate singolarmente;

d) per i prodotti tessili di velluto e di felpa o simili, la composizione in fibre è data per l'insieme del prodotto e, ove questi prodotti presentino un tessuto di fondo ed uno strato di usura distinti e composti da fibre diverse, può essere indicata separatamente per queste due parti che devono essere designate singolarmente;

e) per i rivestimenti per pavimenti e per i tappeti in cui il fondo e lo strato di usura siano composti da fibre diverse, la composizione può essere data per il solo strato di usura che deve essere designato singolarmente.

Art. 10.

Deroghe

1. In deroga alle disposizioni degli articoli 8 e 9, per i prodotti tessili che figurano all'allegato III e in uno degli stati di lavorazione di cui all'articolo 2, comma 1, non vi è obbligo di apporre un'etichetta o un contrassegno concernenti la denominazione e l'indicazione della composizione. Se tuttavia tali prodotti sono muniti di un'etichetta o di un contrassegno indicanti la denominazione, la composizione o il marchio di fabbrica o la ragione sociale di un'impresa che comportino, a titolo principale o a titolo di aggettivo o di radice, l'utilizzazione di una denominazione prevista all'allegato I o tale da poter essere confusa con essa, si applicano le disposizioni degli articoli 8 e 9.

2. I prodotti tessili che figurano all'allegato IV, quando sono dello stesso tipo ed hanno la stessa composizione, possono essere presentati alla vendita raggruppati sotto un'etichetta globale che contenga le indicazioni di composizione previste dal presente decreto.

3. L'etichetta di composizione dei prodotti tessili venduti a metraggio può figurare soltanto sulla pezza o sul rotolo presentati alla vendita.

4. L'esposizione in vendita dei prodotti di cui al comma 2 e al comma 3, deve avvenire in modo che il consumatore finale possa prendere effettiva conoscenza della composizione di tali prodotti.

Art. 11.

Obblighi di chiarezza delle informazioni

1. Le informazioni fornite all'atto dell'imissione sul mercato di prodotti tessili non devono dar luogo a confusione con le denominazioni e le menzioni previste dal presente decreto.

Art. 12.

Ulteriori modalità di etichettatura

1. Ai fini dell'applicazione dell'articolo 8, comma 1 e delle altre disposizioni del presente decreto in materia di etichettatura dei prodotti tessili, le percentuali in fibre di cui agli articoli 4, 5 e 6 vengono determinate senza tener conto degli elementi seguenti:

a) per tutti i prodotti tessili: parti non tessili, cimose, etichette e contrassegni, bordure e paramonture che non fanno parte integrante del prodotto, bottoni e fibbie ricoperte di materie tessili, accessori, ornamenti, nastri non elastici, fili e nastri elastici aggiunti in posti specifici e limitati del prodotto e, alle condizioni previste all'articolo 7, fibre visibili e isolabili a scopo decorativo e fibre antistatiche;

b) per i rivestimenti per pavimenti e per i tappeti: tutti gli elementi che non costituscano lo strato di usura;

c) per i tessuti destinati al rivestimento di mobili: gli orditi e le trame di legamento e di imbottitura che non fanno parte dello strato di usura;

d) per i tendaggi: gli orditi e le trame di legamento e di imbottitura che non fanno parte del dritto della stoffa;

e) per gli altri prodotti tessili: supporti rinforzi, interni del collo e fusti, fili per cucito e quelli di unione a meno che sostituiscano la trama o l'ordito del tessuto, le imbottiture che non hanno funzioni isolante e, fatte salve le disposizioni dell'articolo 9, comma 1, le fodere.

2. Ai fini del presente articolo non sono considerati come supporti da eliminare i tessuti di fondo dei prodotti tessili che servono da supporto allo strato di usura, in particolare i tessuti di fondo delle coperte e dei tessuti doppi e quelli dei prodotti di velluto o di felpa e affini. Si intendono per rinforzi i fili o i tessuti aggiunti a parti specifiche e limitate del prodotto tessile al fine di rinforzarle o di conferire loro rigidità e spessore.

3. Ai fini dell'applicazione dell'articolo 8, comma 1, e delle altre disposizioni del presente decreto in materia di etichettatura dei prodotti tessili, le percentuali in fibre di cui agli articoli 4, 5 e 6 sono determinate senza tener conto delle materie grasse, dei leganti, delle cariche, degli appretti, dei prodotti di impregnazione, dei prodotti ausiliari di tintura e di stampa, nonché di altri prodotti per il trattamento dei tessili.

Art. 13.

Controlli

1. I controlli della conformità dei prodotti tessili alle indicazioni di composizione previste dal presente decreto sono effettuati secondo i metodi di analisi previsti dalla normativa vigente. A tal fine le percentuali in fibre di cui agli articoli 4, 5 e 6 vengono determinate applicando alla massa anidra di ciascuna fibra il relativo tasso convenzionale di cui all'allegato II, previa eliminazione degli elementi indicati all'articolo 12, comma 1, lettere *a), b), c), d)* ed *e)* e comma 3.

Art. 14.

Esclusioni

1. Le disposizioni del presente decreto non si applicano ai prodotti tessili che:

1) sono destinati ad essere esportati verso Paesi terzi;

2) sono introdotti in transito, sotto controllo doganale, negli Stati membri;

3) sono importati da Paesi terzi per fare oggetto di un traffico di perfezionamento attivo;

4) sono dati in lavorazione, senza dar luogo a cessione a titolo oneroso, a lavoranti a domicilio o a imprese indipendenti che lavorano per conto terzi.

Art. 15.

Sanzioni

1. La violazione dell'obbligo di dotare il prodotto tessile di una etichetta o di un contrassegno indicante la sua denominazione e composizione è punita con la sanzione amministrativa pecuniaria da lire duecentomila a lire sei milioni. Si applica la sanzione amministrativa pecuniaria da lire due milioni a lire dieci milioni nella ipotesi di omissione dei documenti commerciali di accompagnamento di cui all'articolo 8, comma 1.

2. La violazione dell'obbligo di conservazione dei documenti di cui all'articolo 8, comma 8, è punita con la sanzione amministrativa pecuniaria da lire cinquecentomila a lire otto milioni.

3. Alle sanzioni amministrative pecuniarie previste dal presente decreto non si applica il pagamento in misura ridotta di cui all'articolo 16 della legge 24 novembre 1981, n. 689.

4. Il Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato è l'autorità incaricata del controllo e della vigilanza sull'osservanza delle disposizioni del presente decreto.

Art. 16.

Disposizioni finali

1. Ai sensi dell'articolo 5 e dell'allegato *D,* della legge 24 aprile 1998, n. 128, gli allegati al presente decreto potranno essere modificati, per essere adattati al progresso tecnico in attuazione della direttiva 97/37/CE, con decreto del Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato.

Art. 17.

Abrogazioni

1. Sono abrogati:

a) gli articoli da 1 a 13, nonché gli allegati *A, B, C* e *D* della legge 26 novembre 1973, n. 883, come modificata dalla legge 4 ottobre 1986, n. 669;

b) gli articoli 2, 3, 4, 6, comma 1, 11, 12, 13 e 14 del decreto del Presidente della Repubblica 30 aprile 1976, n. 515;

c) il decreto del Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato 12 ottobre 1987, n. 482.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 maggio 1999

CIAMPI

D'ALEMA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

LETTA, *Ministro per le politiche comunitarie*

BERSANI, *Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

DILIBERTO, *Ministro di grazia e giustizia*

AMATO, *Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica*

Visto, *il Guardasigilli:* DILIBERTO

ALLEGATO I

TABELLA DELLE FIBRE TESSILI

Numeri	Denominazione	Descrizione delle fibre
1	*lana* (f) (1)	Fibra tratta dal vello della pecora *(Ovis aries)*
2	*alpaca* (m), *lama* (m), *cammello* (m), *kashmir* (m), *mohair* (m), *angora* (m), *vigogna* (f), *yack* (m), *guanaco* (m), *castoro* (m), *lontra* (f), preceduta o meno dalla denominazione «*lana*» o «*pelo*» (1)	Peli degli animali citati a fianco: alpaca, lama, cammello, capra del Kashmir, capra angora, coniglio angora, vigogna, yack, guanaco, castoro, lontra
3	*pelo* (m) o *crine* (m) con o senza indicazione della specie animale (per esempio pelo bovino, pelo di capra comune, crine di cavallo ...)	Peli di vari animali diversi da quelli citati ai punti 1 e 2
4	*seta* (f)	Fibra proveniente esclusivamente da insetti sericigeni
5	*cotone* (m)	Fibra proveniente dal seme del cotone *(Gossypium)*
6	*kapok* (m)	Fibra proveniente dall'interno del frutto del kapok (Ceiba pentandra)
7	*lino* (m)	Fibra proveniente dal libro del lino *(Linum usitatissimum)*
8	*canapa* (f)	Fibra proveniente dal libro della canapa (Cannabis sativa)
9	*juta* (f)	Fibra proveniente dal libro del *Corchorus olitorius* e del *Corchorus capsularis*. Ai sensi della presente direttiva sono assimilate alla juta le fibre provenienti dal libro dell'*Hibiscus-cannabinus*, *Hibiscus sabdariffa*, *Abutilon avicennae*, *Urena lobata*, *Urena sinutata*
10	*abaca* (f)	Fibra proveniente dalle guaine fogliari della *Musa textilis*
11	*alfa* (f)	Fibra proveniente dalla foglia della *Stipa tenacissima*
12	*cocco* (m)	Fibra proveniente dal frutto della *Cocos nucifera*
13	*ginestra* (f)	Fibra proveniente dal libro del *Cytisus scoparius* e/o *Spartium junceum*
14	*ramié* (m)	Fibra proveniente dal libro della *Boehmeria* nivea e della *Boehmeria tenacissima*
15	*sisal* (m)	Fibra proveniente dalle foglie dell'*Agave sisalana*
16	*Sunn*	Fibra proveniente dal libro di *Crotalaria juncea*
17	*Henequen*	Fibra proveniente dal libro di Agave
18	*Maguey*	Fibra proveniente dal libro di *Agave Cantala*
19	*acetato* (m)	Fibra d'acetato di cellulosa di cui meno del 92 % ma almeno il 74 % dei gruppi ossidrilici è acetilato
20	*alginica*	Fibra ottenuta da sali metallici dell'acido alginico

Numeri	Denominazione	Descrizione delle fibre
21	*cupro* (m)	Fibra di cellulosa rigenerata ottenuta mediante procedimento cuprammoniacale
22	*modal* (m)	Fibre di cellulosa rigenerata che hanno un'elevata forza di rottura ed un alto modulo ad umido. La forza di rottura (B_C) allo stato ambientato e la forza (B_M) necessaria per provocare un allungamento del 5 % allo stato umido sono: B_C (centinewton) $\geq 1{,}3\sqrt{T} + 2\,T$ B_M (centinewton) $\geq 0{,}5\sqrt{T}$ di cui T è la massa per unità di lunghezza media espressa in decitex
23	*proteica*	Fibra ottenuta a partire da sostanze proteiche naturali rigenerate e stabilizzate mediante l'azione di agenti chimici
24	*triacetato* (m)	Fibra di acetato di cellulosa di cui almeno il 92 % dei gruppi ossidrilici è acetilato
25	*viscosa* (f)	Fibra di cellulosa rigenerata ottenuta mediante il procedimento viscosa per il filamento e per la fibra non continua
26	*acrilica*	Fibra formata da macromolecole lineari aventi nella catena almeno l'85 % in massa del motivo acrilonitrilico
27	*clorofibra* (f)	Fibra formata da macromolecole lineari aventi nella catena più del 50 % in massa del motivo monomerico vinilico clorurato o vinilidenico clorurato
28	*fluorofibra* (f)	Fibra formata da macromolecole lineari ottenute a partire da monomeri alifatici fluorurati
29	*modacrilica*	Fibra formata da macromolecole lineari aventi nella catena più del 50 % e meno dell'85 % in massa del motivo acrilonitrilico
30	*Poliammidica o Nylon*	Fibra formata da macromolecole lineari aventi nella catena la ricorrenza del gruppo funzionale ammidico
31	*poliestere* (m)	Fibra formata da macromolecole lineari aventi nella catena almeno l'85 % in massa di un estere da diolo ed acido tereftalico
32	*polietilenica*	Fibra formata da macromolecole lineari sature di idrocarburi alifatici non sostituiti
33	*polipropilenica*	Fibra formata da macromolecole lineari sature di idrocarburi alifatici, di cui un atomo di carbonio ogni due porta una ramificazione metilica, in configurazione isotattica, e senza ulteriori sostituzioni
34	*poliureica*	Fibra formata da macromolecole lineari aventi nella catena la ripetizione del gruppo funzionale ureilenico (NH-CO-NH)
35	*poliuretanica*	Fibra formata da macromolecole lineari aventi nella catena la ripetizione del gruppo funzionale uretanico
36	*vinilal* (m)	Fibra formata da macromolecole lineari la cui catena è costituita da alcole polivinilico a tasso di acetalizzazione variabile
37	*trivinilica*	Fibra formata da terpolimero di acrilonitrile, di un monomero vinilico clorurato e di un terzo monomero vinicolo, nessuno dei quali rappresenta il 50 % della massa totale

Numeri	Denominazione	Descrizione delle fibre
38	*gomma*	Fibra elastomerica costituita sia da poliisoprene naturale o sintetico, sia da uno o più dieni polimerizzati con o senza uno o più monomeri vinilici che, allungata sotto una forza di trazione fino a raggiungere tre volte la lunghezza iniziale, riprende rapidamente e sostanzialmente tale lunghezza non appena cessa la forza di trazione
39	*elastan* (m)	Fibra elastomerica costituita da almeno l'85 % in massa di poliuretano segmentato, che, allungata sotto una forza di trazione fino a raggiungere tre volte la lunghezza iniziale, riprende rapidamente e sostanzialmente tale lunghezza non appena cessa la forza di trazione
40	*vetro tessile* (m)	Fibra costituita da vetro
41	*Denominazione corrispondente alla materia* della quale le fibre sono composte, per esempio: *metallo (metallica, metallizzata), amianto, carta tessile*, preceduta o meno dalla parola «filo» o «fibra»	Fibre ottenute da materie varie o nuove, diverse da quelle sopra indicate

(¹) La denominazione «lana» di cui al numero 1 può essere usata anche per indicare una mischia di fibre provenienti dal vello della pecora e dai peli indicati al numero 2, terza colonna.
Questa disposizione si applica ai prodotti tessili di cui agli articoli 4 e 5 nonché a quelli di cui all'articolo 6, a condizione che questi ultimi siano parzialmente composti dalle fibre indicate ai numeri 1 e 2.

ALLEGATO II

TASSI CONVENZIONALI DA IMPIEGARE PER IL CALCOLO DELLA MASSA DELLE FIBRE CONTENUTE IN UN PRODOTTO TESSILE

N. delle fibre	Fibre	Percentuali
1-2	Lana e peli:	
	fibre pettinate	18,25
	fibre cardate	17,00 ([1])
3	Peli:	
	fibre pettinate	18,25
	fibre cardate	17,00 ([1])
	Crine:	
	fibre pettinate	16,00
	fibre cardate	15,00
4	Seta	11,00
5	Cotone:	
	fibre normali	8,50
	fibre mercerizzate	10,50
6	Kapok	10,90
7	Lino	12,00
8	Canapa	12,00
9	Juta	17,00
10	Abaca	14,00
11	Alfa	14,00
12	Cocco	13,00
13	Ginestra	14,00
14	Ramié (fibra bianchita)	8,50
15	Sisal	14,00
16	Sunn	12,00
17	Henequen	14,00
18	Maguey	14,00
19	Acetato	9,00
20	Alginica	20,00
21	Cupro	13,00
22	Modal	13,00
23	Proteica	17,00
24	Triacetato	7,00
25	Viscosa	13,00
26	Acrilica	2,00
27	Clorofibra	2,00
28	Fluorofibra	0,00
29	Modacrilica	2,00
30	Poliammidica o Nylon:	
	fibra non continua	6,25
	filamento	5,75

([1]) Il tasso convenzionale del 17,00 % è applicato nel caso in cui non sia possibile accertare se il prodotto tessile contenente lana e/o peli appartenga al ciclo pettinato o cardato.

N. delle fibre	Fibre	Percentuali
31	Poliestere:	
	fibra non continua	1,50
	filamento	1,50
32	Polietilenica	1,50
33	Polipropilenica	2,00
34	Poliureica	2,00
35	Poliuretanica:	
	fibra non continua	3,50
	filamento	3,00
36	Vinilal	5,00
37	Trivinilica	3,00
38	Gomma	1,00
39	Elastan	1,50
40	Vetro tessile:	
	di diametro medio superiore a 5 µm	2,00
	di diametro medio pari o inferiore a 5 µm	3,00
41	Metallica	2,00
	Metallizzata	2,00
	Amianto	2,00
	Carta tessile	13,75

ALLEGATO III

PRODOTTI CHE NON POSSONO ESSERE ASSOGGETTATI ALL'OBBLIGO DI ETICHETTATURA O DI STAMPIGLIATURA

(articolo 10, comma 1)

1. Fermamaniche di camicie
2. Cinturini di materia tessile per orologio
3. Etichette e contrassegni
4. Manopole di materia tessile imbottite
5. Copricaffettiere
6. Copriteiere
7. Maniche di protezione
8. Manicotti non di felpa
9. Fiori artificiali
10. Puntaspilli
11. Tele dipinte
12. Prodotti tessili per rinforzi e supporti
13. Feltri
14. Prodotti tessili confezionati usati, purché esplicitamente dichiarati tali
15. Ghette
16. Imballaggi, esclusi quelli nuovi e venduti come tali
17. Cappelli di feltro
18. Articoli di materia tessile di pelletteria e di selleria
19. Articoli di materia tessile da viaggio
20. Arazzi ricamati a mano, finiti o da completare e materiali per la loro fabbricazione compresi i fili per ricamo venduti separatamente dal canovaccio e appositamente confezionati per essere impiegati per tali arazzi
21. Chiusure lampo
22. Bottoni e fibbie ricoperti di materia tessile
23. Copertine di materia tessile per libri
24. Giocattoli
25. Parti tessili di calzature ad eccezione delle fodere coibenti
26. Centrini composti di vari elementi e con superficie inferiore a 500 cm^2
27. Tessuti e guanti per ritirare i piatti dal forno
28. Copriuova
29. Astucci per il trucco
30. Borse in tessuto per tabacco
31. Custodie in tessuto per occhiali, sigarette e sigari, accendisigari e pettini
32. Articoli di protezione per lo sport, ad esclusione dei guanti
33. «Nécessaires» da toletta
34. «Nécessaires» per calzature
35. Articoli funerari

36. Articoli monouso, ad eccezione delle ovatte.

    Ai sensi della presente direttiva sono considerati monouso gli articoli tessili destinati ad essere usati una sola volta ovvero per breve durata, il cui normale impiego esclude qualsiasi ricondizionamento per un ulteriore uso identico o analogo

37. Articoli tessili soggetti alle norme della farmacopea europea e recanti una dicitura che vi fa riferimento, bende e fasciature non monouso per applicazioni mediche ed ortopediche, ed articoli tessili d'ortopedia in generale

38. Articoli tessili, comprese funi, corde e spaghi (fatto salvo il punto 12 dell'allegato IV), destinati normalmente:

    a) ad essere usati in modo strumentale nelle attività di produzione e di trasformazione dei beni,

    b) ad essere incorporati in macchine, impianti (di riscaldamento, climatizzazione, illuminazione, ecc.), apparecchi domestici e altri, veicoli e altri mezzi di trasporto, od a servire per il funzionamento, la manutenzione e l'attrezzatura dei medesimi, esclusi i teloni e gli accessori in materie tessili per automobili, venduti separatamente dai veicoli

39. Articoli tessili di protezione e di sicurezza, quali cinture di sicurezza, paracadute, giubbotti di salvataggio, scivoli d'emergenza, dispositivi antincendio, giubbotti antiproiettile, indumenti speciali di protezione (ad esempio: protezione contro il fuoco, gli agenti chimici o altri rischi)

40. Strutture gonfiabili a pressione pneumatica (padiglioni per sport, stand d'esposizione, depositi, ecc.), sempre che vengano fornite indicazioni sulle loro prestazioni e caratteristiche tecniche

41. Vele

42. Articoli tessili per animali

43. Bandiere, stendardi e gagliardetti

ALLEGATO IV

PRODOTTI PER CUI È OBBLIGATORIA SOLTANTO UN'ETICHETTATURA O STAMPIGLIATURA GLOBALE

(articolo 10, comma 2)

1. Canovacci
2. Strofinacci per pulizia
3. Bordure e guarnizioni
4. Passamaneria
5. Cinture
6. Bretelle
7. Reggicalze e giarrettiere
8. Stringhe
9. Nastri
10. Elastici
11. Imballaggi nuovi e venduti come tali
12. Spaghi per imballaggio ed usi agricoli; spaghi, corde e funi diverse da quelle di cui al numero 38 dell'allegato III [1]
13. Centrini
14. Fazzoletti
15. Retine per capelli
16. Cravatte e nodi a farfalla per bambini
17. Bavaglini; guanti e pannolini per bagno
18. Fili per cucito, rammendo e ricamo, preparati per la vendita al minuto in piccole unità, il cui peso netto non superi 1 g
19. Cinghie per tendaggi e veneziane

ALLEGATO V

TERMINE DI ATTUAZIONE

Direttiva	Termini	
	Ammissione del commercio dei prodotti conformi alla presente direttiva	Divieto del commercio dei prodotti non conformi alla presente direttiva
71/307/CEE	29 gennaio 1973	29 gennaio 1975
75/36/CEE		
83/623/CEE	29 novembre 1985	29 maggio 1987
87/140/CEE	1° settembre 1988	

NOTE

AVVERTENZA:

Il testo delle note qui pubblicato è stato redatto dall'amministrazione competente per materia, ai sensi dell'art. 10, commi 2 e 3, del testo unico delle disposizioni sulla promulgazione delle leggi, sull'emanazione dei decreti del Presidente della Repubblica e sulle pubblicazioni ufficiali della Repubblica italiana, approvato con D.P.R. 28 dicembre 1985, n. 1092, al solo fine di facilitare la lettura delle disposizioni di legge modificate. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

Per le direttive CEE vengono forniti gli estremi di pubblicazione nella Gazzetta Ufficiale delle Comunità europee (GUCE).

Note alle premesse:

— L'art. 76 della Costituzione stabilisce che l'esercizio della funzione legislativa non può essere delegato al Governo se non con determinazione di princìpi e criteri direttivi e soltanto per tempo limitato e per oggetti definiti.

— L'art. 87 della Costituzione conferisce, tra l'altro, al Presidente della Repubblica il potere di promulgare le leggi e di emanare i decreti aventi valore di legge ed i regolamenti.

La direttiva 96/74/CE è pubblicata in G.U.C.E. L 032 del 3 febbraio 1997.

— Si riporta il testo dell'art. 45 e l'allegato *A* della citata legge 24 aprile 1998, n. 128, recante: «Disposizioni per l'adempimento di obblighi derivanti dalla appartenenza dell'Italia alle Comunità europee (Legge comunitaria 1995-1997)»:

«Art. 45. — 1. Per l'attuazione della direttiva 9996/74/CE del Parlamento europeo e del Consiglio, sono apportate le necessarie modifiche alla legge 26 novembre 1973, n. 883 (83), facendo comunque salvi gli attuali livelli minimi di tutela ed operando il necessario raccordo con le disposizioni nazionali vigenti che prevedono, anche in attuazione di direttive comunitarie, l'informazione al consumatore».

«ALLEGATO *A*

91/507/CEE: direttiva della Commissione del 19 luglio 1991, che modifica l'allegato della direttiva 75/318/CEE del Consiglio relativa al ravvicinamento delle legislazioni degli Stati membri riguardanti le norme ed i protocolli analitici, tossico-farmacologici e clinici in materia di sperimentazione dei medicinali.

93/16/CEE: direttiva del Consiglio del 5 aprile 1993, intesa ad agevolare la libera circolazione dei medici e il reciproco riconoscimento dei loro diplomi, certificati ed altri titoli.

93/36/CEE: direttiva del Consiglio del 14 giugno 1993, che coordina le procedure di aggiudicazione degli appalti pubblici di forniture.

93/88/CEE: direttiva del Consiglio del 12 ottobre 1993, che modifica la direttiva 90/679/CEE relativa alla protezione dei lavoratori contro i rischi derivanti da un'esposizione ad agenti biologici durante il lavoro (settima direttiva particolare ai sensi dell'art. 16, paragrafo 1, della direttiva 89/391/CEE).

93/96/CEE: direttiva del Consiglio del 29 ottobre 1993, relativa al diritto di soggiorno degli studenti.

93/103/CE: direttiva del Consiglio del 23 novembre 1993, riguardante le prescrizioni minime di sicurezza e di salute per il lavoro a bordo delle navi da pesca (tredicesima direttiva particolare ai sensi dell'art. 16, paragrafo 1, della direttiva 89/391/CEE).

93/118/CE: direttiva del Consiglio del 22 dicembre 1993, che modifica la direttiva 85/73/CEE del Consiglio, relativa al finanziamento delle ispezioni e dei controlli sanitari delle carni fresche e delle carni di volatili da cortile.

93/119/CE: direttiva del Consiglio del 22 dicembre 993, relativa alla protezione degli animali durante la macellazione o l'abbattimento.

94/33/CE: direttiva del Consiglio del 22 giugno 1994, relativa alla protezione dei giovani sul lavoro.

94/45/CE: direttiva del Consiglio del 22 settembre 1994, riguardante l'istituzione di un comitato aziendale europeo o di una procedura per l'informazione e la consultazione dei lavoratori nelle imprese e nei gruppi di imprese di dimensioni comunitarie.

94/47/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 26 ottobre 1994, concernente la tutela dell'acquirente per taluni aspetti dei contratti relativi all'acquisizione di un diritto di godimento a tempo parziale di beni immobili.

94/56/CE: direttiva del Consiglio del 21 novembre 1994, che stabilisce i principi fondamentali in materia di inchieste su incidenti e inconvenienti nel settore dell'aviazione civile.

94/57/CE: direttiva del Consiglio del 22 novembre 1994, relativa alle disposizioni ed alle norme comuni per gli organi che effettuano le ispezioni e le visite di controllo delle navi e per le pertinenti attività delle amministrazioni marittime.

94/63/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 20 dicembre 1994, sul controllo delle emissioni di composti organici volatili (COV) derivanti dal deposito della benzina e dalla sua distribuzione dai terminali alle stazioni di servizio.

94/64/CE: direttiva del Consiglio del 14 dicembre 1994, che modifica l'allegato della direttiva 85/73/CEE relativa al finanziamento delle ispezioni e dei controlli veterinari dei prodotti di origine animale di cui all'allegato *A* della direttiva 89/662/CEE e alla direttiva 90/675/CEE.

95/24/CE: direttiva del Consiglio del 22 giugno 1995, che modifica l'allegato della direttiva 85/73/CEE relativa al finanziamento delle ispezioni e dei controlli veterinari dei prodotti di origine animale contemplati nell'allegato *A* della direttiva 89/662/CEE e nella direttiva 90/675/CEE.

95/25/CE: direttiva del Consiglio del 22 giugno 1995, che modifica la direttiva 64/432/CEE relativa a problemi di polizia sanitaria in materia di scambi intracomunitari di animali della specie bovina e suina.

95/26/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 29 giugno 1995, che modifica le direttive 77/780/CEE e 89/646/CEE relative agli enti creditizi, le direttive 73/239/CEE e 92/49/CEE relative alle assicurazioni diverse dalle assicurazioni sulla vita, le direttive 79/267/CEE e 92/96/CEE relative alle assicurazioni sulla vita, la direttiva 93/22/CEE relativa ai servizi di investimento e la direttiva 85/611/CEE in materia di taluni organismi di investimento collettivo in valori mobiliari (OICVM) al fine di rafforzare la vigilanza prudenziale.

95/29/CE: direttiva del Consiglio del 29 giugno 1995, che modifica la direttiva 91/628/CEE relativa alla protezione degli animali durante il trasporto.

95/47/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 24 ottobre 1995, relativa all'impiego di norme per l'emissione di segnali televisivi.

95/53/CE: direttiva del Consiglio del 25 ottobre 1995, che fissa i principi relativi all'organizzazione dei controlli ufficiali nel settore dell'alimentazione animale.

95/58/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 29 novembre 1995, che modifica la direttiva 79/581/CEE concernente l'indicazione dei prezzi dei prodotti alimentari ai fini della protezione dei consumatori e la direttiva 88/314/CEE concernente l'indicazione dei prezzi dei prodotti non alimentari ai fini della protezione dei consumatori.

95/60/CE: direttiva del Consiglio del 27 novembre 1995, sulla marcatura fiscale dei gasoli e del petrolio lampante.

95/63/CE: direttiva del Consiglio del 5 dicembre 1995, che modifica la direttiva 89/655/CEE relativa ai requisiti minimi di sicurezza e di salute per l'uso delle attrezzature di lavoro da parte dei lavoratori durante il lavoro (seconda direttiva particolare a norma dell'art. 16, paragrafo 1, della direttiva 89/391/CEE).

95/69/CE: direttiva del Consiglio del 22 dicembre 1995, che fissa le condizioni e le modalità per il riconoscimento e la registrazione di taluni stabilimenti e intermediari operanti nel settore dell'alimentazione degli animali e che modifica le direttive 70/524/CEE, 74/63/CEE, 79/373/CEE e 82/471/CEE.

96/9/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio dell'11 marzo 1996, relativa alla tutela giuridica delle banche di dati.

96/17/CE: direttiva del Consiglio del 19 marzo 1996, che modifica l'allegato della direttiva 85/73/CEE relativa al finanziamento delle ispezioni e dei controlli veterinari dei prodotti di origine animale contemplati nell'allegato *A* della direttiva 89/662/CEE e nella direttiva 90/675/CEE.

96/22/CE: direttiva del Consiglio del 29 aprile 1996, concernente il divieto d'utilizzazione di talune sostanze ad azione ormonica, tireostatica e delle sostanze «Beta-agoniste» nelle produzioni animali e che abroga le direttive 81/602/CEE, 88/146/CEE e 88/299/CEE.

96/23/CE: direttiva del Consiglio del 29 aprile 1996, concernente le misure di controllo su talune sostanze e sui loro residui negli animali vivi e nei loro prodotti e che abroga le direttive 85/358/CEE e 86/469/CEE e le decisioni 89/187/CEE e 91/664/CEE.

96/24/CE: direttiva del Consiglio del 29 aprile 1996, che modifica la direttiva 79/373/CEE relativa alla commercializzazione dei mangimi composti.

96/25/CE: direttiva del Consiglio del 29 aprile 1996, relativa alla circolazione di materie prime per mangimi, che modifica le direttive 70/524/CEE, 74/63/CEE, 82/471/CEE e 93/74/CEE e che abroga la direttiva 77/101/CEE.

96/43/CE: direttiva del Consiglio del 26 giugno 1996, che modifica e codifica la direttiva 85/73/CEE per assicurare il finanziamento delle ispezioni e dei controlli veterinari degli animali vivi e di taluni prodotti di origine animale, e che modifica le direttive 90/675/CEE e 91/496/CEE.

96/49/CE: direttiva del Consiglio del 23 luglio 1996, per il ravvicinamento delle legislazioni degli Stati membri relative al trasporto di merci pericolose per ferrovia.

96/59/CE: direttiva del Consiglio del 16 settembre 1996, concernente lo smaltimento dei policlorodifenili e dei policlorotrifenili (PCB/PCT).

96/61/CE: direttiva del Consiglio del 24 settembre 1996, sulla prevenzione e la riduzione integrate dell'inquinamento.

96/62/CE: direttiva del Consiglio del 27 settembre 1996, in materia di valutazione e di gestione della qualità dell'aria ambiente.

96/67/CE: direttiva del Consiglio del 15 ottobre 1996, relativa all'accesso al mercato dei servizi di assistenza a terra negli aeroporti della Comunità.

96/70/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 28 ottobre 1996, che modifica la direttiva 80/777/CEE del Consiglio in materia di ravvicinamento delle legislazioni degli Stati membri sull'utilizzazione e la commercializzazione delle acque minerali naturali.

96/74/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 16 dicembre 1996, relativa alle denominazioni del settore tessile.

96/82/CE: direttiva del Consiglio del 9 dicembre 1996, sul controllo dei pericoli di incidenti rilevanti connessi con determinate sostanze pericolose.

96/87/CE: direttiva della Commissione del 13 dicembre 1996, che adegua al progresso tecnico la direttiva 96/49/CE del Consiglio per il ravvicinamento delle legislazioni degli Stati membri relative al trasporto di merci pericolose per ferrovia.

96/90/CE: direttiva del Consiglio del 17 dicembre 1996, che modifica la direttiva 92/118/CEE che stabilisce le condizioni sanitarie e di polizia sanitaria per gli scambi e le importazioni nella Comunità di prodotti non soggetti, per quanto riguarda tali condizioni, alle normative comunitarie specifiche di cui all'allegato *A,* capitolo I, della direttiva 89/662/CEE e, per quanto riguarda i patogeni, alla direttiva 90/425/CEE.

96/92/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 19 dicembre 1996, concernente norme comuni per il mercato interno dell'energia elettrica.

96/97/CE: direttiva del Consiglio del 20 dicembre 1996, che modifica la direttiva 86/378/CEE relativa all'attuazione del principio della parità di trattamento tra gli uomini e le donne nei regimi professionali di sicurezza sociale.

97/2/CE: direttiva del Consiglio del 20 gennaio 1997, recante modifica della direttiva 91/629/CEE che stabilisce le norme minime per la protezione dei vitelli.

97/3/CE: direttiva del Consiglio del 20 gennaio 1997, che modifica la direttiva 77/93/CEE concernente le misure di protezione contro l'introduzione nella Comunità di organismi nocivi ai vegetali o ai prodotti vegetali e contro la loro diffusione nella Comunità.

97/5/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 27 gennaio 1997, sui bonifici transfrontalieri.

97/7/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 20 maggio 1997, riguardante la protezione dei consumatori in materia di contratti a distanza.

97/9/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 3 marzo 1997, relativa ai sistemi di indennizzo degli investitori.

97/12/CE: direttiva del Consiglio del 17 marzo 1997, che modifica e aggioma la direttiva 64/432/CEE relativa ai problemi di polizia sanitaria in materia di scambi intracomunitari di animali delle specie bovina e suina».

— La legge 26 novembre 1973, n. 883, reca: «Disciplina delle denominazioni e della etichettatura dei prodotti tessili».

Nota all'art. 15:

— Si riporta il testo dell'art. 16 della citata legge 24 novembre 1981, n. 689, recante «Modifiche al sistema penale»:

«Art. 16 *(Pagamento in misura ridotta).* — 1. È ammesso il pagamento di una somma in misura ridotta pari alla terza parte del massimo della sanzione prevista per la violazione commessa, o, se più favorevole e qualora sia stabilito il minimo della sanzione edittale, pari al doppio del relativo importo, oltre alle spese del procedimento, entro il termine di sessanta giorni dalla contestazione immediata o, se questa non vi è stata, dalla notificazione degli estremi della violazione.

Nei casi di violazione del testo unico delle norme sulla circolazione stradale e dei regolamenti comunali e provinciali continuano ad applicarsi, rispettivamente l'art. 138 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 15 giugno 1959, n. 393, con le modifiche apportate dall'art. 11 della legge 14 febbraio 1974, n. 62, e l'art. 107 del testo unico delle leggi comunali e provinciali approvato con regio decreto 3 marzo 1934, n. 383.

Il pagamento in misura ridotta è ammesso anche nei casi in cui le norme antecedenti all'entrata in vigore della presente legge non consentivano l'oblazione».

Note all'art. 16:

— L'art. 5 e l'allegato *D,* della citata legge 24 aprile 1998, n. 128, così recitano:

«Art. 5 *(Attuazione di direttive comunitarie con regolamento autorizzato).* — 1. Il Governo è autorizzato a dare attuazione alle direttive comprese nell'elenco di cui all'allegato *C* con uno o più regolamenti ai sensi dell'art. 17, comma 2, della legge 23 agosto 1988, n. 400, adottati previo parere delle Commissioni parlamentari e del Consiglio di Stato, attenendosi a principi e criteri direttivi corrispondenti a quelli enunciati nelle lettere *b), e), f)* e *g)* del comma 1 dell'art. 2.

2. Fermo restando il disposto dell'art. 5, comma 1, della legge 9 marzo 1989, n. 86, i regolamenti di cui al comma l del presente articolo possono altresì, per tutte le materie non coperte da riserva assoluta di legge, dare attuazione alle direttive, anche se precedentemente trasposte, di cui le direttive comprese nell'allegato *C* costituiscano la modifica, l'aggiornamento od il completamento.

3. Ove le direttive cui essi danno attuazione prescrivano di adottare discipline sanzionatorie, il Governo, in deroga a quanto stabilito nell'art. 8, può prevedere nei regolamenti di cui al comma 1, per le fattispecie individuate dalle direttive stesse, adeguate sanzioni amministrative, che dovranno essere determinate in ottemperanza ai principi stabiliti in materia dalla lettera *c)* del comma l dell'art. 2».

«ALLEGATO *D*

93/120/CE: direttiva del Consiglio del 22 dicembre 1993, che modifica la direttiva 90/539/CEE relativa alle norme di polizia sanitaria per gli scambi intracomunitari e le importazioni in provenienza dai Paesi terzi di pollame e uova da cova.

93/121/CE: direttiva del Consiglio del 22 dicembre 1993, che modifica la direttiva 91/494/CEE relativa alle norme di polizia sanitaria per gli scambi intracomunitari e le importazioni in provenienza dai Paesi terzi di carni fresche di volatili da cortile.

94/2/CE: direttiva della Commissione del 21 gennaio 1994, che stabilisce modalità d'applicazione della direttiva 92/75/CEE per quanto riguarda l'etichettatura indicante il consumo d'energia dei frigoriferi elettrodomestici, dei congelatori elettrodomestici e delle relative combinazioni.

94/48/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 7 dicembre 1994, recante tredicesima modifica della direttiva 76/769/CEE concernente il ravvicinamento delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative degli Stati membri relative alla limitazione dell'immissione sul mercato e dell'uso di talune sostanze e preparati pericolosi.

94/49/CE: direttiva della Commissione dell'11 novembre 1994, che aggiorna l'elenco degli enti di cui alla direttiva 91/296/CEE del Consiglio concernente il transito di gas naturale sulle grandi reti.

94/59/CE: direttiva della Commissione del 2 dicembre 1994, recante terza modifica degli allegati della direttiva 77/96/CEE del Consiglio concernente la ricerca delle trichine all'importazione dai Paesi terzi di carni fresche provenienti da animali domestici della specie suina.

94/60/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 20 dicembre 1994, recante quattordicesima modifica della direttiva 76/769/CEE concernente il ravvicinamento delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative degli Stati membri relative alla limitazione dell'immissione sul mercato e dell'uso di talune sostanze e preparati pericolosi.

94/65/CE: direttiva del Consiglio del 14 dicembre 1994, che stabilisce i requisiti applicabili all'immissione sul mercato di carni macinate e di preparazioni di carni.

94/67/CE: direttiva del Consiglio del 16 dicembre 1994, sull'incenerimento dei rifiuti pericolosi.

94/70/CE: direttiva del Consiglio del 13 dicembre 1994, che modifica la direttiva 92/120/CEE del Consiglio relativa alla concessione di deroghe temporanee e limitate alle norme sanitarie specifiche per la produzione e la commercializzazione di alcuni prodotti di origine animale.

95/5/CE: direttiva del Consiglio del 27 febbraio 1995, che modifica la direttiva 92/120/CEE relativa alla concessione di deroghe temporanee e limitate alle norme sanitarie comunitarie specifiche per la produzione e la commercializzazione di alcuni prodotti di origine animale.

95/12/CE: direttiva della Commissione del 23 maggio 1995, che stabilisce le modalità d'applicazione della direttiva 92/75/CEE per quanto riguarda l'etichettatura indicante il consumo di energia delle lavatrici ad uso domestico.

95/13/CE: direttiva della Commissione del 23 maggio 1995, che stabilisce le modalità d'applicazione della direttiva 92/75/CEE per quanto riguarda l'etichettatura indicante il consumo di energia delle asciugabiancheria ad uso domestico.

95/21/CE: direttiva del Consiglio del 19 giugno 1995, relativa all'attuazione di norme internazionali per la sicurezza delle navi, la prevenzione dell'inquinamento e le condizioni di vita e di lavoro a bordo, per le navi che approdano nei porti comunitari e che navigano nelle acque sotto la giurisdizione degli Stati membri (controllo dello Stato di approdo).

95/27/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 29 giugno 1995, che modifica la direttiva 86/662/CEE del Consiglio per la limitazione del rumore prodotto dagli escavatori idraulici e a funi, apripiste e pale caricatrici.

95/30/CE: direttiva della Commissione del 30 giugno 1995, recante adeguamento al progresso tecnico della direttiva 90/679/CEE del Consiglio relativa alla protezione dei lavoratori contro i rischi derivanti da un'esposizione ad agenti biologici durante il lavoro (settima direttiva particolare ai sensi dell'art. 16, paragrafo 1, della direttiva 89/39/CEE).

95/491/CE: direttiva della Commissione del 26 settembre 1995, che aggiorna l'elenco degli enti di cui alla direttiva 91/296/CEE concernente il transito di gas naturale sulle grandi reti.

95/57/CE: direttiva del Consiglio del 23 novembre 1995, relativa alla raccolta di dati statistici nel settore del turismo.

95/64/CE: direttiva del Consiglio dell'8 dicembre 1995, concernente la rilevazione statistica dei trasporti di merci e di passeggeri via mare.

95/71/CE: direttiva del Consiglio del 22 dicembre 1995, che modifica l'allegato alla direttiva 91/493/CEE che stabilisce le norme sanitarie applicabili alla produzione e alla commercializzazione dei prodotti della pesca.

96/4/CE: direttiva della Commissione del 16 febbraio 1996, che modifica la direttiva 91/321/CEE sugli alimenti per lattanti e gli alimenti di proseguimento.

96/6/CE: direttiva della Commissione del 16 febbraio 1996, che modifica la direttiva 74/63/CEE del Consiglio relativa alle sostanze ed ai prodotti indesiderabili nell'alimentazione degli animali.

96/8/CE: direttiva della Commissione del 26 febbraio 1996, sugli alimenti destinati a diete ipocaloriche volte alla riduzione del peso.

96/16/CE: direttiva del Consiglio del 19 marzo 1996, relativa alle indagini statistiche da effettuare nel settore del latte e dei prodotti lattiero-caseari.

96/26/CE: direttiva del Consiglio del 29 aprile 1996, riguardante l'accesso alla professione di trasportatore su strada di merci e di viaggiatori, nonché il riconoscimento reciproco di diplomi, certificati e altri titoli allo scopo di favorire l'esercizio della libertà di stabilimento di detti trasportatori nel settore dei trasporti nazionali ed internazionali.

96/40/CE: direttiva della Commissione del 25 giugno 1996, che istituisce un modello comune di documento di identità per gli ispettori incaricati del controllo dello Stato di approdo.

96/45/CE: settima direttiva della Commissione del 2 luglio 1996, relativa ai metodi di analisi necessari alla verifica della composizione dei prodotti cosmetici.

96/47/CE: direttiva del Consiglio del 23 luglio 1996, che modifica la direttiva 91/439/CEE concernente la patente di guida.

96/51/CE: direttiva del Consiglio del 23 luglio 1996, che modifica la direttiva 70/524/CEE relativa agli additivi nell'alimentazione degli animali.

96/53/CE: direttiva del Consiglio del 25 luglio 1996, che stabilisce, per taluni veicoli stradali che circolano nella Comunità, le dimensioni massime autorizzate nel traffico nazionale e internazionale e i pesi massimi autorizzati nel traffico internazionale.

96/55/CE: direttiva della Commissione del 4 settembre 1996, che adegua per la seconda volta al progresso tecnico l'allegato I della direttiva 76/769/CEE del Consiglio concernente il ravvicinamento delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative degli Stati membri relative alle restrizioni in materia di immissione sul mercato e di uso di talune sostanze e preparati pericolosi (solventi clorurati.

96/57/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 3 settembre 1996, sui requisiti di rendimento energetico di frigoriferi, congelatori e loro combinazioni di uso domestico.

96/60/CE: direttiva della Commissione del 19 settembre 1996, recante modalità d'applicazione della direttiva 92/75/CEE del Consiglio per quanto riguarda l'etichettatura indicante il consumo di energia delle lavasciuga biancheria domestiche.

96/63/CE: direttiva della Commissione del 30 settembre 1996, che modifica la direttiva 76/432/CEE del Consiglio concernente il ravvicinamento delle legislazioni degli Stati membri relative ai dispositivi di frenatura dei trattori agricoli o forestali a ruote.

96/65/CE: direttiva della Commissione dell'11 ottobre 1996, che adegua per la quarta volta al progresso tecnico la direttiva 88/379/CEE del Consiglio concernente il ravvicinamento delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative degli Stati membri, relative alla classificazione, all'imballaggio e all'etichettatura dei preparati pericolosi, e che modifica la direttiva 91/442/CEE relativa ai preparati pericolosi i cui imballaggi debbono essere muniti di chiusura di sicurezza per bambini.

96/66/CE: direttiva della Commissione del 14 ottobre 1996, che modifica la direttiva 70/524/CEE del Consiglio relativa agli additivi nell'alimentazione degli animali.

96/68/CE: direttiva della Commissione del 21 ottobre 1996, che modifica la direttiva 91/414/CEE del Consiglio relativa all'immissione in commercio dei prodotti fitosanitari.

96/69/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio dell'8 ottobre 1996, che modifica la direttiva 70/220/CEE concernente il ravvicinamento delle legislazioni degli Stati membri relative alle misure da adottare contro l'inquinamento atmosferico con le emissioni dei veicoli a motore.

96/73/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 16 dicembre 1996, relativa a taluni metodi di analisi quantitativa di mischie binarie di fibre tessili.

96/83/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 19 dicembre 1996, che modifica la direttiva 94/35/CE sugli edulcoranti destinati ad essere utilizzati nei prodotti alimentari.

96/84/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 19 dicembre 1996, che modifica la direttiva 89/398/CEE, relativa al ravvicinamento delle legislazioni degli Stati membri concernenti i prodotti alimentari destinati ad un'alimentazione particolare.

96/85/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 19 dicembre 1996, che modifica la direttiva 95/2/CE relativa agli additivi alimentari diversi dai coloranti e dagli edulcoranti.

96/89/CE: direttiva della Commissione del 17 dicembre 1996, che modifica la direttiva 95/12/CE che stabilisce le modalità d'applicazione della direttiva 92/75/CEE per quanto riguarda l'etichettatura indicante il consumo di energia delle lavatrici ad uso domestico.

96/91/CE: direttiva del Consiglio del 17 dicembre 1996, che modifica la direttiva 72/462/CEE concernente problemi sanitari e di polizia sanitaria all'importazione di animali delle specie bovina, ovina, caprina e suina, di carni fresche o di prodotti a base di carne in provenienza da Paesi terzi.

96/93/CE: direttiva del Consiglio del 17 dicembre 1996, relativa alla certificazione di animali e di prodotti di origine animale.

96/94/CE: direttiva della Commissione del 18 dicembre 1996, che fissa un secondo elenco di valori limite indicativi in applicazione della direttiva 80/1107/CEE del Consiglio sulla protezione dei lavoratoi contro i rischi derivanti dall'esposizione ad agenti chimici, fisici e biologici durante il lavoro.

96/96/CE: direttiva del Consiglio del 20 dicembre 1996, concernente il ravvicinamento delle legislazioni degli Stati membri relative al controllo tecnico dei veicoli a motore e dei loro rimorchi.

97/8/CE: direttiva della Commissione del 7 febbraio 1997, che modifica la direttiva 74/63/CEE del Consiglio relativa alle sostanze ed ai prodotti indesiderabili nell'alimentazione degli animali.

97/10/CE: direttiva della Commissione del 26 febbraio 1997, che adegua per la terza volta al progresso tecnico l'allegato I della direttiva 76/769/CEE del Consiglio concernente il ravvicinamento delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative degli Stati membri relative alle restrizioni in materia di immissione sul mercato e di uso di talune sostanze e preparati pericolosi.

97/16/CE: direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio del 10 aprile 1997, recante la quindicesima modifica della direttiva 76/769/CEE del Consiglio concernente la limitazione dell'immissione sul mercato e dell'uso di talune sostanze e preparati pericolosi.

97/17/CE: direttiva della Commissione del 16 aprile 1997, che stabilisce le modalità di applicazione della direttiva 92/75/CEE per quanto riguarda l'etichettatura indicante il consumo di energia della lavastoviglie ad uso domestico.

97/18/CE: direttiva della Commissione del 17 aprile 1997, che rinvia la data a partire dalla quale sono vietate le sperimentazioni su animali di ingredienti o combinazioni di ingredienti di prodotti cosmetici.

97/19/CE: direttiva della Commissione del 18 aprile 1997, che adegua al progresso tecnico la direttiva 70/221/CEE del Consiglio concernente il ravvicinamento delle legislazioni degli Stati membri relative ai serbatoi di carburante liquido ed ai dispositivi di protezione posteriore antincastro dei veicoli a motore dei loro rimorchi.

97/20/CE: direttiva della Commissione del 18 aprile 1997, che adegua al progresso tecnico la direttiva 72/306/CEE del Consiglio per il ravvicinamento delle legislazioni degli Stati membri relative alle misure da adottare contro l'inquinamento prodotto dai motori diesel destinati alla propulsione dei veicoli.

97/26/CE: direttiva del Consiglio del 2 giugno 1997, che modifica la direttiva 9l/439/CEE concernente la patente di guida.

97/28/CE: direttiva della Commissione dell'11 giugno 1997, che adegua al progresso tecnico direttiva 76/756/CEE del Consiglio relativa all'installazione dei dispositivi di illuminazione e segnalazione luminosa dei veicoli a motore e dei loro rimorchi.

97/29/CE: direttiva della Commissione dell'11 giugno 1997, che adegua al progresso tecnico la direttiva 76/757/CEE del Consiglio relativa ai catadiottri dei veicoli a motore e dei loro rimorchi.

97/30/CE: direttiva della Commissione dell'11 giugno 1997, che adegua al progresso tecnico la direttiva 76/758/CEE del Consiglio relativa alle luci di ingombro, alle luci di posizione anteriori, alle luci di posizione posteriori e alle luci di arresto dei veicoli a motore e dei loro rimorchi.

97/31/CE: direttiva della Commissione dell'11 giugno 1997, che adegua al progresso tecnico la direttiva 76/760/CEE del Consiglio relativa ai dispositivi di illuminazione della targa d'immatricolazione posteriore dei veicoli a motore e dei loro rimorchi.

97/32/CE: direttiva della Commissione dell'11 giugno 1997, che adegua al progresso tecnico la direttiva 77/539/CEE del Consiglio relativa ai proiettori di retromarcia dei veicoli a motore e dei loro rimorchi.

97/37/CE: direttiva della Commissione del 19 giugno 1997, recante adattamenti al progresso tecnico degli allegati I e II della direttiva 96/74/CE del Parlamento europeo e del Consiglio sulle denominazioni del settore tessile.

97/38/CE: direttiva della Commissione del 20 giugno 1997, che modifica l'allegato *C* della direttiva 92/51/CEE del Consiglio relativa ad un secondo sistema generale di riconoscimento della formazione professionale, che integra la direttiva 89/48/CEE del Consiglio.

97/39/CE: 21ª direttiva della Commissione del 24 giugno 1997, che adegua al progresso tecnico la direttiva 75/443/CEE del Consiglio relativa alla retromarcia e al tachimetro (indicatore di velocità) dei veicoli a motore.

97/45/CE: direttiva della Commissione del 14 luglio 1997, che adegua al progresso tecnico gli allegati II, III, VI e VII della direttiva 76/768/CEE concernente il ravvicinamento delle legislazioni degli Stati membri relative ai prodotti cosmetici.

97/47/CE: direttiva della Commissione del 28 luglio 1997, che modifica gli allegati delle direttive 77/101/CEE, 79/373/CEE e 91/357/CEE del Consiglio.

97/48/CE: direttiva della Commissione del 29 luglio 1997, che modifica per la seconda volta la direttiva 82/711/CEE del Consiglio che fissa le norme di base necessarie per la verifica della migrazione dei costituenti dei materiali e degli oggetti di materia plastica destinati a venire a contatto con i prodotti alimentari».

— La direttiva 97/37/CE è pubblicata in G.U.C.E. L 169 del 27 giugno 1997.

Note all'art. 17:

— Per la legge 26 novembre 1973, n. 883 si veda nelle note alle premesse.

— Il decreto del Presidente della Repubblica 30 aprile 1976, n. 515, reca: «Regolamento di esecuzione della legge 26 novembre 1973, n. 883, sulla etichettatura dei prodotti tessili».

— Il decreto del Ministro dell'industria del 12 ottobre 1987, n. 482, reca: «Modificazioni all'allegato *B* della legge 26 novembre 1973, n. 883, sulla disciplina delle denominazioni e dell'etichettatura dei prodotti tessili».

99G0271

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 31 maggio 1999, n. **195**

Regolamento recante disposizioni concernenti i tempi e le modalità di applicazione degli studi di settore.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'articolo 87, comma quinto, della Costituzione;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 600, concernente disposizioni comuni in materia di accertamento delle imposte sui redditi;

Visto l'articolo 62-*bis* del decreto-legge 30 agosto 1993, n. 331, convertito, con modificazioni, dalla legge 29 ottobre 1993, n. 427, che prevede, da parte degli uffici del dipartimento delle entrate del Ministero delle finanze, l'elaborazione di appositi studi di settore in relazione ai vari settori economici;

Visto l'articolo 3, comma 121, della legge 23 dicembre 1996, n. 662, il quale stabilisce che i soggetti che hanno dichiarato ricavi derivanti dall'esercizio di attività di impresa di cui all'articolo 53, comma 1, ad esclusione di quelli indicati alla lettera *c)*, del testo unico delle imposte sui redditi, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 22 dicembre 1986, n. 917, o compensi derivanti dall'esercizio di arti e professioni di ammontare non superiore a lire dieci miliardi sono tenuti a fornire all'amministrazione finanziaria i dati contabili ed extracontabili necessari per l'elaborazione degli studi di settore;

Visti i decreti del Ministro delle finanze 18 aprile 1997, pubblicato nel supplemento ordinario n. 110 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 125 del 31 maggio 1997, 12 giugno 1997, pubblicato nel supplemento ordinario n. 131 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 150 del 30 giugno 1997, 3 luglio 1997, pubblicato nel supplemento ordinario n. 153 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 176 del 30 luglio 1997, 5 dicembre 1997, pubblicato nel supplemento ordinario n. 254 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 299 del 24 dicembre 1997, 10 febbraio 1998, pubblicato nel supplemento ordinario n. 43 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 61 del 14 marzo 1998, concernenti l'approvazione di questionari per gli studi di settore relativi ad attività imprenditoriali nel settore delle manifatture, dei servizi, del commercio e ad attività professionali;

Visto il decreto direttoriale 10 agosto 1998, pubblicato nel supplemento ordinario n. 145 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 201 del 29 agosto 1998, concernente l'approvazione di questionari per gli studi di settore relativi ad attività imprenditoriali nel settore delle manifatture, dei servizi, del commercio e ad attività professionali;

Vista la legge 8 maggio 1998, n. 146, recante disposizioni per la semplificazione e la razionalizzazione del sistema tributario e per il funzionamento dell'amministrazione finanziaria, nonché disposizioni varie di carattere finanziario;

Visto, in particolare, l'articolo 10, comma 9, della citata legge n. 146 del 1998, il quale prevede che con i regolamenti previsti dall'articolo 3, comma 136, della legge 23 dicembre 1996, n. 662, sono disciplinati i tempi e le modalità di applicazione degli studi di settore, anche in deroga al comma 10, dello stesso articolo 10 ed al comma 125, dell'articolo 3 della citata legge n. 662 del 1996;

Visto l'articolo 3, comma 136, della legge 23 dicembre 1996, n. 662, il quale stabilisce che la semplificazione e la razionalizzazione delle procedure di attuazione delle norme tributarie, gli adempimenti contabili e formali dei contribuenti sono disciplinati con regolamenti da emanare ai sensi dell'articolo 17, comma 2, della legge 23 agosto 1988, n. 400, tenuto conto dell'adozione di nuove tecnologie per il trattamento e la conservazione delle informazioni e del progressivo sviluppo degli studi di settore;

Visto l'articolo 17, comma 2, della legge 23 agosto 1988, n. 400;

Udito il parere del Consiglio di Stato, espresso dalla sezione consultiva per gli atti normativi nell'adunanza del 12 aprile 1999;

Considerato che il rilievo del Consiglio di Stato in base al quale nell'articolo 1, comma 1, andrebbe sostituita l'espressione: «a partire dagli» con l'articolo: «agli» non può essere recepito in quanto gli studi di settore si applicano agli accertamenti relativi al periodo d'imposta nel quale entrano in vigore gli studi stessi e a quelli successivi;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri, adottata nella riunione del 21 maggio 1999.

Sulla proposta del Ministro delle finanze;

E M A N A

il seguente regolamento:

Art. 1.

Applicazione degli studi di settore

1. Le disposizioni previste nell'articolo 10, commi da 1 a 6, della legge 8 maggio 1998, n. 146, si applicano a partire dagli accertamenti relativi al periodo d'imposta nel quale entrano in vigore gli studi di settore. Tali disposizioni si applicano anche nel caso in cui gli studi di settore siano pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* entro il 31 marzo del periodo d'imposta successivo a quello di entrata in vigore.

2. Le disposizioni di cui all'articolo 10, comma 8, della citata legge n. 146 del 1998, si applicano a decorrere dal periodo di imposta successivo a quello di entrata in vigore degli studi.

Art. 2.

Adeguamento alle risultanze degli studi di settore

1. Per il primo periodo d'imposta in cui trova applicazione lo studio di settore, ovvero le modifiche conseguenti alla revisione del medesimo, non si applicano sanzioni e interessi nei confronti dei contribuenti che indicano nella dichiarazione dei redditi ricavi o compensi non annotati nelle scritture contabili per adeguare i ricavi o i compensi a quelli derivanti dall'applicazione dei predetti studi di settore.

2. Per il primo periodo d'imposta in cui trova applicazione lo studio di settore, ovvero le modifiche conseguenti alla revisione del medesimo, l'adeguamento al volume di affari risultante dalla applicazione degli studi di settore può essere operato, ai fini dell'imposta sul valore aggiunto, senza applicazione di sanzioni e interessi, effettuando il versamento della relativa imposta entro il termine di presentazione della dichiarazione dei redditi.

Art. 3.

Comunicazione dei dati rilevanti ai fini dell'applicazione degli studi di settore

1. Con i decreti di approvazione degli studi di settore sono stabiliti i termini e le modalità con cui i contribuenti comunicano all'amministrazione finanziaria i dati rilevanti ai fini dell'applicazione e della regione degli studi stessi.

Art. 4.

Applicazione dei parametri

1. Nei confronti dei contribuenti esercenti attività d'impresa o arti e professioni per le quali non risultano approvati gli studi di settore ovvero, ancorché approvati, operano condizioni di inapplicabilità non estensibili ai parametri individuate nei decreti di approvazione degli stessi studi di settore, si applicano le disposizioni di cui ai commi da 181 a 187 dell'articolo 3 della legge 28 dicembre 1995, n. 549, riguardanti gli accertamenti effettuati in base a parametri, anche per gli accertamenti relativi ai periodi di imposta successivi al 1997. Le medesime disposizioni si applicano per i contribuenti con periodo di imposta non coincidente con l'anno solare, per gli accertamenti relativi ai periodi d'imposta successivi al terzo di durata pari a dodici mesi chiuso successivamente al 30 giugno 1995. I parametri non trovano comunque applicazione nei confronti dei soggetti per i quali operano le cause di esclusione dagli accertamenti basati sugli studi di settore previste dall'articolo 10 della legge 8 maggio 1998, n. 146.

2. Gli accertamenti di cui al comma 1 non possono essere effettuati nei confronti dei contribuenti che indicano nella dichiarazione dei redditi ricavi o compensi di ammontare non inferiore a quello derivante dall'applicazione dei parametri. Ai fini dell'imposta sul valore aggiunto l'adeguamento al volume di affari risultante dalla applicazione dei parametri può essere operato, senza applicazione di sanzioni e interessi, effettuando il versamento della relativa imposta entro il termine di presentazione della dichiarazione dei redditi. I maggiori corrispettivi devono essere annotati, entro il suddetto termine, in un'apposita sezione del registro previsto dall'articolo 23 o dall'articolo 24 del decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 633.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 maggio 1999

CIAMPI

D'ALEMA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

VISCO, *Ministro delle finanze*

Visto *il Guardasigilli:* DILIBERTO
Registrato alla Corte dei conti il 18 giugno 1999
Atti di Governo, registro n. 116, foglio n. 25

NOTE

AVVERTENZA:

Il testo delle note qui pubblicato è stato redatto dall'amministrazione competente per materia, ai sensi dell'art. 10, comma 3, del testo unico delle disposizioni sulla promulgazione delle leggi, sull'emanazione dei decreti del Presidente della Repubblica e sulle pubblicazioni ufficiali della Repubblica italiana, approvato con D.P.R. 28 dicembre 1985, n. 1092, al solo fine di facilitare la lettura delle disposizioni di legge alle quali è operato il rinvio. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

Note alle premesse:

— L'art. 87, comma quinto, della Costituzione conferisce al Presidente della Repubblica il potere di promulgare le leggi e di emanare i decreti aventi valore di legge e i regolamenti.

— Il decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 600, reca: «Disposizioni comuni in materia di accertamento delle imposte sui redditi».

— Si riporta il testo dell'art. 62-*bis* del decreto-legge 30 agosto 1993, n. 331, convertito, con modificazioni, nella legge 29 ottobre 1993, n. 427:

«Art. 62-*bis (Studi di settore)*. — 1. Gli uffici del Dipartimento delle entrate del Ministero delle finanze, sentite le associazioni professionali e di categoria, elaborano, entro il 31 dicembre 1995, in relazione ai vari settori economici, appositi studi di settore al fine di rendere più efficace l'azione accertatrice e di consentire una più articolata determinazione dei coefficienti presuntivi di cui all'art. 11 del decreto-legge 2 marzo 1989, n. 69, convertito, con modificazioni, dalla legge 27 aprile 1989, n. 154, e successive modificazioni. A tal fine gli stessi uffici identificano campioni significativi di contribuenti appartenenti ai medesimi settori da sottoporre a controllo allo scopo di individuare elementi caratterizzanti l'attività esercitata con particolare riferimento agli acquisti di beni e servizi, ai prezzi medi praticati, ai consumi di materie prime e sussidiarie, al capitale investito, all'impiego di attività lavorativa, ai beni strumentali impiegati, alla localizzazione dell'attività e ad altri elementi significativi in relazione all'attività esercitata. Gli studi di settore sono approvati con decreti del Ministro delle finanze, da pubblicare nella *Gazzetta Ufficiale* entro il 31 dicembre 1995, possono essere soggetti a revisione ed hanno validità ai fini dell'accertamento a decorrere dal periodo di imposta 1995».

— Si riporta il testo dell'art. 3, comma 121, della legge 23 dicembre 1996, n. 662:

«121. I soggetti che hanno dichiarato per il periodo di imposta 1995 ricavi derivanti dall'esercizio dell'attività di impresa di cui all'art. 53, comma 1, ad esclusione di quelli indicati alla lettera *c)*, del testo unico delle imposte sui redditi, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 22 dicembre 1986, n. 917, o compensi derivanti dall'esercizio di arti e professioni di ammontare non superiore a lire dieci miliardi sono tenuti a fornire all'amministrazione finanziaria i dati contabili ed extra-contabili necessari per l'elaborazione degli studi di settore. Per la comunicazione di tali dati l'amministrazione finanziaria provvede ad inviare al domicilio fiscale del contribuente, sulla base degli ultimi dati disponibili presso l'anagrafe tributaria, appositi questionari, approvati con decreti del Ministro delle finanze, da pubblicare nella *Gazzetta Ufficiale*, che il contribuente deve ritrasmettere, dopo averli debitamente compilati, alla medesima amministrazione. All'adempimento non sono tenuti i contribuenti che hanno iniziato l'attività nel 1995 o hanno cessato la medesima successivamente al 31 dicembre 1994, quelli che nel 1995 si sono trovati in un periodo di non normale svolgimento dell'attività e quelli con periodo di imposta non coincidente con l'anno solare. In caso di mancato ricevimento del questionario ovvero di ricevimento di un questionario relativo ad una attività diversa da quella esercitata, i contribuenti devono provvedere autonomamente, anche utilizzando il modello di questionario pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*, a fornire i dati all'amministrazione finanziaria, indicando, comunque, il codice relativo all'attività effettivamente esercitata. La trasmissione del questionario contenente l'indicazione di un codice di attività diverso da quello già comunicato all'amministrazione finanziaria per il periodo di imposta 1995 produce gli stessi effetti della dichiarazione di cui all'art. 35, terzo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 633, e non si applicano, per il periodo di imposta 1995 e per i periodi di imposta precedenti, le sanzioni connesse alla mancata o errata comunicazione della variazione dei dati forniti con il medesimo questionario».

— Il decreto del Ministro delle finanze 18 aprile 1997, reca: «Approvazione di questionari per gli studi di settore relativi ad attività manifatturiere».

— Il decreto del Ministro delle finanze 12 giugno 1997, reca: «Approvazione di questionari per gli studi di settore relativi ad attività imprenditoriali nel settore dei servizi e ad attività professionali».

— Il decreto del Ministro delle finanze 3 luglio 1997, reca: «Approvazione di questionari per gli studi di settore relativi ad attività nel settore dei servizi e del commercio».

— Il decreto del Ministro delle finanze 5 dicembre 1997, reca: «Approvazione di questionari per gli studi di settore relativi ad attività imprenditoriali nel settore delle manifatture, dei servizi, del commercio e ad attività professionali».

— Il decreto del Ministro delle finanze 10 febbraio 1998, reca: «Approvazione di questionari per gli studi di settore relativi ad attività imprenditoriali nel settore delle manifatture, dei servizi, del commercio e ad attività professionali».

— Il decreto direttoriale 10 agosto 1998, reca: «Approvazione di questionari per gli studi di settore relativi ad attività imprenditoriali nel settore delle manifatture, dei servizi, del commercio e ad attività professionali».

— La legge 8 maggio 1998, n. 146, reca: «Disposizioni per la semplificazione e la razionalizzazione del sistema tributario e per il funzionamento dell'amministrazione finanziaria, nonché disposizioni varie di carattere finanziario».

— Si riporta il testo vigente dell'art. 10, comma 9, della legge n. 146 del 1998, come modificato dall'art. 21, comma 4, della legge 23 dicembre 1998, n. 448:

«4. Il comma 9 dell'art. 10 della legge 8 maggio 1998, n. 146, è sostituito dal seguente:

«9. Con i regolamenti previsti dall'art. 3, comma 136, della legge 23 dicembre 1996, n. 662, sono disciplinati i tempi e le modalità di applicazione degli studi di settore, anche in deroga al comma 10 del presente articolo ed al comma 125 dell'art. 3 della citata legge n. 662 del 1996».

— Si riporta il testo dell'art. 3, comma 136, della legge 23 dicembre 1996, n. 662:

«136. Al fine della razionalizzazione e della tempestiva semplificazione delle procedure di attuazione delle norme tributarie, gli adempimenti contabili e formali dei contribuenti sono disciplinati con regolamenti da emanare ai sensi dell'art. 17, comma 2, della legge 23 agosto 1988, n. 400, tenuto conto dell'adozione di nuove tecnologie per il trattamento e la conservazione delle informazioni e del progressivo sviluppo degli studi di settore».

— Si riporta il testo dell'art. 3, comma 125, della legge 23 dicembre 1996, n. 662:

«125. Le disposizioni di cui ai commi da 181 a 187 dell'art. 3 della legge 28 dicembre 1995, n. 549, riguardanti gli accertamenti effettuati in base a parametri, si applicano per gli accertamenti relativi ai periodi di imposta 1996 e 1997 ovvero, per i contribuenti con periodo di imposta non coincidente con l'anno solare, per gli accertamenti relativi al secondo e al terzo periodo di imposta di durata pari a dodici mesi chiusi successivamente al 30 giugno 1995. Per i menzionati periodi di imposta ai parametri approvati con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 29 gennaio 1996, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 25 del 31 gennaio 1996, saranno apportate modificazioni con riferimento alla voce "Valore dei beni strumentali", alla voce "Compensi" con esclusione della variabile "Spese per il personale" e al fattore di adeguamento».

— Si riporta il testo dell'art. 17, comma 2, della legge 23 agosto 1988, n. 400:

«2. Con decreto del Presidente della Repubblica, previa deliberazione del Consiglio dei Ministri, sentito il Consiglio di Stato, sono emanati i regolamenti per la disciplina delle materie, non coperte da riserva assoluta di legge prevista dalla Costituzione, per le quali le leggi della Repubblica, autorizzando l'esercizio della potestà regolamentare del Governo, determinano le norme generali regolatrici della materia e dispongono l'abrogazione delle norme vigenti, con effetto dall'entrata in vigore delle norme regolamentari».

Nota all'art. 1:

— Si riporta il testo vigente dell'art. 10, della legge n. 146 del 1998:

«Art. 10 *(Modalità di utilizzazione degli studi di settore in sede di accertamento)*. — 1. Gli accertamenti basati sugli studi di settore, di cui all'art. 62-*sexies* del decreto-legge 30 agosto 1993, n. 331, convertito, con modificazioni, dalla legge 29 ottobre 1993, n. 427, sono effettuati nei confronti dei contribuenti con periodo d'imposta pari a dodici mesi e con le modalità di cui al presente articolo.

2. Nei confronti degli esercenti attività d'impresa in regime di contabilità ordinaria per effetto di opzione e degli esercenti arti e professioni, la disposizione del comma 1 trova applicazione solo se in almeno due periodi d'imposta su tre consecutivi considerati, compreso quello da accertare, l'ammontare dei compensi o dei ricavi determinabili sulla base degli studi di settore risulta superiore all'ammontare dei compensi o ricavi dichiarati con riferimento agli stessi periodi d'imposta.

3. Indipendentemente da quanto previsto al comma 2, nei confronti dei contribuenti in regime di contabilità ordinaria, anche per effetto di opzione, l'ufficio procede ai sensi del comma 1 quando dal verbale di ispezione, redatto ai sensi dell'art. 33 del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 600, e successive modificazioni, risulta motivata l'inattendibilità della contabilità ordinaria in presenza di gravi contraddizioni o l'irregolarità delle scritture obbligatorie ovvero tra esse e i dati e gli elementi direttamente rilevati in base ai criteri stabiliti con il decreto del Presidente della Repubblica 16 settembre 1996, n. 570.

4. Le disposizioni dei commi 1, 2 e 3 del presente articolo non si applicano nei confronti dei contribuenti che hanno dichiarato ricavi di cui all'art. 53, comma 1, esclusi quelli di cui alla lettera *c)*, o compensi di cui all'art. 50, comma 1, del testo unico delle imposte sui redditi, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 22 dicembre 1986, n. 917, e successive modificazioni, di ammontare superiore al limite stabilito per ciascuno studio di settore dal relativo decreto di approvazione del Ministro delle finanze, da pubblicare nella *Gazzetta Ufficiale*. Tale limite non può, comunque, essere

superiore a 10 miliardi di lire. Le citate disposizioni non si applicano, altresì, ai contribuenti che hanno iniziato o cessato l'attività nel periodo d'imposta ovvero che non si trovano in un periodo di normale svolgimento dell'attività.

5. Ai fini dell'imposta sul valore aggiunto, all'ammontare dei maggiori ricavi o compensi, determinato sulla base dei predetti studi di settore, si applica, tenendo conto della esistenza di operazioni non soggette ad imposta ovvero soggette a regimi speciali, l'aliquota media risultante dal rapporto tra l'imposta relativa alle operazioni imponibili, diminuita di quella relativa alle cessioni di beni ammortizzabili, e il volume d'affari dichiarato.

6. La determinazione di maggiori ricavi, compensi e corrispettivi, conseguente esclusivamente all'applicazione degli accertamenti di cui al comma 1, non rileva ai fini dell'obbligo della trasmissione della notizia di reato ai sensi dell'art. 331 del codice di procedura penale.

7. Con decreto del Ministro delle finanze è istituita una commissione di esperti, designati dallo stesso Ministro tenuto anche conto delle segnalazioni delle organizzazioni economiche di categoria e degli ordini professionali. La commissione, prima dell'approvazione e della pubblicazione dei singoli studi di settore, esprime un parere in merito alla idoneità degli studi stessi a rappresentare la realtà cui si riferiscono. Non è previsto alcun compenso per l'attività consultiva dei componenti della commissione.

8. Con i decreti di approvazione degli studi di settore possono essere stabiliti criteri e modalità di annotazione separata dei componenti negativi e positivi di reddito rilevanti ai fini dell'applicazione degli studi stessi nei confronti dei soggetti che esercitano più attività.

9. Con i regolamenti previsti dall'art. 3, comma 136, della legge 23 dicembre 1996, n. 662, sono disciplinati i tempi e le modalità di applicazione degli studi di settore, anche in deroga al comma 10 del presente articolo ed al comma 125 dell'art. 3 della citata legge n. 662 del 1996.

10. Per il periodo d'imposta 1998, gli accertamenti di cui al comma 1 non possono essere effettuati nei confronti dei contribuenti che indicano nella dichiarazione dei redditi ricavi o compensi di ammontare non inferiore a quello derivante dall'applicazione degli studi di settore; in tal caso, si applicano le disposizioni di cui all'art. 55, quarto comma, del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 600, e successive modificazioni, ma non è dovuto il versamento della somma pari a un ventesimo dei ricavi o compensi non annotati, ivi previsto. Per il medesimo periodo di imposta, ai fini dell'imposta sul valore aggiunto, l'adeguamento al volume d'affari risultante dall'applicazione degli studi di settore può essere operato, senza applicazione di sanzioni e interessi, effettuando il versamento della relativa imposta entro il termine di presentazione della dichiarazione dei redditi; i maggiori corrispettivi devono essere annotati, entro il suddetto termine, in un'apposita sezione dei registri di cui agli articoli 23 e 24 del decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 633, e successive modificazioni.

11. Nell'art. 62-*bis*, comma 1, secondo periodo, del decreto-legge 30 agosto 1993, n. 331, convertito, con modificazioni, dalla legge 29 ottobre 1993, n. 427, sono soppresse le parole: "con particolare riferimento agli acquisti di beni e servizi, ai prezzi medi praticati, ai consumi di materie prime e sussidiarie, al capitale investito, all'impiego di attività lavorativa, ai beni strumentali impiegati, alla localizzazione dell'attività e ad altri elementi significativi in relazione all'attività esercitata".

12. L'elaborazione degli studi di settore, nonché ogni altra attività di studio e ricerca in materia tributaria possono essere affidate, in concessione, ad una società a partecipazione pubblica. Essa è costituita sotto forma di società per azioni di cui il Ministero delle finanze detiene una quota di capitale sociale non inferiore al 51 per cento. Dall'applicazione del presente comma non potranno derivare, per l'anno 1997, maggiori spese a carico del bilancio dello Stato; per ciascuno degli anni 1998 e 1999, le predette spese aggiuntive non potranno superare la somma di lire 2 miliardi alla quale si provvede mediante le maggiori entrate derivanti dalla presente legge. Il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio».

Nota all'art. 4:

— Si riporta il testo dell'art. 3, commi da 181 a 187, della legge 28 dicembre 1995, n. 549:

«181. Fino alla approvazione degli studi di settore, gli accertamenti di cui all'art. 39, primo comma, lettera *d)*, del decreto del Presidente della Repubblica, 29 settembre 1973, n. 600, e successive modificazioni, possono essere effettuati, senza pregiudizio della ulteriore azione accertatrice con riferimento alle altre categorie reddituali utilizzando i parametri di cui al comma 184 del presente articolo ai fini della determinazione presuntiva dei ricavi, dei compensi e del volume d'affari. Le disposizioni di cui ai commi da 179 a 189 del presente articolo si applicano nei confronti:

a) dei soggetti diversi da quelli indicati nell'art. 87 del testo unico delle imposte sui redditi, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 22 dicembre 1986, n. 917, che si avvalgono della disciplina di cui all'art. 79 del medesimo testo unico e degli esercenti arti e professioni che abbiano conseguito, nel periodo di imposta precedente, compensi per un ammontare non superiore a 360 milioni di lire e che non abbiano optato per il regime ordinario di contabilità;

b) degli esercenti attività d'impresa o arti e professioni in contabilità ordinaria quando dal verbale di ispezione redatto ai sensi dell'art. 33 del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 600, risulti l'inattendibilità della contabilità ordinaria. Con regolamento da emanare con decreto del Presidente della Repubblica ai sensi dell'art. 17, comma 2, della legge 23 agosto 1988, n. 400, entro novanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge, sono stabiliti i criteri in base ai quali la contabilità ordinaria è considerata inattendibile in presenza di gravi contraddizioni o irregolarità delle scritture obbligatorie ovvero tra esse e i dati e gli elementi direttamente rilevati.

182. Le disposizioni di cui ai commi da 179 a 189 del presente articolo non si applicano nei confronti dei contribuenti che hanno dichiarato ricavi o compensi di ammontare superiore a 10 miliardi di lire.

183. Ai fini dell'imposta sul valore aggiunto, all'ammontare dei maggiori ricavi o compensi, determinato sulla base dei predetti parametri, si applica, tenendo conto della esistenza di operazioni non soggette ad imposta ovvero soggette a regimi speciali, l'aliquota media risultante dal rapporto tra l'imposta relativa alle operazioni imponibili, diminuita di quella relativa alle cessioni di beni ammortizzabili, e il volume d'affari dichiarato.

184. Il Ministero delle finanze - Dipartimento delle entrate, elabora parametri in base ai quali determinare i ricavi, i compensi ed il volume d'affari fondatamente attribuibili al contribuente in base alle caratteristiche e alle condizioni di esercizio della specifica attività svolta. A tal fine sono identificati, in riferimento a settori omogenei di attività, campioni di contribuenti che hanno presentato dichiarazioni dalle quali si rilevano coerenti indici di natura economica e contabile; sulla base degli stessi sono determinati parametri che tengano conto delle specifiche caratteristiche della attività esercitata.

185. L'accertamento di cui al comma 181 può essere definito ai sensi dell'art. 2-*bis* del decreto-legge 30 settembre 1994, n. 564, convertito, con modificazioni, dalla legge 30 novembre 1994, n. 656, limitatamente alla categoria di reddito che ha formato oggetto di accertamento. L'intervenuta definizione dell'accertamento con adesione inibisce la possibilità per l'ufficio di effettuare, per lo stesso periodo di imposta, l'accertamento di cui all'art. 38, commi dal quarto al settimo, del citato decreto del Presidente della Repubblica n. 600 del 1973, e successive modificazioni.

186. I parametri di cui al comma 184 sono approvati con decreti del Presidente del Consiglio dei Ministri su proposta del Ministro delle finanze, da pubblicare nella *Gazzetta Ufficiale* entro trenta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge. Il Ministero delle finanze provvede alla distribuzione gratuita, anche tramite le associazioni di categoria e gli ordini professionali, dei supporti meccanografici contenenti i programmi necessari per il calcolo dei ricavi o dei compensi sulla base dei parametri.

187. La determinazione di maggiori ricavi, compensi e corrispettivi, conseguente esclusivamente alla applicazione delle disposizioni di cui al comma 181, non costituisce notizia di reato ai sensi dell'art. 331 del codice di procedura penale».

99G0277

DECRETI PRESIDENZIALI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 14 giugno 1999.

Nomina del dott. Giuseppe Sangiorgi a componente dell'Autorità per le garanzie nelle comunicazioni, in sostituzione dell'avv. Giuseppe Gargani.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 1 della legge 31 luglio 1997, n. 249, che al comma 1 istituisce l'Autorità per le garanzie nelle comunicazioni;

Visto il successivo comma 3, secondo il quale la commissione per le infrastrutture e le reti e la commissione per i servizi e i prodotti sono organi collegiali dell'Autorità, costituite ciascuna dal presidente dell'Autorità stessa e da quattro componenti;

Considerato che la stessa disposizione prevede che il Senato della Repubblica e la Camera dei deputati eleggono quattro commissari ciascuno, i quali vengono nominati con decreto del Presidente della Repubblica;

Vista la nota del 13 febbraio 1998 con la quale il Presidente della Camera dei deputati ha comunicato che l'Assemblea della Camera in data 12 febbraio 1998 ha proceduto alla elezione dei commissari Vincenzo Monaci e Mauro Bevilacqua per la commissone per le infrastrutture e le reti e dei commissari Giuseppe Gargani e Antonio Pilati per la commissione per i servizi e i prodotti;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 26 febbraio 1998 con il quale sono stati nominati i componenti dell'Autorità per la garanzia nelle comunicazioni, per la durata di sette anni;

Vista la nota in data 10 maggio 1999 con la quale il presidente della Autorità ha comunicato che l'avv. Giuseppe Gargani ha rassegnato le dimissioni dall'incarico di commissario;

Vista la nota del 26 maggio 1999 con la quale il Presidente della Camera dei deputati ha comunicato che l'Assemblea della Camera in data 26 maggio 1999 ha proceduto alla elezione del commissario Giuseppe Sangiorgi a componente della commissione per i servizi e di prodotti dell'Autorità, in sostituzione dell'avv. Giuseppe Gargani;

Visto l'art. 2, comma 8, della legge 14 novembre 1995, n. 481;

Decreta:

Art. 1.

1. Il dott. Giuseppe Sangiorgi è nominato componente dell'Autorità per la garanzia nelle comunicazioni, nella commissione per i servizi e i prodotti, in sostituzione dell'avv. Giuseppe Gargani e resta in carica fino alla scadenza ordinaria del mandato dei componenti l'Autorità.

Dato a Roma, addì 14 giugno 1999

CIAMPI

D'ALEMA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

99A5029

DECRETI, DELIBERE E ORDINANZE MINISTERIALI

MINISTERO DELLE FINANZE

DECRETO 18 maggio 1999.

Accertamento del periodo di mancato funzionamento dell'ufficio del pubblico registro automobilistico di Forlì.

IL DIRETTORE REGIONALE
DELLE ENTRATE PER L'EMILIA ROMAGNA

Visto il decreto 29 gennaio 1998, prot. n. 1998/11772, con il quale il direttore generale del Dipartimento delle entrate ha delegato i direttori regionali territorialmente competenti ad adottare i decreti di mancato o irregolare funzionamento degli uffici del pubblico registro automobilistico;

Vista la legge 23 dicembre 1977, n. 952, recante modificazioni delle norme sulla registrazione degli atti da prodursi al pubblico registro automobilistico e di altre norme in materia di imposta di registro;

Visto l'art. 1 della citata legge che assoggetta all'imposta erariale di trascrizione — da corrispondersi al momento stesso della richiesta — le formalità di trascrizione, iscrizione ed annotazione delle scritture private con sottoscrizione autenticata o accertata giudizialmente da prodursi al pubblico registro automobilistico;

Considerato che, ai sensi dell'art. 2, comma 3, del decreto ministeriale 16 aprile 1987, n. 310, attuativo delle disposizioni contenute nell'art. 6, ultimo comma, della surrichiamata legge 23 dicembre 1977, n. 952, l'ufficio provinciale del pubblico registro automobilistico deve effettuare il versamento dell'imposta alla sezione di tesoreria provinciale dello Stato, con imputazione al capitolo 1236 dello stato di previsione delle entrate statali del rispettivo anno finanziario, entro il giorno successivo a quello in cui le richieste di formalità sono state presentate;

Visto il decreto legislativo 21 dicembre 1990, n. 398, istitutivo dell'addizionale regionale all'imposta erariale di trascrizione e visto l'art. 3, commi da 48 a 53, della legge 28 dicembre 1995, n. 549, che ha sostituito, a decorrere dal 1° gennaio 1996, la menzionata addizionale regionale con un'addizionale provinciale;

Visto l'art. 20 del decreto legislativo 30 dicembre 1992, n. 504, istitutivo dell'imposta provinciale per l'iscrizione dei veicoli nel pubblico registro automobilistico e l'art. 3, comma 54, della già richiamata legge 28 dicembre 1995, n. 549, che ha abrogato, a decorrere dal 1° gennaio 1996, l'imposta provinciale in questione;

Considerato che per l'addizionale provinciale di cui al sopracitato art. 3, commi da 48 a 53, della legge 23 dicembre 1995, n. 549, si applicano le disposizioni previste per l'imposta erariale di trascrizione;

Visto il decreto ministeriale 11 aprile 1997, n. 124, recante norme sulle modalità per l'attuazione dell'addizionale provinciale all'imposta erariale di trascrizione;

Tenuto conto di quanto previsto dall'art. 2 della legge 1977, n. 952, così come modificato dall'art. 8-*bis* del decreto-legge 2 ottobre 1981, n. 546, e dalla legge di conversione 1° dicembre 1981, n. 692, nonché dall'art. 1 della legge 9 luglio 1990, n. 187, e considerato che la non ottemperanza delle prescrizioni di cui alla normativa suddetta comporta l'applicabilità di sanzioni a carico del richiedente;

Tenuto conto del fatto che il mancato versamento delle imposte di che trattasi entro il giorno successivo a quello dell'avvenuta riscossione, comporta sanzioni a carico del conservatore del pubblico registro automobilistico, per effetto del rinvio, contenuto dall'art. 2 della legge 23 dicembre 1977, n. 952, alle disposizioni in materia di registro in quanto compatibili;

Considerata la necessità di prevedere, nei casi di eventi di carattere eccezionale che impediscano di assolvere nei termini prescritti gli adempimenti di legge, la non imputabilità del ritardo suddetto ai soggetti destinatari della norma stessa;

Visto l'art. 1 del decreto-legge 21 giugno 1961, n. 498, convertito, con modificazioni, nella legge 28 luglio 1961, n. 770, e sostituito dalla legge 25 ottobre 1985, n. 592, contenente norme sulla proroga dei termini di prescrizione e decadenza per il mancato o irregolare funzionamento degli uffici finanziari, applicabile anche al pubblico registro automobilistico;

Vista la nota con la quale la Procura generale della Repubblica presso la Corte d'appello di Bologna ha segnalato il mancato funzionamento dell'ufficio del pubblico registro automobilistico di Forlì nel giorno 10 maggio 1999 per operazioni di installazione e avviamento di nuove procedure automatizzate;

Decreta:

Il mancato funzionamento dell'ufficio del pubblico registro automobilistico di Forlì è accertato per il giorno 10 maggio 1999.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Bologna, 18 maggio 1999

Il direttore regionale: PIRANI

99A5070

DECRETO 18 maggio 1999.

Accertamento del periodo di mancato funzionamento dell'ufficio del pubblico registro automobilistico di Rimini.

IL DIRETTORE REGIONALE
DELLA ENTRATE PER L'EMILIA ROMAGNA

Visto il decreto 29 gennaio 1998, prot. n. 1998/11772, con il quale il direttore generale del Dipartimento delle entrate ha delegato i direttori regionali territorialmente competenti ad adottare i decreti di mancato o irregolare funzionamento degli uffici del pubblico registro automobilistico;

Vista la legge 23 dicembre 1977, n. 952, recante modificazioni delle norme sulla registrazione degli atti da prodursi al pubblico registro automobilistico e di altre norme in materia di imposta di registro;

Visto l'art. 1 della citata legge che assoggetta all'imposta erariale di trascrizione — da corrispondersi al momento stesso della richiesta — le formalità di trascrizione, iscrizione ed annotazione delle scritture private con sottoscrizione autenticata o accertata giudizialmente da prodursi al pubblico registro automobilistico;

Considerato che, ai sensi dell'art. 2, comma 3, del decreto ministeriale 16 aprile 1987, n. 310, attuativo delle disposizioni contenute nell'art. 6, ultimo comma, della surrichiamata legge 23 dicembre 1977, n. 952, l'ufficio provinciale del pubblico registro automobilistico deve effettuare il versamento dell'imposta alla sezione di tesoreria provinciale dello Stato, con imputazione al capitolo 1236 dello stato di previsione delle entrate statali del rispettivo anno finanziario, entro il giorno successivo a quello in cui le richieste di formalità sono state presentate;

Visto il decreto legislativo 21 dicembre 1990, n. 398, istitutivo dell'addizionale regionale all'imposta erariale di trascrizione e visto l'art. 3, commi da 48 a 53, della legge 28 dicembre 1995, n. 549, che ha sostituito, a decorrere dal 1° gennaio 1996, la menzionata addizionale regionale con un'addizionale provinciale;

Visto l'art. 20 del decreto legislativo 30 dicembre 1992, n. 504, istitutivo dell'imposta provinciale per l'iscrizione dei veicoli nel pubblico registro automobili-

stico e l'art. 3, comma 54, della già richiamata legge 28 dicembre 1995, n. 549, che ha abrogato, a decorrere dal 1° gennaio 1996, l'imposta provinciale in questione;

Considerato che per l'addizionale provinciale di cui al sopracitato art. 3, commi da 48 a 53, della legge 23 dicembre 1995, n. 549, si applicano le disposizioni previste per l'imposta erariale di trascrizione;

Visto il decreto ministeriale 11 aprile 1997, n. 124, recante norme sulle modalità per l'attuazione dell'addizionale provinciale all'imposta erariale di trascrizione;

Tenuto conto di quanto previsto dall'art. 2 della legge 1977, n. 952, così come modificato dall'art. 8-*bis* del decreto-legge 2 ottobre 1981, n. 546, e dalla legge di conversione 1° dicembre 1981, n. 692, nonché dall'art. 1 della legge 9 luglio 1990, n. 187, e considerato che la non ottemperanza delle prescrizioni di cui alla normativa suddetta comporta l'applicabilità di sanzioni a carico del richiedente;

Tenuto conto del fatto che il mancato versamento delle imposte di che trattasi entro il giorno successivo a quello dell'avvenuta riscossione, comporta sanzioni a carico del conservatore del pubblico registro automobilistico, per effetto del rinvio, contenuto dall'art. 2 della legge 23 dicembre 1977, n. 952, alle disposizioni in materia di registro in quanto compatibili;

Considerata la necessità di prevedere, nei casi di eventi di carattere eccezionale che impediscano di assolvere nei termini prescritti gli adempimenti di legge, la non imputabilità del ritardo suddetto ai soggetti destinatari della norma stessa;

Visto l'art. 1 del decreto-legge 21 giugno 1961, n. 498, convertito, con modificazioni, nella legge 28 luglio 1961, n. 770, e sostituito dalla legge 25 ottobre 1985, n. 592, contenente norme sulla proroga dei termini di prescrizione e decadenza per il mancato o irregolare funzionamento degli uffici finanziari, applicabile anche al pubblico registro automobilistico;

Vista la nota con la quale la Procura generale della Repubblica presso la Corte d'appello di Bologna ha segnalato il mancato funzionamento dell'ufficio del pubblico registro automobilistico di Rimini nel giorno 10 maggio 1999 per operazioni di installazione e avviamento di nuove procedure automatizzate;

Decreta:

Il mancato funzionamento dell'ufficio del pubblico registro automobilistico di Rimini è accertato per il giorno 10 maggio 1999.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Bologna, 18 maggio 1999

Il direttore regionale: PIRANI

99A5071

DECRETO 28 maggio 1999.

Accertamento del periodo di mancato funzionamento degli uffici del pubblico registro automobilistico del Verbano Cusio Ossola.

IL DIRETTORE REGIONALE
DELLE ENTRATE PER IL PIEMONTE

Visto il decreto-legge 21 giugno 1961, n. 498, convertito, con modificazioni, nella legge 28 luglio 1961, n. 770, e sostituito dalla legge 25 ottobre 1985, n. 592, contenente norme sulla proroga dei termini di prescrizione e decadenza per il mancato o irregolare funzionamento degli uffici finanziari, applicabili anche al pubblico registro automobilistico;

Visto il decreto n. 98/11772/UDG del 28 gennaio 1998, con il quale il direttore generale del Dipartimento ha delegato i direttori regionali delle entrate territorialmente competenti ad emanare i decreti di accertamento del mancato o irregolare funzionamento degli uffici del pubblico registro automobilistico, ai sensi dell'art. 2 della legge 25 ottobre 1985, n. 592, provvedendo alla pubblicazione dei medesimi nella *Gazzetta Ufficiale* entro i termini previsti;

Vista la nota con la quale la Procura generale della Repubblica di Torino ha segnalato il mancato funzionamento degli uffici del pubblico registro automobilistico del Verbano Cusio Ossola il giorno 24 maggio 1999, per interventi tecnici sulle procedure automatizzate, e richiesto l'emanazione del relativo decreto di accertamento;

Decreta:

Il mancato funzionamento degli uffici del pubblico registro automobilistico del Verbano Cusio Ossola è accertato il giorno 24 maggio 1999.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Torino, 28 maggio 1999

Il direttore regionale: ORSI

99A4998

DECRETO 4 giugno 1999.

Accertamento del periodo di mancato funzionamento dell'ufficio provinciale del pubblico registro automobilistico di Catania.

IL DIRETTORE REGIONALE
DELLE ENTRATE PER LA SICILIA

Vista la legge 23 dicembre 1977, n. 952, recante modificazioni delle norme sulla registrazione degli atti da prodursi al pubblico registro automobilistico e di altre norme in materia di imposta di registro;

Ritenuto che l'art. 1 della citata legge assoggetta all'imposta erariale di trascrizione — da corrispondersi al momento stesso della richiesta — le formalità da eseguirsi presso il pubblico registro automobilistico, richieste in forza di scritture private con sottoscrizione autenticata o accertata giudizialmente;

Considerato che, ai sensi dell'art. 2, commi 2 e 3, del decreto ministeriale 16 aprile 1987, n. 310, attuativo delle disposizioni contenute nell'art. 6, ultimo comma, della surrichiamata legge 23 dicembre 1977, n. 952, gli uffici provinciali del pubblico registro automobilistico, aventi sede nell'ambito della regione siciliana, effettuano i versamenti dell'imposta direttamente presso la cassa della regione stessa, entro il giorno successivo a quello in cui le richieste di formalità sono state presentate;

Visto l'art. 3, comma 48, della legge 28 dicembre 1995, n. 549, istitutivo dell'addizionale provinciale all'imposta erariale di trascrizione, con applicazione delle disposizioni contenute nel capo I del decreto legislativo 21 dicembre 1990, n. 398, e dell'art. 10 del decreto-legge 29 aprile 1994, n. 260, convertito, con modificazioni, dalla legge 27 giugno 1994, n. 413;

Considerato che per l'imposta di cui alla sopracitata legge 28 dicembre 1995, n. 549, si applicano le disposizioni previste per l'imposta erariale di trascrizione relative alla corresponsione all'Automobile club d'Italia ed alle eventuali sanzioni in caso di omesso o ritardato pagamento;

Tenuto conto di quanto previsto dall'art. 2 della legge 23 dicembre 1977, n. 952, così come modificato dall'art. 8-*bis* del decreto-legge 2 ottobre 1981, n. 546, e dalla legge di conversione 1° dicembre 1981, n. 692, nonché dall'art. 1 della legge 9 luglio 1990, n. 187, in merito ai termini previsti per la richiesta delle formalità, stabiliti rispettivamente in sessanta giorni per gli atti stipulati in Italia e centoventi giorni per quelli formati all'estero;

Considerato che la non ottemperanza alle prescrizioni di cui alla normativa suddetta comporta l'applicabilità di sanzioni a carico del richiedente;

Tenuto conto del fatto che il mancato versamento delle imposte di che trattasi entro il giorno successivo a quello dell'avvenuta riscossione comporta sanzioni a carico del conservatore del pubblico registro automobilistico, per effetto del rinvio, contenuto all'art. 2 della legge 23 dicembre 1977, n. 952, alle disposizioni in materia di registro in quanto compatibili;

Attesa, quindi, la necessità di prevedere, nei casi di eventi di carattere eccezionale che impediscano di assolvere nei termini prescritti gli adempimenti di legge, la non imputabilità del ritardo suddetto ai soggetti destinatari della norma stessa;

Visto l'art. 1 del decreto-legge 21 giugno 1961, n. 498, convertito, con modificazioni, nella legge 28 luglio 1961, n. 770, nel testo modificato dalla legge 2 dicembre 1975, n. 576, e sostituito dalla legge 25 ottobre 1985, n. 592, contenente norme sulla proroga dei termini di prescrizione e decadenza per il mancato o irregolare funzionamento degli uffici finanziari, applicabili anche al pubblico registro automobilistico;

Visto l'art. 1 del decreto in data 28 gennaio 1998 - prot. n. 1998/11772 del direttore generale del Dipartimento delle entrate che delega i direttori regionali delle entrate, territorialmente competenti, ad adottare i decreti di accertamento del mancato o irregolare funzionamento degli uffici del pubblico registro automobilistico, ai sensi dell'art. 2 della legge 25 ottobre 1985, n. 592, provvedendo alla pubblicazione dei medesimi nella *Gazzetta Ufficiale* entro i termini previsti;

Vista la comunicazione, a mezzo telex del 2 giugno 1999, con la quale il Conservatore del pubblico registro automobilistico di Catania ha confermato il mancato funzionamento dell'Ufficio provinciale del pubblico registro automobilistico di Catania nel giorno 27 maggio 1999, a causa della chiusura dello stesso, giusta autorizzazione della Procura generale della Repubblica di Catania prot. n. 452/99 del 21 maggio 1999, al fine di consentire il rinnovamento delle strutture tecnologiche;

Tenuto conto che, conseguentemente al mancato funzionamento del predetto ufficio del pubblico registro automobilistico, si è verificato il mancato rispetto dei termini previsti per la liquidazione, riscossione, contabilizzazione e versamento della I.E.T. e dell'A.P.I.E.T.;

Decreta:

Per i motivi indicati nelle premesse viene accertato il mancato funzionamento dell'ufficio provinciale del pubblico registro automobilistico di Catania nel giorno 27 maggio 1999.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Palermo, 4 giugno 1999

Il direttore regionale: DI GIUGNO

99A4999

DECRETO 9 giugno 1999.

Indizione e modalità tecniche di svolgimento della lotteria ad estrazione istantanea denominata «Le città delle vacanze».

IL DIRETTORE GENERALE
DELL'AMMINISTRAZIONE AUTONOMA
DEI MONOPOLI DI STATO

Visto il regolamento generale delle lotterie nazionali approvato con decreto del Presidente della Repubblica 20 novembre 1948, n. 1677, e successive modificazioni;

Visto l'art. 6 della legge 26 marzo 1990, n. 62, che autorizza il Ministro delle finanze ad istituire le lotterie nazionali ad estrazione istantanea;

Visto il regolamento delle lotterie nazionali ad estrazione istantanea adottato con decreto del Ministro delle finanze in data 12 febbraio 1991, n. 183;

Visto l'art. 11, commi 2 e 3, del decreto-legge 30 dicembre 1993, n. 557, convertito nella legge 24 febbraio 1994, n. 133;

Ritenuto che deve essere indetta una lotteria nazionale ad estrazione istantanea denominata «Le città delle vacanze» in attuazione dell'art. 11 della legge 24 dicembre 1993, n. 537 e che ai sensi dell'art. 6 della legge n. 62/1990 e dell'art. 3 del regolamento di cui al citato decreto ministeriale n. 183/1991 ne devono essere stabiliti i criteri e le modalità di effettuazione;

Visto l'art. 3 del decreto legislativo 31 marzo 1998, n. 80;

Decreta:

Art. 1.

È indetta con inizio dal 21 giugno 1999 la lotteria nazionale ad estrazione istantanea denominata «Le città delle vacanze».

Art. 2.

Vengono messi in vendita n. 40.000.000 di biglietti la cui facciata anteriore riproduce la denominazione della lotteria, il prezzo di vendita al pubblico e immagini di alcune città turistiche. L'area di gioco è costituita da uno spazio che riproduce l'immagine di tre vele, ricoperta da una speciale vernice asportabile mediante raschiatura sulla quale è impressa la scritta «Gratta qui». Nella parte inferiore del lato destro del biglietto è impressa la numerazione sequenziale per la individuazione del blocchetto e dei biglietti che vi sono contenuti; è inoltre presente un rettangolo, anch'esso ricoperto da speciale vernice con la scritta «attenzione non grattare qui», destinato al codice di validazione.

Nella parte posteriore del biglietto sono indicate le categorie dei premi ed il premio corrispondente a ciascuna di esse, il regolamento del gioco nonché le modalità per ottenere il pagamento del premio.

Art. 3.

Il prezzo di ciascun biglietto è di L. 2.000.

Art. 4.

Gli acquirenti del biglietto possono conoscere immediatamente la vincita scoprendo, mediante raschiatura dell'area di gioco, la combinazione vincente.

Art. 5.

La massa premi ammonta a L. 34.000.000.000. Sono previste sette categorie di premi corrispondenti alla combinazione vincente indicata a fianco di ciascuna di esse:

ctg. 1ª n. 20 premi di L. 20.000.000 - combinazione vincente: due aerei;

ctg. 2ª n. 24 premi di L. 10.000.000 - combinazione vincente: due navi;

ctg. 3ª n. 5.000 premi di L. 2.000.000 - combinazione vincente: due treni;

ctg. 4ª n. 80.000 premi di L. 50.000 - combinazione vincente: due torpedoni;

ctg. 5ª n. 160.000 premi di L. 25.000 - combinazione vincente: due roulotte;

ctg. 6ª n. 800.000 premi di L. 5.000 - combinazione vincente: due tende;

ctg. 7ª n. 5.680.000 premi di L. 2.000 - combinazione vincente: due barche.

I premi di L. 2.000 vengono corrisposti, sempreché l'acquirente non ne chieda il pagamento in denaro, mediante cessione di altro o di altri biglietti della stessa lotteria; il premio o i premi saranno altresì corrisposti in denaro nell'eventualità che il biglietto vincente detto o detti premi, sia l'ultimo nella disponibilità del venditore.

Art. 6.

Ai sensi dell'art. 5, comma 3, del regolamento approvato con decreto ministeriale 12 febbraio 1991, n. 183, il pagamento dei premi di 1ª, 2ª e 3ª categoria va richiesto all'Amministrazione autonoma dei monopoli di Stato, che provvede ad effettuarlo nel termine di trenta giorni dalla presentazione del biglietto vincente.

I biglietti vincenti debbono essere integri ed in originale escluso qualsiasi equipollente, presentati o fatti pervenire, a rischio del possessore, all'Amministrazione

autonoma dei monopoli di Stato - Piazza Mastai, 11 - 00153 Roma, accompagnati da domanda in bollo contenente le generalità dell'esibitore e l'indicazione della modalità prescelta per il pagamento fra quelle previste dal regolamento di contabilità generale dello Stato.

I biglietti vincenti, inoltre, devono riportare integro il rettangolo con la scritta «Attenzione non grattare qui»; in caso di raschiatura, anche parziale, del rettangolo destinato al codice di validazione, si determina la nullità del biglietto e, quindi, della vincita.

Con avviso pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* sarà stabilita la data di cessazione della lotteria, dalla quale decorreranno quarantacinque giorni entro i quali, a pena di nullità, dovrà essere chiesto il pagamento dei premi di cui al comma 1.

I premi non richiesti entro il termine di cui al precedente comma saranno devoluti allo Stato.

Ai sensi dell'art. 5, comma 1, del citato regolamento n. 183/1991 per i premi di 4ª, 5ª, 6ª e 7ª categoria si prescinde dalle suindicate modalità ed il pagamento è effettuato immediatamente al portatore del biglietto vincente dal venditore di tale biglietto.

Art. 7.

Qualora nel corso della manifestazione, sulla base dell'andamento delle vendite se ne ravvisasse la necessità, verranno emessi ulteriori biglietti per lotti che comprendono, in proporzione, il numero dei premi di cui al precedente art. 5.

Art. 8.

L'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato garantisce attraverso un sistema di stampa computerizzato, la certezza di inserimento dei premi previsti dal presente decreto secondo criteri programmati che conducano all'assoluta casualità dell'assemblaggio dei biglietti stampati, le cui caratteristiche produttive dovranno escludere ogni esplorabilità degli elementi grafici da parte di chicchessia ed in qualunque modo; garantisce altresì che ogni biglietto contenga impressi gli elementi elettronici e grafici atti a determinarne la validità in caso di vincita.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 9 giugno 1999

Il direttore generale: CUTRUPI

Registrato alla Corte dei conti il 14 giugno 1999
Registro n. 1 Monopoli, foglio n. 077

99A5080

DECRETO 10 giugno 1999.

Rateazione del residuo carico tributario dovuto dalla società Cento per Cento S.r.l., in Milano.

IL DIRETTORE REGIONALE
DEL DIPARTIMENTO DELLE ENTRATE
PER LA LOMBARDIA

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 602, e le successive modificazioni ed integrazioni, contenente disposizioni sulla riscossione dei tributi erariali;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 gennaio 1988, n. 43, e le successive modificazioni, istitutivo del Servizio di riscossione dei tributi e di altre entrate dello Stato ed altri enti pubblici;

Vista la circolare n. 260/E del 5 novembre 1998, con la quale è stata conferita ai direttori regionali delega per l'adozione degli atti di applicazione e di diniego delle speciali agevolazioni di cui agli articoli 19, commi terzo e quarto, e 39, sesto comma, del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 602;

Vista l'istanza prodotta in data 1º marzo 1999, con la quale la società Cento per Cento S.r.l., con sede in Milano, ha chiesto la rateizzazione in cinque rate, prevista dall'art. 19, comma terzo, del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 602, per il pagamento del carico di imposta dovuto in base a dichiarazione afferente l'anno 1992, iscritto nei ruoli posti in riscossione alla scadenza di febbraio 1999 per l'importo di L. 38.825.290 adducendo di trovarsi, allo stato attuale, nell'impossibilità di corrispondere il predetto importo, ma di poter adempiere l'obbligazione tributaria previo accoglimento della avanzata richiesta;

Considerato che, dall'istruttoria esperita secondo le istruzioni impartite con la circolare n. 284/E del 31 ottobre 1997, è emerso che il pagamento immediato aggraverebbe la situazione economico-finanziaria dell'istante, con la conseguente impossibilità di salvaguardare i livelli occupazionali e di assicurare e mantenere il proseguimento delle attività produttive della menzionata società;

Ritenuto che la richiesta rientra nelle previsioni del terzo comma dell'art. 19 del citato decreto del Presidente della Repubblica n. 602/1973;

Considerato che la società ha versato un acconto pari al 20% del carico tributario;

Decreta:

Il residuo carico tributario di L. 28.298.890, comprensivo degli interessi per ritardata iscrizione a ruolo, dovuto dalla Cento per Cento S.r.l., è ripartito in

cinque rate, a decorrere dalla scadenza di settembre 1999; all'esatto adempimento il ruolo già sospeso sarà oggetto di tempestivo provvedimento di sgravio.

Nel provvedimento di esecuzione, va riportato l'intero importo dovuto e sullo stesso calcolato l'ammontare degli interessi di prolungata rateazione ai sensi dell'art. 21 del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 602; la Sezione staccata di Milano provvederà, altresì, a tutti gli adempimenti di propria competenza che si rendessero necessari.

Il mancato pagamento di due rate consecutive produrrà per il contribuente l'automatica decadenza del beneficio accordatogli.

L'agevolazione sarà revocata, con decreto del direttore regionale delle entrate ove vengano a cessare i presupposti in base ai quali è stata concessa ovvero ove sopravvengano fondati pericoli per la riscossione.

Nel caso di decadenza o revoca del beneficio, il concessionario riprenderà la riscossione dell'intero, residuo carico iscritto nei ruoli, con il ricalcolo degli interessi di cui al citato art. 21 del decreto del Presidente della Repubblica n. 602/1973 rapportati al minor periodo di godimento del beneficio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Milano, 10 giugno 1999

Il direttore regionale: CONAC

99A5030

DECRETO 10 giugno 1999.

Rateazione del residuo carico tributario dovuto dalla società New Interlitho S.p.a. (ora G.F. Uno S.p.a.), in Caleppio di Settala.

IL DIRETTORE REGIONALE
DEL DIPARTIMENTO DELLE ENTRATE PER LA LOMBARDIA

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 602, e le successive modificazioni ed integrazioni, contenente disposizioni sulla riscossione dei tributi erariali;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 gennaio 1988, n. 43, e le successive modificazioni, istitutivo del Servizio di riscossione dei tributi e di altre entrate dello Stato ed altri enti pubblici;

Vista la circolare n. 260/E del 5 novembre 1998, con la quale è stata conferita ai direttori regionali delega per l'adozione degli atti di applicazione e di diniego delle speciali agevolazioni di cui agli articoli 19, commi terzo e quarto, e 39, sesto comma, del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 602;

Vista l'istanza prodotta in data 30 marzo 1999, con la quale la società New Interlitho S.p.a. (ora G.F. Uno S.p.a.), con sede in Caleppio di Settala (Milano), ha chiesto la rateizzazione in cinque rate, prevista dall'art. 19, comma terzo, del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 602, per il pagamento del carico di imposta dovuto in base a dichiarazione afferente l'anno 1992, iscritto nei ruoli posti in riscossione alla scadenza di aprile 1998 per l'importo di L. 235.219.320 adducendo di trovarsi, allo stato attuale, nell'impossibilità di corrispondere il predetto importo, ma di poter adempiere l'obbligazione tributaria previo accoglimento della avanzata richiesta;

Considerato che, dall'istruttoria esperita secondo le istruzioni impartite con la circolare n. 284/E del 31 ottobre 1997, è emerso che il pagamento immediato aggraverebbe la situazione economico-finanziaria dell'istante, con la conseguente impossibilità di salvaguardare i livelli occupazionali e di assicurare e mantenere il proseguimento delle attività produttive della menzionata società;

Ritenuto che la richiesta rientra nelle previsioni del terzo comma dell'art. 19 del citato decreto del Presidente della Repubblica n. 602/1973;

Considerato che la società ha versato un acconto pari al 20% del carico tributario;

Decreta:

Il residuo carico tributario di L. 175.218.320, comprensivo degli interessi per ritardata iscrizione a ruolo, dovuto dalla New Interlitho S.p.a. (ora G.F. Uno S.p.a.), è ripartito in cinque rate, a decorrere dalla scadenza di settembre 1999; all'esatto adempimento il ruolo già sospeso sarà oggetto di tempestivo provvedimento di sgravio.

Nel provvedimento di esecuzione, va riportato l'intero importo dovuto e sullo stesso calcolato l'ammontare degli interessi di prolungata rateazione ai sensi dell'art. 21 del decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 602; la Sezione Staccata di Milano provvederà, altresì, a tutti gli adempimenti di propria competenza che si rendessero necessari.

Il mancato pagamento di due rate consecutive produrrà per il contribuente l'automatica decadenza del beneficio accordatogli.

L'agevolazione sarà revocata, con decreto del direttore regionale delle entrate ove vengano a cessare i presupposti in base ai quali è stata concessa ovvero ove sopravvengano fondati pericoli per la riscossione.

Nel caso di decadenza o revoca del beneficio, il concessionario riprenderà la riscossione dell'intero, residuo carico iscritto nei ruoli, con il ricalcolo degli interessi

di cui al citato art. 21 del decreto del Presidente della Repubblica n. 602/1973 rapportati al minor periodo di godimento del beneficio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Milano, 10 giugno 1999

Il direttore regionale: CONAC

99A5031

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

DECRETO 25 maggio 1999.

Scioglimento della società cooperativa «La Pietragallese», in Pietragalla.

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
SERVIZIO POLITICHE DEL LAVORO DI POTENZA

Visto l'art. 2544, primo comma, seconda parte, del codice civile, il quale prevede che le società cooperative edilizie di abitazione e loro consorzi che non hanno depositato in tribunale, nei termini prescritti, i bilanci relativi agli ultimi due anni sono sciolte di diritto e perdono la personalità giuridica;

Considerato che, ai sensi del predetto art. 2544 del codice civile, primo comma, parte prima l'autorità amministrativa di vigilanza ha il potere di disporre lo scioglimento di cui trattasi;

Atteso che l'autorità amministrativa di vigilanza per le società cooperative ed i loro consorzi si identifica con il Ministero del lavoro e della previdenza sociale e che quest'ultimo, con decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996, ha decentrato agli uffici provinciali del lavoro ora direzione provinciale del lavoro l'adozione nei confronti di tali sodalizi del provvedimento di scioglimento senza nomina di liquidatore a norma del citato art. 2544 del codice civile;

Vista la circolare n. 42/97 del 21 marzo 1997 del Ministero del lavoro e della previdenza sociale, direzione degli affari generali e del personale, divisione I;

Riconosciuta la propria competenza;

Viste la legge del 17 luglio 1975, n. 400 e la circolare n. 161 del 28 ottobre 1975 del Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

Considerato che dall'esito degli accertamenti esperiti ai fini dell'istruttoria di cui alla circolare n. 30/81 del 20 marzo 1981 del Ministero del lavoro e della previdenza sociale è risultato che la società cooperativa edilizia appresso indicata si trova nelle condizioni previste dall'art. 2544, primo comma, primo periodo, del codice civile;

Decreta:

Lo scioglimento, senza nomina di liquidatore, ai sensi dell'art. 2544 del codice civile della seguente società cooperativa:

1) Società cooperativa «La Pietragallese», con sede in Pietragalla, costituita per rogito notaio Domenico Antonio Zotta in data 15 febbraio 1975, registro società n. 1191 del Tribunale di Potenza.

Potenza, 25 maggio 1999

Il dirigente reggente: GRIPPA

99A5073

DECRETO 27 maggio 1999.

Scioglimento della società cooperativa edilizia «Obispo», in Terracina.

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE
DEL LAVORO DI LATINA

Visto l'art. 2544 del Codice civile;

Vista la legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto l'art. 18 della legge 31 gennaio 1992, n. 59;

Visto il decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996 che ha decentrato a livello provinciale le procedure di scioglimento d'ufficio ai sensi dell'art. 2544 del codice civile limitatamente a quelle senza nomina di liquidatore;

Visto il verbale di ispezione ordinaria eseguita sull'attività della società cooperativa edilizia appresso indicata, da cui risulta che la medesima si trova nelle condizioni previste dai precitati artt. 2544 del codice civile e 18 della legge n. 59/1992, non comportando peraltro la nomina di alcun commissario liquidatore;

Decreta:

La società cooperativa edilizia «Obispo» a responsabilità limitata con sede in Terracina (Latina), costituita per rogito notaio Raffaele Ranucci in data 17 luglio 1989, repertorio n. 26062, registro società n. 15388; B.U.S.C.: 2843/242480, è sciolta in base al combinato disposto dell'art. 2544 codice civile e delle leggi

17 luglio 1975 n. 400, art. 2, e 31 gennaio 1992, n. 59, art. 18, senza far luogo alla nomina di un commissario liquidatore.

Latina, 27 maggio 1999.

Il direttore: D'INCERTOPADRE

99A5072

MINISTERO DEL TESORO, DEL BILANCIO E DELLA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

DECRETO 22 giugno 1999.

Indicazione del prezzo medio ponderato dei buoni ordinari del Tesoro a novantadue e trecentosessantasei giorni relativi all'emissione del 15 giugno 1999.

IL DIRETTORE GENERALE DEL TESORO

Visto il decreto ministeriale 9 dicembre 1998, con il quale sono state fissate le modalità di emissione dei buoni ordinari del Tesoro a partire dal 1° gennaio 1999;

Visti i propri decreti del 7 giugno 1999 che hanno disposto per il 15 giugno 1999 l'emissione dei buoni ordinari del Tesoro a 92 e 366 giorni senza l'indicazione del prezzo base di collocamento;

Visto l'art. 2, comma 2, del decreto legislativo 10 novembre 1993, n. 470;

Visto l'art. 3 della legge 14 gennaio 1994, n. 20;

Vista la propria determinazione del 24 giugno 1993, n. 601253;

Ritenuto che in applicazione dell'art. 2 del menzionato decreto ministeriale 9 dicembre 1998 occorre indicare con apposito decreto il prezzo risultante dall'asta relativa all'emissione dei buoni ordinari del Tesoro del 15 giugno 1999;

Considerato che nel verbale di aggiudicazione dell'asta dei buoni ordinari del Tesoro per l'emissione del 15 giugno 1999 è indicato, tra l'altro, l'importo in euro degli interessi pagati per le due tranches dei titoli emessi;

Decreta:

Per l'emissione dei buoni ordinari del Tesoro del 15 giugno 1999 il prezzo medio ponderato è risultato pari a € 99,35 per i B.O.T. a 92 giorni e a € 97,25 per i B.O.T. a 366 giorni.

La spesa per interessi, pari al controvalore in lire dell'importo pagato in euro, gravante sul capitolo 4677 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1999, ammonta a L. 44.079.063.790 per i titoli a 92 giorni con scadenza 15 settembre 1999; quella gravante sul corrispondente capitolo dello stato di previsione del Ministero del tesoro per il 2000 ammonta a L. 293.001.378.754 per i titoli a 366 giorni con scadenza 15 giugno 2000.

A fronte delle predette spese, viene assunto il relativo impegno.

Il prezzo minimo accoglibile è risultato pari a € 98,98 per i B.O.T. a 92 giorni e a € 95,84 per i B.O.T. a 366 giorni.

Il presente decreto verrà inviato per il controllo all'ufficio centrale del bilancio per i servizi del debito pubblico e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 22 giugno 1999

p. *Il direttore generale:* LA VIA

99A5081

DECRETO 22 giugno 1999.

Emissione di buoni ordinari del Tesoro al portatore a centottantatre giorni.

IL DIRETTORE GENERALE DEL TESORO

Visto il decreto ministeriale 9 dicembre 1998 con il quale sono state fissate le modalità di emissione dei buoni ordinari del Tesoro a partire dal 1° gennaio 1999;

Visto l'art. 3, comma 4, della legge 23 dicembre 1998, n. 454, recante il bilancio di previsione dello Stato per l'anno finanziario 1999, che fissa in lire 45.210 miliardi (pari a 23.349 milioni di euro) l'importo massimo di emissione dei titoli pubblici, in Italia e all'estero, al netto di quelli da rimborsare e di quelli per regolazioni debitorie;

Visto l'art. 2, comma 2, del decreto legislativo 10 novembre 1993, n. 470;

Visto l'art. 3 della legge 14 gennaio 1994, n. 20;

Vista la propria determinazione del 24 giugno 1993, n. 601253;

Considerato che, sulla base dei flussi di cassa, l'importo relativo all'emissione netta dei suindicati titoli pubblici al 22 giugno 1999 è di 54.361 miliardi di lire (pari a 28.075 milioni di euro);

Decreta:

Per il 30 giugno 1999 è disposta l'emissione, senza l'indicazione del prezzo base, dei buoni ordinari del Tesoro al portatore a 183 giorni con scadenza il 30 dicembre 1999 fino al limite massimo in valore nominale di 4.000 milioni di euro.

La spesa per interessi graverà sul capitolo 4677 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro dell'esercizio finanziario 1999.

L'assegnazione e l'aggiudicazione dei buoni ordinari del Tesoro avverrà con le modalità indicate negli articoli 2, 12 e 13 del decreto 9 dicembre 1998 citato nelle premesse.

Le richieste di acquisto dovranno pervenire alla Banca d'Italia, esclusivamente tramite la rete nazionale interbancaria, entro e non oltre le ore 13 del giorno 25 giugno 1999, con l'osservanza delle modalità stabilite negli articoli 7 e 8 del citato decreto ministeriale 9 dicembre 1998.

Il presente decreto verrà inviato per il controllo all'ufficio centrale del bilancio per i servizi del debito pubblico e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 22 giugno 1999

p. *Il direttore generale:* LA VIA

99A5082

DECRETI E DELIBERE DI ALTRE AUTORITÀ

AUTORITÀ PER L'ENERGIA ELETTRICA E IL GAS

DELIBERAZIONE 8 giugno 1999.

Raccomandazione ai soggetti esercenti i servizi di pubblica utilità nei settori dell'energia elettrica e del gas per l'adeguamento dei sistemi informatici al cambiamento di data dell'anno 2000. (Deliberazione n. 84/99).

L'AUTORITÀ PER L'ENERGIA ELETTRICA E IL GAS

Nella riunione dell'8 giugno 1999;

Premesso che:

il cambiamento di data dell'anno 2000 può rendere necessario che i soggetti esercenti i servizi di pubblica utilità nei settori dell'energia elettrica e del gas adeguino i sistemi informatici ed elettronici e le apparecchiature e i programmi di calcolo computerizzati (di seguito: sistemi informatici) in uso, affinché vengano assicurate, ai sensi delle leggi e delle norme vigenti, la continuità e la qualità dei servizi erogati;

diversi organismi nazionali, europei ed internazionali hanno avviato azioni per prevenire e affrontare i problemi connessi con la transizione dall'anno 1999 all'anno 2000 anche per i servizi riguardanti altri settori;

Vista la legge 14 novembre 1995, n. 481, recante norme per la concorrenza e la regolazione dei servizi di pubblica utilità;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 14 dicembre 1998 con cui viene istituito il Comitato di studio e di indirizzo per l'adeguamento dei sistemi informatici e computerizzati all'anno 2000, e le sue successive modificazioni;

Visto l'art. 19, comma 1, della legge 17 maggio 1999, n. 144;

Considerato che indagini preliminari svolte dall'Autorità per l'energia elettrica e il gas mostrano che nei settori dell'energia elettrica e del gas si fa ampio e intensivo ricorso a sistemi informatici ai fini dell'uso efficiente delle risorse, della produttività e del recupero di qualità dei servizi;

Considerato che nei settori dell'energia elettrica e del gas il cambiamento di data dell'anno 2000 potrebbe provocare anomalie di funzionamento e guasti nei dispositivi di esercizio degli impianti e delle reti, e possibili disfunzioni nella gestione dei contratti di fornitura a utenti e consumatori;

Ritenuta l'opportunità di adottare una raccomandazione nei confronti dei soggetti esercenti i servizi di pubblica utilità nei settori dell'energia elettrica e del gas affinché i soggetti medesimi adottino misure per l'adeguamento dei sistemi informatici e la soluzione dei problemi derivanti dal cambiamento di data dell'anno 2000, segnala ai soggetti esercenti i servizi di pubblica utilità nei settori dell'energia elettrica e del gas che:

a) il cambiamento di data dell'anno 2000 può comportare esigenze di adeguamento dei sistemi informatici ed elettronici in uso, e delle apparecchiature e dei programmi di calcolo computerizzati (di seguito: sistemi informatici);

b) alcuni sistemi informatici in uso, codificando le date riferite agli anni con le sole ultime due cifre, nella transizione dall'anno 1999 all'anno 2000, potrebbero indurre conseguenze critiche sulla continuità e qualità dei servizi forniti;

c) allo scopo di prevenire e risolvere tali problemi, si possono rendere necessarie azioni di verifica, riconversione e riorganizzazione che, sia pure con intensità diversa, interessano tutti i sistemi informatici che con il loro funzionamento contribuiscono all'erogazione dei servizi in oggetto;

Raccomanda ai soggetti esercenti di cui sopra che, tenendo conto della straordinarietà dell'evento del cambiamento di data dell'anno 2000, al fine di assicu-

rare ad utenti e consumatori la continuità e la qualità del servizio nella transizione dall'anno 1999 all'anno 2000:

a) individuino e valutino i rischi dovuti ad eventuali malfunzionamenti, errori o guasti dei sistemi informatici di cui essi sono responsabili;

b) definiscano e attuino gli interventi occorrenti per i necessari adeguamenti dei sistemi informatici in uso, effettuando le conseguenti operazioni di verifica e collaudo;

c) predispongano piani di emergenza per affrontare situazioni provocate da errori e comportamenti anomali provenienti da altri soggetti che con le loro prestazioni e apporti contribuiscono alla formazione dei servizi in oggetto;

d) diano, con adeguato preavviso, notizia a consumatori e utenti circa possibili casi ed effetti di gravi malfunzionamenti o disfunzioni che, nonostante gli interventi già definiti ed attuati, potrebbero verificarsi in prossimità del cambiamento di data e in epoca immediatamente successiva;

Informa i soggetti esercenti di cui sopra che l'Autorità per l'energia elettrica e il gas si riserva di richiedere informazioni e documenti, e di effettuare controlli ai sensi dell'articolo 2, comma 20, lettere *a)* e *b)* della legge 14 novembre 1995, n. 481;

Dispone

che la presente deliberazione dell'Autorità per l'energia elettrica e il gas venga pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana ed assuma validità dalla data della sua pubblicazione.

Milano, 8 giugno 1999

Il presidente: RANCI

99A5051

UNIVERSITÀ DI CASSINO

DECRETO RETTORALE 19 maggio 1999.

Modificazioni allo statuto dell'Università.

IL RETTORE

Vista la legge 2 maggio 1989, n. 168 - Istituzione del Ministero dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica;

Vista la legge 18 novembre 1990, n. 341 - Riforma degli ordinamenti didattici universitari;

Visto il decreto rettorale n. 512 del 28 maggio 1996, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 137 del 13 giugno 1996, concernente il nuovo statuto dell'Università degli studi di Cassino;

Visto il decreto rettorale n. 976 del 23 ottobre 1996, pubblicato nel Supplemento ordinario n. 183 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 255 del 30 ottobre 1996, relativo all'approvazione del testo originario del regolamento didattico di ateneo, con il quale è stato approvato il regolamento didattico di ateneo dell'Università degli studi di Cassino;

Vista la delibera del senato accademico in data 11 dicembre 1998, con la quale è stato espresso parere favorevole al regolamento didattico della scuola di specializzazione per l'insegnamento secondario, con sede amministrativa presso l'Università di Roma III;

Vista la delibera del senato accademico, seduta del 19 gennaio 1999, che ha espresso parere favorevole alla modifica del regolamento didattico di ateneo per l'inserimento del regolamento della suddetta scuola;

Viste le deliberazioni del consiglio di amministrazione, in data 22 gennaio 1999, e del senato accademico in data 9 febbraio 1999, con le quali sono stati espressi i pareri favorevoli per la modifica della tabella *A* dello statuto, per l'inserimento della scuola medesima;

Vista la delibera del senato accademico, seduta del 30 marzo 1999, che ha espresso parere favorevole alla modifica del regolamento didattico di ateneo per l'inserimento del testo modificato del regolamento della suddetta scuola:

Decreta:

Art. 1.

La tabella *A*, allegata al vigente statuto dell'Università degli studi di Cassino, risulta modificata nel senso che, dopo la «Scuola di specializzazione per conservatori di beni archivistici e librari della civiltà medievale», risulta inserita la «Scuola di specializzazione per l'insegnamento secondario», con sede amministrativa presso l'Università di Roma III.

Art. 2.

Il regolamento didattico di ateneo dell'Università degli studi di Cassino è integrato con il regolamento della scuola di specializzazione per l'insegnamento secondario, con sede ammnistrativa presso l'Università di Roma III, il cui testo è allegato al presente decreto, composto di n. 6 pagine, e che ne forma parte integrante e sostanziale.

Il presente decreto sarà inserito nella Raccolta ufficiale interna e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 19 maggio 1999

Il pro-rettore: VIGO

99A5026

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI
DIPARTIMENTO PER IL COORDINAMENTO DELLE POLITICHE COMUNITARIE

Avviso relativo alla avvenuta scadenza del termine per l'emanazione di disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative per conformarsi a direttive comunitarie.

Il giorno 29 maggio 1999 scade il termine per mettere in vigore le disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative per conformarsi alla direttiva 97/23/CE del Parlamento europeo e del Consiglio del 29 maggio 1997, per il ravvicinamento delle legislazioni degli Stati membri in materia di attrezzature a pressione, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* delle Comunità europee - serie L - n. 181 del 9 luglio 1997 e nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana - 2ª serie speciale - n. 63 del 18 agosto 1997.

99A5076

MINISTERO DEL TESORO, DEL BILANCIO E DELLA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Cambi di riferimento rilevati a titolo indicativo

Tassi giornalieri di riferimento rilevati a titolo indicativo secondo le procedure stabilite nell'ambito del Sistema europeo delle Banche centrali e comunicati dalla Banca d'Italia, adottabili, fra l'altro, dalle Amministrazioni statali per le anticipazioni al Portafoglio dello Stato, ai sensi dell'art. 1 della legge 3 marzo 1951, n. 193.

Cambi del giorno 23 giugno 1999

Dollaro USA	1,0280
Yen giapponese	125,55
Dracma greca	324,45
Corona danese	7,4319
Corona svedese	8,7165
Sterlina	0,65110
Corona norvegese	8,1060
Corona ceca	36,845
Lira cipriota	0,57763
Corona estone	15,6466
Fiorino ungherese	248,57
Zloty polacco	4,0343
Tallero sloveno	195,8314
Franco svizzero	1,5970
Dollaro canadese	1,5104
Dollaro australiano	1,5689
Dollaro neozelandese	1,9328
Rand sudafricano	6,1721

N.B. — Tutte le quotazioni sono determinate in unità di valuta estera contro 1 euro. Si ricorda che il tasso irrevocabile di conversione LIRA/EURO è ***1936,27.***

99A5135

MINISTERO DELLA SANITÀ

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Rastinon»

Estratto decreto n. 236 del 19 maggio 1999

La titolarità delle autorizzazioni all'immissione in commercio della sotto elencata specialità sospesa con decreto del 25 novembre 1997, ai sensi dell'art. 19, del decreto legislativo 29 maggio 1991, n. 178, così come modificato dall'art. 1, lettera *h),* comma 2, del decreto legislativo 18 febbraio 1997, n. 44, fino ad ora intestata alla società Hoechst Marion Roussel S.p.a., con sede in viale Gran Sasso, 18, Milano, codice fiscale n. 00832400154.

Specialità: RASTINON:

40 compresse 500 mg, A.I.C. n. 012116012,

è ora trasferita alla società: Hoechst Pharma S.p.a., con sede in viale Gran Sasso, 18 - 20131 Milano, codice fiscale n. 09776510159.

I lotti della specialità medicinale prodotti a nome del vecchio titolare non possono più essere dispensati al pubblico a partire dal centottantunesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto ha effetto dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

99A5084

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Suguan»

Estratto decreto n. 237 del 19 maggio 1999

La titolarità della autorizzazione all'immissione in commercio della sotto elencata specialità medicinale fino ad ora registrata a nome della società Hoechst Marion Roussel S.p.a., con sede in viale Gran Sasso, 18, 20131 Milano, codice fiscale 00832400154.

Specialità: SUGUAN;

40 compresse 25 + 2,5 mg, A.I.C. n. 022652010,

è ora trasferita alla società: Hoechst Pharma S.p.a., con sede in viale Gran Sasso, 18, 20131 Milano, codice fiscale 09776510159.

I lotti della specialità medicinale prodotti a nome del vecchio titolare non possono più essere dispensati al pubblico a partire dal centottantunesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto ha effetto dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

99A5085

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Suguan M»

Estratto decreto n. 238 del 19 maggio 1999

La titolarità della autorizzazione all'immissione in commercio della sotto elencata specialità medicinale fino ad ora registrata a nome della società Hoechst Marion Roussel S.p.a., con sede in viale Gran Sasso, 18, 20131 Milano, codice fiscale 00832400154.

Specialità: SUGUAN M;

40 compresse rivestite 400 + 2,5 mg, A.I.C. n. 027174010,

è ora trasferita alla società: Hoechst Pharma S.p.a., con sede in viale Gran Sasso, 18, 20131 Milano, codice fiscale 09776510159.

I lotti della specialità medicinale prodotti a nome del vecchio titolare non possono più essere dispensati al pubblico a partire dal centottantunesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto ha effetto dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

99A5086

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Daonil»

Estratto decreto n. 239 del 19 maggio 1999

La titolarità della autorizzazione all'immissione in commercio della sotto elencata specialità medicinale fino ad ora registrata a nome della società Hoechst Marion Roussel S.p.a., con sede in viale Gran Sasso, 18, 20131 Milano, codice fiscale 00832400154.

Specialità: DAONIL;

30 compresse 5 mg, A.I.C. n. 021642018,

è ora trasferita alla società: Hoechst Pharma S.p.a., con sede in viale Gran Sasso, 18, 20131 Milano, codice fiscale 09776510159.

I lotti della specialità medicinale prodotti a nome del vecchio titolare non possono più essere dispensati al pubblico a partire dal centottantunesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto ha effetto dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

99A5087

Modificazioni delle autorizzazioni all'immissione in commercio delle specialità medicinali per uso umano «Ad Pabyrn», «Anti Acne Samil», «Mionidin», «Pancrex», «Renpress» e «Saronil».

Estratto decreto n. 240 del 19 maggio 1999

La titolarità delle autorizzazioni all'immissione in commercio delle sotto elencate specialità fino ad ora intestate alla società: Samil S.p.a., con sede in via Piemonte, 32, 00144 Roma, codice fiscale 00404510588, sono ora trasferite alla società: LPB Istituto farmaceutico S.p.a., con sede in strada statale 233 (Varesina), km 20,5 - Origgio, codice fiscale 00738480151.

AD PABYRIN:

gocce 30 ml, A.I.C. n. 005238062;

ANTI ACNE SAMIL:

2 fl. polvere + 2 fl. solv., A.I.C. n. 020477028;

MIONIDIN:

30 compresse 4 mg, A.I.C. n. 028019053;

30 compresse 6 mg, A.I.C. n. 028019065;

15 compresse 2 mg, A.I.C. n. 028019089;

PANCREX:

50 capsule 340 mg, A.I.C. n. 021232057;

100 capsule 340 mg, A.I.C. n. 021232071;

RENPRESS:

14 compresse divisibili 3 mg, A.I.C. n. 028677019;

SARONIL:

crema 1% 30 g, A.I.C. n. 028490011;

gel 1% 30 g, A.I.C. n. 028490023;

soluzione 1% contagocce 30 ml, A.I.C. n. 028490035;

soluzione 1% nebulizzat. 30 ml, A.I.C. n. 028490047.

I lotti della specialità medicinale prodotti a nome del vecchio titolare non possono più essere dispensati al pubblico a partire dal centottantunesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto ha effetto dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

99A5088

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Ecorex»

Estratto decreto n. 251 del 19 maggio 1999

La titolarità delle autorizzazioni all'immissione in commercio della sotto elencata specialità medinale fino ad ora registrata a nome della società: Tosi Farmaceutica S.a.s., con sede in corso della Vittoria, 12/B - 28100 Novara, codice fiscale 00109210039.

Specialità: ECOREX:

crema dermatologica 30 g 1%, A.I.C. n. 025950027;

crema vaginale 78 g, A.I.C. n. 025950041;

latte dermatologico 30 ml 1%, A.I.C. n. 025950054;

6 ovuli 150 mg, A.I.C. n. 025950080;

5 lavande vaginali 150 ml 0,1%, A.I.C. n. 025950092,

è ora trasferita alla società: Zambon Italia S.r.l., con sede in via della Chimica, 9 - 36100 Vicenza, codice fiscale 03804220154.

Produzione, controllo e confezionamento:

la produzione completa della «crema dermatologica», «crema vaginale», «latte dermatologico» e della «lavanda vaginale» viene effettuata presso l'officina farmaceutica Sofar S.p.a., con sede in via Firenze, 40, Trezzano Rosa, 20060 Milano. La produzione, il controllo ed il confezionamento degli «ovuli» viene effettuata presso l'officina Montefarmaco S.p.a., sita in via G. Galilei, 7, Pero, Milano.

I lotti della specialità medicinale prodotti a nome del vecchio titolare non possono più essere dispensati al pubblico a partire dal centottantunesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto ha effetto dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

99A5089

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Movens»

Estratto decreto n. 311 del 2 giugno 1999

La titolarità delle autorizzazioni all'immissione in commercio della sotto elencata specialità medicinale fino ad ora registrata a nome della società Ce.La.Far. S.p.a., con sede in corso San Maurizio, 53 - 10124 Torino, codice fiscale n. 06436910019.

Specialità: MOVENS:

30 capsule 100 mg, A.I.C. n. 025876020;

10 supposte 200 mg, A.I.C. n. 025876044;

gocce 30 ml, A.I.C. n. 025876057;

gel 50 g, A.I.C. n. 025876069,

è ora trasferita alla società: Pharmafar S.r.l., con sede in corso Vinzaglio, 12-*bis* - 10121 Torino, codice fiscale n. 07605170013.

I lotti della specialità medicinale prodotti a nome del vecchio titolare non possono più essere dispensati al pubblico a partire dal centottantunesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto ha effetto dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

99A5083

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Approvazione del programma di ristrutturazione aziendale della ditta S.p.a. ABB Sadelmi, in Milano

Con decreto ministeriale 28 aprile 1999, n. 26220, è approvato il programma per ristrutturazione aziendale, relativamente al periodo dal 4 maggio 1998 al 30 aprile 2000, della ditta S.p.a. ABB Sadelmi (Div. Generatori), con sede in Milano e unità di Sesto S. Giovanni (Milano).

99A4800

Provvedimenti concernenti il trattamento di pensionamento anticipato

Con decreto ministeriale 27 aprile 1999, n. 26212, a seguito dell'accertamento delle condizioni di ristrutturazione aziendale, intervenuto con il decreto ministeriale dell'8 luglio 1998, è ammessa la possibilità di beneficiare del trattamento di pensionamento anticipato, in favore dei lavoratori poligrafici, dipendenti dalla S.p.a. Editrice La Stampa, con sede in Torino e unità di Torino, per un massimo di 32 dipendenti prepensionabili, per il periodo dal 1° dicembre 1998 al 30 novembre 1999.

Con decreto ministeriale 27 aprile 1999, n. 26213, a seguito dell'accertamento delle condizioni di ristrutturazione aziendale, intervenuto con il decreto ministeriale del 19 febbraio 1999, è ammessa la possibilità di beneficiare del trattamento di pensionamento anticipato, in favore dei lavoratori poligrafici, dipendenti dalla S.r.l. S.I.E., con sede in Trento e unità di Trento, per un massimo di 16 dipendenti prepensionabili, per il periodo dal 15 ottobre 1997 al 14 ottobre 1998.

Il presente decreto annulla e sostituisce il decreto ministeriale 19 febbraio 1999, n. 25800.

99A4801

Provvedimenti concernenti l'approvazione del programma per crisi aziendale

Con decreto ministeriale 26 aprile 1999, n. 26185, è approvato il programma per crisi aziendale, relativamente al periodo dal 27 luglio 1998 al 26 gennaio 1999, della ditta S.p.a. Itel, con sede in San Gregorio di Catania (Catania) e unità di Agrigento, Catania, Eboli (Salerno), Ragusa, Palermo, Roma, Sala Consilina (Salerno) e Siracusa.

Con decreto ministeriale 29 aprile 1999, n. 26224, è approvato il programma per crisi aziendale, relativamente al periodo dal 2 novembre 1998 al 1° novembre 1999, della ditta S.r.l. A.D.A. - Advanced Development Attractions, con sede in L'Aquila e unità di L'Aquila.

Con decreto ministeriale 29 aprile 1999, n. 26225, è approvato il programma per crisi aziendale, relativamente al periodo dal 1° febbraio 1999 al 31 gennaio 2000, della ditta S.r.l. Olmo Motors, con sede in Bergamo e unità di Caronno Pertusella (Varese).

Con decreto ministeriale 30 aprile 1999, n. 26229, è approvato il programma per crisi aziendale, relativamente al periodo dal 5 maggio 1997 al 27 febbraio 1998, della ditta S.r.l. O.M.S. Mediterranea, con sede in Siracusa e unità di c/o Enichem Priolo - Off.na Priolo-Erg Pe. (Siracusa).

99A4802

Provvedimenti concernenti l'approvazione del programma per riorganizzazione aziendale

Con decreto ministeriale 26 aprile 1999, n. 26184, è approvato il programma per riorganizzazione aziendale, limitatamente al periodo dal 21 aprile 1998 al 18 ottobre 1998, della ditta S.p.a. Axis, con sede in Tavernelle Val di Pesa (Firenze) e unità di Tavernelle Val di Pesa (Firenze).

Con decreto ministeriale 26 aprile 1999, n. 26186, è approvato il programma per riorganizzazione aziendale, relativamente al periodo dal 7 gennaio 1999 al 6 luglio 2000, della ditta S.c. a r.l. Cooperativa di Costruzioni, con sede in Modena e unità di Modena.

Con decreto ministeriale 26 aprile 1999, n. 26187, è approvato il programma per riorganizzazione aziendale, relativamente al periodo dal 24 agosto 1998 al 23 agosto 1999, della ditta S.p.a. Stanhome, con sede in Roma e unità di Occhiobello (Roma).

Con decreto ministeriale 30 aprile 1999, n. 26228, è approvato il programma per riorganizzazione aziendale, relativamente al periodo dal 5 agosto 1998 al 4 agosto 1999, della ditta S.p.a. Simar - Società Metalli Marghera, con sede in Porto Marghera (Venezia) e unità di Porto Marghera (Venezia).

Con decreto ministeriale 30 aprile 1999, n. 26230, è approvato il programma per riorganizzazione aziendale, relativamente al periodo dal 9 novembre 1998 al 31 ottobre 2000, della ditta S.p.a. A.C.M.A. - Azionaria Costruzione Macchine Automatiche, con sede in Bologna e unità di Bologna.

99A4803

Provvedimenti concernenti il trattamento di integrazione salariale

Con decreto ministeriale n. 26209 del 27 aprile 1999 è autorizzata la proroga del trattamento ordinario di integrazione salariale in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.c. a r.l. società consortile Consang, con sede in Sassari, impegnata nei lavori di realizzazione del progetto C 2109 e successivi lotti funzionali del completamento della strada Sassari-Castelsardo-S. Teresa di Gallura, cantiere di Sassari-Castelsardo-S. Teresa di Gallura, per il periodo dal 19 ottobre 1995 al 18 gennaio 1996.

Il trattamento ordinario di integrazione salariale di cui sopra è ulteriormente prorogato dal 19 gennaio 1996 al 18 aprile 1996.

Il trattamento ordinario di integrazione salariale di cui sopra è ulteriormente prorogato dal 19 aprile 1996 al 19 maggio 1996 (limite massimo).

Con decreto ministeriale n. 26214 del 27 aprile 1999 è autorizzata, per il periodo dal 4 gennaio 1999 al 3 gennaio 2000, la corresponsione del trattamento di integrazione salariale di cui all'art. 1 del decreto-legge 30 ottobre 1984, n. 726, convertito, con modificazioni, nella legge 19 dicembre 1984, n. 863, nella misura prevista dall'art. 6, comma 3, del decreto-legge 1º ottobre 1996, n. 510, convertito, con modificazioni, nella legge 28 novembre 1996, n. 608, in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.r.l. Tintoria Orion, con sede in Serravalle Sesia (Vercelli) e unità di Serravalle Sesia (Vercelli), per i quali è stato stipulato un contratto di solidarietà che stabilisce, per 12 mesi, la riduzione massima dell'orario di lavoro da 40 ore settimanali a 30 ore medie settimanali nei confronti di un numero massimo di lavoratori pari a 15 unità, su un organico complessivo di 23 unità.

L'Istituto nazionale della previdenza sociale, è altresì autorizzato, nell'ambito di quanto sopra disposto in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.r.l. Tintoria Orion, a corrispondere il particolare beneficio previsto dal comma 4, art. 6, del decreto-legge 1º ottobre 1996, n. 510, convertito, con modificazioni, nella legge 28 novembre 1996, n. 608, nei limiti finanziari posti dal comma stesso, tenuto conto dei criteri di priorità individuati nel decreto ministeriale dell'8 febbraio 1996, registrato dalla Corte dei conti in data 6 marzo 1996, registro n. 1, foglio n. 24.

Con decreto ministeriale n. 26215 del 27 aprile 1999 è autorizzata, per il periodo dal 7 gennaio 1999 al 6 gennaio 2000, la corresponsione del trattamento di integrazione salariale di cui all'art. 1 del decreto-legge 30 ottobre 1984, n. 726, convertito, con modificazioni, nella legge 19 dicembre 1984, n. 863, nella misura prevista dall'art. 6, comma 3, del decreto-legge 1º ottobre 1996, n. 510, convertito, con modificazioni, nella legge 28 novembre 1996, n. 608, in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Marietti coltelleria, con sede in Forno Canavese (Torino) e unità di Forno Canavese (Torino), per i quali è stato stipulato un contratto di solidarietà che stabilisce, per 12 mesi, la riduzione massima dell'orario di lavoro da 40 ore settimanali a 20 ore medie settimanali nei confronti di un numero massimo di lavoratori pari a 26 unità, lavoratori e a 30 ore medie settimanali per 9 unità lavorative su un organico complessivo di 45 unità.

L'Istituto nazionale della previdenza sociale, è altresì autorizzato, nell'ambito di quanto sopra disposto in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. Marietti coltelleria, a corrispondere il particolare beneficio previsto dal comma 4, art. 6, del decreto-legge 1º ottobre 1996, n. 510, convertito, con modificazioni, nella legge 28 novembre 1996, n. 608, nei limiti finanziari posti dal comma stesso, tenuto conto dei criteri di priorità individuati nel decreto ministeriale dell'8 febbraio 1996, registrato dalla Corte dei conti in data 6 marzo 1996, registro n. 1, foglio n. 24.

Con decreto ministeriale n. 26216 del 27 aprile 1999 è autorizzata, per il periodo dal 30 marzo 1999 al 29 marzo 2000, la corresponsione del trattamento di integrazione salariale di cui all'art. 1 del decreto-legge 30 ottobre 1984, n. 726, convertito, con modificazioni, nella legge 19 dicembre 1984, n. 863, nella misura prevista dall'art. 6, comma 3, del decreto-legge 1º ottobre 1996, n. 510, convertito, con modificazioni, nella legge 28 novembre 1996, n. 608, in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.r.l. Messina, con sede in Barletta (Bari) e unità di Barletta (Bari), per i quali è stato stipulato un contratto di solidarietà che stabilisce, per 24 mesi, la riduzione massima dell'orario di lavoro da 40 ore settimanali a 20 ore medie settimanali nei confronti di un numero massimo di lavoratori pari a 50 unità, su un organico complessivo di 91 unità.

L'Istituto nazionale della previdenza sociale, è altresì autorizzato, nell'ambito di quanto sopra disposto in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.r.l. Messina, a corrispondere il particolare beneficio previsto dal comma 4, art. 6, del decreto-legge 1º ottobre 1996, n. 510, convertito, con modificazioni, nella legge 28 novembre 1996, n. 608, nei limiti finanziari posti dal comma stesso, tenuto conto dei criteri di priorità individuati nel decreto ministeriale dell'8 febbraio 1996, registrato dalla Corte dei conti in data 6 marzo 1996, registro n. 1, foglio n. 24.

Con decreto ministeriale n. 26246 del 5 maggio 1999 è autorizzata, per il periodo dal 21 settembre 1998 al 20 settembre 1999, la corresponsione del trattamento di integrazione salariale di cui all'art. 1 del decreto-legge 30 ottobre 1984, n. 726, convertito, con modificazioni, nella legge 19 dicembre 1984, n. 863, nella misura prevista dall'art. 6, comma 3, del decreto-legge 1º ottobre 1996, n. 510, convertito, con modificazioni, nella legge 28 novembre 1996, n. 608, in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. CP Sud, con sede in Partanna (Trapani) e unità di Partanna (Trapani), per i quali è stato stipulato un contratto di solidarietà che stabilisce, per 12 mesi, la riduzione massima dell'orario di lavoro da 39 ore settimanali a 30 ore medie settimanali nei confronti di un numero massimo di lavoratori pari a 32 unità, su un organico complessivo di 32 unità.

L'Istituto nazionale della previdenza sociale, è altresì autorizzato, nell'ambito di quanto sopra disposto in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. CP Sud, a corrispondere il particolare beneficio previsto dal comma 4, art. 6, del decreto-legge 1º ottobre 1996, n. 510, convertito, con modificazioni, nella legge 28 novembre 1996, n. 608, nei limiti finanziari posti dal comma stesso, tenuto conto dei criteri di priorità individuati nel decreto ministeriale dell'8 febbraio 1996, registrato dalla Corte dei conti in data 6 marzo 1996, registro n. 1, foglio n. 24.

Con decreto ministeriale n. 26247 del 5 maggio 1999 è autorizzata, per il periodo dal 30 dicembre 1997 al 29 dicembre 1998, la corresponsione del trattamento di integrazione salariale di cui all'art. 1 del decreto-legge 30 ottobre 1984, n. 726, convertito, con modificazioni, nella legge 19 dicembre 1984, n. 863, nella misura prevista dall'art. 6, comma 3, del decreto-legge 1º ottobre 1996, n. 510, convertito, con modificazioni, nella legge 28 novembre 1996, n. 608, in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.r.l. Compagnia C.R.E.C., con sede in Napoli e unità di Napoli, per i quali è stato stipulato un contratto di solidarietà che stabilisce, per 24 mesi, la riduzione massima dell'orario di lavoro da 40 ore settimanali a 30 ore medie settimanali nei confronti di un numero massimo di lavoratori pari a 31 unità, su un organico complessivo di 41 unità.

L'Istituto nazionale della previdenza sociale, è altresì autorizzato, nell'ambito di quanto sopra disposto in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.r.l. Compagnia C.R.E.C., a corrispondere il particolare beneficio previsto dal comma 4, art. 6, del decreto-legge 1º ottobre 1996, n. 510, convertito, con modificazioni, nella legge 28 novembre 1996, n. 608, nei limiti finanziari posti dal comma stesso, tenuto conto dei criteri di priorità individuati nel decreto ministeriale dell'8 febbraio 1996, registrato dalla Corte dei conti in data 6 marzo 1996, registro n. 1, foglio n. 24.

99A4804

COMUNE DI CAMPOBASSO

Estratto della deliberazione in materia di determinazione dell'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.)

Il comune di CAMPOBASSO ha adottato, il 25 marzo 1999, la seguente deliberazione in materia di determinazione delle aliquote dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.), per l'anno 1999:

(Omissis).

1. di determinare per l'anno 1999 l'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili nelle seguenti misure:

a) aliquota ordinaria del 4,80 per mille;

b) aliquota ridotta nella misura del 4 per mille per l'imposta dovuta dalle persone fisiche soggetti passivi e dai soci di cooperative edilizie a proprietà indivisa, residenti nel comune, per l'unità immobiliare direttamente adibita ad abitazione principale, con esclusione delle unità immobiliari indicate nell'ultima parte dell'art. 4 comma 1 dell'art. 4 del decreto-legge 8 giugno 1996, n. 437, convertito in legge 24 ottobre 1996, n. 556.

c) aliquota ridotta nella misura del 2 per mille per l'imposta dovuta dai proprietari che eseguano interventi volti al recupero di unità immobiliari inagibili o inabitabili ovvero volti alla realizzazione di autorimesse o posti auto anche pertinenziali o d'interesse storico o architettonico siti nel centro storico della città;

2. di considerare direttamente adibita ad abitazione principale l'unità immobiliare posseduta a titolo di proprietà o di usufrutto da anziani o disabili che acquisiscono la residenza in istituti di ricovero o sanitari a seguito di ricovero permanente, a condizione che la stessa non risulti locata;

3. di stabilire che, agli effetti dell'applicazione dell'aliquota del 2 per mille, si intende per centro storico la parte della città coincidente con la zona omogenea A del vigente piano regolatore generale.

(Omissis).

99A5090

COMUNE DI CASTEL SAN LORENZO

Estratto della deliberazione in materia di determinazione dell'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.)

Il comune di CASTEL SAN LORENZO (provincia di Salerno) ha adottato, il 6 novembre 1998, la seguente deliberazione in materia di determinazione delle aliquote dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.), per l'anno 1999:

(Omissis).

di confermare per l'anno 1999 l'aliquota I.C.I., da applicarsi in questo comune, nella misura del 6 per mille e tutte le tariffe, aliquote e detrazioni applicate per l'anno 1998.

(Omissis).

99A5091

COMUNE DI CICONIO

Estratto della deliberazione in materia di determinazione dell'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.)

Il comune di CICONIO (provincia di Torino) ha adottato, il 22 marzo 1999, la seguente deliberazione in materia di determinazione delle aliquote dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.), per l'anno 1999:

(Omissis).

di determinare nella misura del 5,5 per mille l'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.) per l'anno 1999, da applicarsi in misura unica a tutte le basi imponibili.

(Omissis).

99A5092

COMUNE DI LIGNANA

Estratto della deliberazione in materia di determinazione dell'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.)

Il comune di LIGNANA (provincia di Vercelli) ha adottato, il 30 marzo 1999, la seguente deliberazione in materia di determinazione delle aliquote dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.), per l'anno 1999:

(Omissis).

1. di fissare, per l'anno 1999, l'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.) da applicarsi in questo comune, nella misura unica del 5 per mille.

2. di non operare alcuna diversificazione d'aliquota di cui al comma 2, dell'art. 6, del decreto legislativo n. 504/1992 e s.m., né alcuna riduzione od elevazione di cui al comma 3, dell'art. 8, del medesimo decreto.

(Omissis).

99A5093

COMUNE DI MAENZA

Estratto della deliberazione in materia di determinazione dell'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.)

Il comune di MAENZA (provincia di Latina) ha adottato, la seguente deliberazione in materia di determinazione delle aliquote dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.), per l'anno 1999:

(Omissis).

di confermare per l'anno 1999 l'aliquota I.C.I. nella misura del 6 per mille istituita ai sensi dell'art. 6 del decreto legislativo n. 504/1992.

(Omissis).

99A5094

COMUNE DI MAGLIANO ROMANO

Estratto della deliberazione in materia di determinazione dell'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.)

Il comune di MAGLIANO ROMANO (provincia di Roma) ha adottato la seguente deliberazione in materia di determinazione delle aliquote dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.), per l'anno 1999:

(Omissis).

di determinare l'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.) per l'anno 1999 nella misura del 5 per mille;

di ridurre l'imposta del 50% per i fabbricati dichiarati inagibili o inabitabili e di fatto non utilizzati, limitatamente al periodo dell'anno durante il quale sussistono dette condizioni. L'inagibilità o l'inabitabilità è accertata dall'ufficio tecnico comunale con perizia a carico del proprietario. Alla dichiarazione di inabitabilità o inagibilità il contribuente allega idonea documentazione o in alternativa dichirazione sostitutiva ai sensi della legge 4 gennaio 1968, n. 15;

di stabilire in L. 200.000 la detrazione d'imposta per l'unità immobiliare posseduta a titolo di proprietà o di usufrutto ed adibita ad abitazione principale, rapportate al periodo dell'anno durante il quale sussiste tale destinazione;

di considerare direttamente adibita ad abitazione principale l'unità immobiliare posseduta a titolo di proprietà o di usufrutto da anziani o disabili che acquistano la residenza in istituti di ricovero o sanitari a seguito di ricovero permanente a condizione che la stessa non risulti locata, e di stabilire per tali unità immobiliari una detrazione d'imposta di L. 500.000.

Di stabilire altresì l'aliquota del 4 per mille per i fabbricati realizzati per la vendita e non venduti dalle imporese che hanno per oggetto esclusivo o prevalente dell'attività la costruzione e l'alienazione di immobili.

(Omissis).

99A5095

COMUNE DI PASTURO

Estratto della deliberazione in materia di determinazione dell'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.)

Il comune di PASTURO (provincia di Lecco) ha adottato la seguente deliberazione in materia di determinazione delle aliquote dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.), per l'anno 1999:

(Omissis).

di approvare per l'anno 1999 la regolamentazione dell'imposta I.C.I. come di seguito riportato:

aree fabbricabili . . . . 4,5 per mille

terreni agricoli . . . . 4,5 per mille

Fabbricati:

immobili diversi da abitazioni . . . . 4,5 per mille

realizzati per vendita e non venduti da imprese che hanno per oggetto esclusivo o prevalentemente della attività la costruzione e l'alienazione di immobili . . . . . 4,5 per mille

abitazione principale . . . . 4,5 per mille

in aggiunta alla principale . . . . 4,5 per mille

alloggi non locati . . . . 4,5 per mille.

Il comune di Pasturo non intende avvalersi della possibilità offerta agli Enti senza scopi di lucro prevista all'ultimo periodo del secondo comma art. 6 legge n. 504/1992 come sostituito dall'art. 3 comma 53 della legge n. 662/96.

Il Comune di Pasturo considera come abitazione principale l'unità immobiliare posseduta a titolo di proprietà o di usufrutto da anziani o disabili ricoverati in via permanente in istituti di ricovero o sanitari, a condizione che la stessa non risulti locata

Detrazione d'imposta per l'anno 1999: L. 200.000, per l'abitazione principale

(Omissis).

99A5096

COMUNE DI TESTICO

Estratto della deliberazione in materia di determinazione dell'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.)

Il comune di TESTICO (provincia di Savona) ha adottato il 29 marzo 1999, la seguente deliberazione in materia di determinazione delle aliquote dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.), per l'anno 1999:

(Omissis).

di approvare, ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 54 del decreto legislativo 15 dicembre 1997, n. 446, l'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili per l'anno 1999 nella misura del 5,5 per mille per l'abitazione principale e del 7 per mille per gli immobili posseduti in aggiunta all'abitazione principale, dando atto che per abitazione si intende quella nella quale il contribuente, che la possiede a titolo di proprietà, usufrutto o altro diritto reale, ed i suoi famigliari dimorano abitualmente;

(Omissis).

99A5097

COMUNE DI TRONZANO LAGO MAGGIORE

Estratto della deliberazione in materia di determinazione dell'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.)

Il comune di TRONZANO LAGO MAGGIORE (provincia di Varese) ha adottato il 31 marzo 1999, la seguente deliberazione in materia di determinazione delle aliquote dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.), per l'anno 1999:

(Omissis).

di approvare le aliquote di imprese e tasse, secondo il prospetto, denominato allegato *A;*

(Omissis).

ALLEGATO *A*

(alla deliberazione consiglio comunale n. 16 del 31 marzo 1999)

aliquote imposte e tasse.

(Omissis).

entrate tributarie:

I.C.I. aliquota prima casa 5,25 per mille;

aliquota seconda casa 6 per mille;

detrazione abitazione principale L. 200.000.

99A5098

COMUNE DI VISCHE

Estratto della deliberazione in materia di determinazione dell'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.)

Il comune di VISCHE (provincia di Torino) ha adottato il 15 marzo 1999, la seguente deliberazione in materia di determinazione delle aliquote dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.), per l'anno 1999:

(Omissis).

di stabilire nella misura del 5 per mille l'aliquota dell'imposta comunale sugli immobili (I.C.I.), per l'anno 1999 da applicarsi in misura unica a tutte le basi imponibili.

(Omissis).

99A5099

UNIVERSITÀ DI PARMA

Vacanza di un posto di ricercatore universitario presso la facoltà di giurisprudenza, da coprire mediante trasferimento

Ai sensi della legge 30 novembre 1973, n. 766, art. 3, comma 18, del D.P.R. 11 luglio 1980, n. 382, art. 34 e della legge 24 dicembre 1993, n. 537, art. 5, si comunica che presso la facoltà di giurisprudenza dell'Università degli studi di Parma è vacante un posto di ricercatore universitario, per il settore scientifico-disciplinare n. N01X «Diritto privato», alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento del posto di ricercatore anzidetto dovranno preentare le proprie domande direttamente al rettore dell'Università, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

99A5000

LIBERA UNIVERSITÀ «S. PIO V» DI ROMA

Vacanze di posti di professore universitario di ruolo di prima fascia da coprire mediante trasferimento

Ai sensi e per gli effetti degli articoli 65, 66 e 93 del testo unico sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592, dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238; della legge 19 novembre 1990, n. 341, e successive modificazioni, dell'art. 5 della legge 24 dicembre 1993, n. 537; della legge 3 luglio 1998, n. 210, e del regolamento relativo alla disciplina delle procedure di trasferimento e mobilità interna per la copertura dei posti vacanti di professore ordinario, associato e di ricercatore della Libera Università degli studi «S. Pio V», si comunica che presso la facoltà di scienze politiche della Libera Università degli studi «S. Pio V» di Roma, sono vacanti i seguenti posti di professore universitario di ruolo di prima fascia, per i settori scientifico-disciplinare sottospecificati alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento:

Facoltà di scienze politiche:

disciplina: «Storia contemporanea» (settore scientifico-disciplinare M04X);

disciplina: «Economia politica» (settore scientifico-disciplinare P01A).

Le domande di partecipazione, redatte in carta libera, dovranno pervenire al presidente del comitato tecnico ordinatore della facoltà di scienze politiche entro trenta giorni dal giorno successivo a quello di pubblicazione dell'avviso di vacanza nella *Gazzeta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Alle domande, nelle quali dovrà essere dichiarato espressamente di essere in regola rispetto all'obbligo del triennio di permanenza di cui all'art. 13 del decreto del Presidente della Repubblica n. 382/1980, dovranno essere allegati:

a) *curriculum* della propria attività scientifica e professionale;

b) un elenco dei titoli posseduti alla data della domanda, che l'interessato ritiene utile far valere ai fini del trasferimento;

c) le pubblicazioni ed i lavori pubblicati che i candidati intendono far valere per la valutazione comparativa.

Il comitato tecnico ordinatore della facoltà di scienze politiche nomina una commissione che, ai sensi dell'art. 7 del citato regolamento della Libera Università degli studi «S. Pio V», valuta la personalità scientifica del candidato con riferimento al *curriculum* scientifico complessivo, ai titoli espressamente dichiarati, alle pubblicazioni ed ai lavori presentati.

Per valutare le pubblicazioni scientifiche si tengono in considerazione i seguenti criteri:

a) originalità e innovatività della produzione scientifica e rigore metodologico;

b) congruenza della complessiva attività del candidato con le discipline ricomprese nei settori scientifici-disciplinari M04X e P01A;

c) apporto individuale del candidato nei lavori di collaborazione;

d) rilevanza scientifica della collocazione editoriale delle pubblicazioni e loro diffusione all'interno della comunità scientifica;

e) continuità temporale della produzione scientifica in relazione alla evoluzione delle conoscenze nello specifico settore disciplinare.

99A5134

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.